

PATRIMOINE HISTORIQUE DES LUTTES ANTICOLONIALES DE L'AFRIQUE

Une débâcle programmée

Lire l'article de R. N. page 4

Le Quotidien
Edition Nationale d'Information
D'ORAN

**MASSACRE D'ALGÉRIENS
À PARIS EN 1961**

**Macron dénonce
des «crimes
inexcusables»**

Lire l'article de El-Houari Dilmi page 3



PRODUITS ALIMENTAIRES

**Les commerçants qui ne déclarent
pas leurs stocks considérés
comme spéculateurs**

Lire l'article de Abed Cherifi page 2



BOUGHALI
**Les crimes contre
l'humanité et les
génocides sont
«imprescriptibles»**
P. 3

ÉVOCATION

17 OCTOBRE 1961
17 OCTOBRE 2021

**La Seine devenue
pourpre !**
P. 6

Par Mohamed Seghiouer

**Tebboune préside
une réunion
du Conseil
des ministres
aujourd'hui**
P. 2

OPINION

**Football:
stade suprême de
l'aliénation planétaire
et terrain topique
d'extériorisation
de la violence**
P. 8

Par Khider Mesloub

Produits alimentaires

Les commerçants qui ne déclarent pas leurs stocks considérés comme spéculateurs

Les services du ministère du Commerce semblent déterminés à mener une guerre sans répit contre les spéculateurs sur les produits de base.



Abed Cherifi

En effet, le département de Kamel Rezig a instruit, dans une note adressée aux directions de wilaya, que «tous les opérateurs économiques, commerçants et agriculteurs, sont tenus de déclarer leurs stocks auprès de leurs wilayas respectives, faute de quoi ils seront considérés comme des spéculateurs et tomberont sous le coup de la loi qui sanctionne les pratiques spéculatives». Dans sa note, le ministère du Commerce et de la Promotion des exportations précise que «tous les opérateurs économiques, producteurs, agriculteurs, grossistes ou commerçants de détail qui disposent de chambres froides et d'entrepôts de stockage, qu'ils soient à caractère commercial ou non, en cours d'exploitation ou pas, de les déclarer obligatoirement aux directions de leurs wilayas respectives». En cas de manquement à cette instruction, le ministère du Commerce menace tout exploitant qui ne déclare pas l'existence de ses stocks dans les chambres froides ou entrepôts de stockage, qu'il «sera considéré comme un spéulateur, sa marchandise saisie, avec fermeture administrative de son commerce, outre des poursuites judiciaires qui seront engagées contre lui».

Une campagne nationale de vérification des stocks et des chambres froides de la pomme de terre a permis la saisie de 121.000 quintaux de ce produit de grande consommation en quelques jours seulement, selon le Directeur général du contrôle économique et de la répression de la fraude (DGCRF) au ministère du Commerce, Mohamed Louhaïda.

Sur instruction du président Tebboune, des textes de loi criminalisant la spéculation sur les produits de base sont en cours d'élaboration et devraient figurer au menu du Conseil des ministres, prévu aujourd'hui (dimanche). Lors des travaux de la rencontre Gouvernement-wilais le 25 septembre dernier, le Président Tebboune a évoqué la spéculation sur les produits de base qu'exercent des «parasites et des intrus qui tentent d'épuiser les moyens de l'Etat en créant des pénuries», soulignant que l'Etat sera «intransigeant et est déterminé à retrouver son autorité qui émane du peuple». La criminalisation de l'acte de spéculation prévoit une peine de pas moins de 30 ans de prison et pourrait aller jusqu'à la perpétuité, voire la peine capitale. «Nous frapperons les spéculateurs d'une main de fer et traquerons les lobbies politiciens qui sont derrière cet acte, qui aurait pu mener à une explosion sociale notamment à la lumière de la propagation de la pandémie de Covid-19», avait déclaré le chef de l'Etat lors de sa dernière rencontre avec des représentants des médias nationaux.

Coronavirus

93 nouveaux cas et 3 décès

Quatre-vingt-treize (93) nouveaux cas confirmés de coronavirus (covid-19), 68 guérisons et 3 décès ont été enregistrés ces dernières 24 heures en Algérie, a annoncé, samedi, le ministère de la Santé dans un communiqué.

Le total des cas confirmés s'élève ainsi à 205.199, dont 93 nouveaux cas durant les dernières 24 heures, celui des décès à 5.870 cas, alors que le nombre de patients guéris est passé à 140.687 cas. Par ailleurs, 13 patients sont actuellement en soins intensifs, ajoute la même source. En outre, 26 wilayas n'ont recensé aucun cas durant les dernières 24 heures, 19 autres ont enregistré de 1 à 9 cas, tandis que 3 wilayas ont enregistré 10 cas et plus. Le ministère rappelle, par la même occasion, que la situation épidémiologique actuelle exige de tout citoyen vigilance et respect des règles d'hygiène et de distanciation physique, tout en insistant sur le respect du confinement et du port du masque.

Tebboune préside une réunion du Conseil des ministres aujourd'hui

Le président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, Abdelmadjid Tebboune, préside aujourd'hui dimanche une réunion du Conseil des ministres, a indiqué samedi un communiqué de la Présidence de la République. «Le Président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, M. Abdelmadjid Tebboune, présidera, dimanche, une réunion du Conseil des ministres consacrée à l'examen et à l'approbation

d'un projet de loi sur la lutte contre la spéculation et d'exposer sur l'organisation de Djamaâ El-Djazaïr et la rentrée officielle dans les secteurs de l'Enseignement supérieur et de la Formation professionnelle», a précisé le communiqué.

CNL

Plus de 67.000 logements ruraux réalisés en 18 mois

R. N.

Plus de 67.000 logements ont été réalisés entre janvier 2020 et fin-juin 2021 dans le cadre du programme de l'Habitat rural, selon les chiffres publiés par la Caisse nationale du Logement (CNL) dans le numéro d'octobre de sa revue «Batisseur.dz».

Pour la CNL, l'Habitat rural est «un élément-clé de la stratégie de la fixation des populations concernées qui représentent 32% de la population globale», indique la même source. Selon les chiffres avancés par la CNL, le programme de l'Habitat rural a enregistré 163.031 logements réalisés entre 2002-2004, puis 404.043 logements durant le quinquennat 2005-2009, 589.720 autres entre 2010-2014 et enfin 533.591 unités durant le quinquennat 2015-2019.

La formule de l'Habitat rural

consiste à encourager les ménages à réaliser, en auto-construction, un logement décent dans leur propre environnement ou réhabiliter ou aménager un logement existant. Le programme totalise, depuis son lancement en 2002, la réalisation de 1.757.471 logements, soit un taux 91% du programme notifié. Un programme qui représente 48% de l'ensemble des livraisons de logements, tous segments publics confondus.

PLUS DE 1.000 MDA CONSACRÉS AUX AIDES À L'HABITAT RURAL

Les chiffres de la CNL indiquent également que les consommations de crédits relatifs aux aides rurales ont atteint, durant entre 2002 et juin 2021, un montant de 1089,55 milliards de DA (MDA). Les modalités de choix des bénéficiaires et la mise en œuvre des

programmes notifiés relèvent d'un comité de wilaya présidé par le wali. L'aide est libérée par la CNL aux bénéficiaires éligibles en 2 tranches, après constat d'avancement des travaux. La participation du bénéficiaire dans ce cas se traduit par la mobilisation d'une assiette foncière qui relève généralement de sa propriété, sa participation à la réalisation ainsi que le parachèvement des travaux à l'intérieur du logement, le cas échéant. Le bénéficiaire a également la possibilité de solliciter un crédit bancaire, et jouit, dans le cadre de cette formule, de bonifications des taux d'intérêts à un taux de 1%.

A noter que depuis 2014, l'aide financière à l'Habitat rural est fixée à 1.000.000 DA pour les 10 wilayas du Sud (Adrar, Tamanrasset, Illizi Laghouat, Biskra, Béchar, Ouargla, El Oued, Ghardaïa et Tindouf), et à 700.000 DA pour le reste des wilayas.

ANALYSE

Abdelkrim Zerzouri

«Diviser pour mieux régner», la stratégie pratiquée par l'ennemi sioniste pour fissurer les blocs constitués par des pays qui lui opposent résistance, est-elle en passe de trouver un nouveau terrain profitable en Afrique ? Après avoir disloqué un monde arabe acquis, par le passé, à la cause palestinienne, Israël a posé pied en Afrique, au sein de l'organisation de l'Unité africaine (UA), où les premières secousses commencent à se faire ressentir suite à la discorde entre les pays membres sur la question du statut d'observateur qui lui a été accordé d'une manière unilatérale, soit sans passer par une consultation de l'Assemblée. Mais, sept pays ont manifesté directement leur opposition à cet acte, dont l'Algérie, l'Afrique du Sud, la Tunisie, la Libye, la Mauritanie, l'Egypte, les Comores et Djibouti, qui ont informé directement l'Union africaine, par note verbale, à propos de leur refus de sa décision d'accorder à Israël le statut d'observateur au sein de l'organisation continentale, alors que cinq autres pays arabes ont exprimé leur solidarité.

Les Israéliens ont tenté de démentir l'existence de la note en question, mais des sources diplomatiques africaines à Addis-Abeba ont confirmé sa véracité et avancé qu'elle sera examinée «au cours de la réunion du Conseil exécutif». C'était au mois de juillet dernier, où l'affaire a été conclue avec la plus grande célérité, amenant l'ambassadeur d'Israël en Éthiopie, Aleign Admasu, à présenter illico presto au président de la commission de l'Union africaine, Moussa Faki Mahamat, ses lettres de créance en tant que membre observateur auprès de l'Union africaine. Un fait accompli ? Il fallait compter sans la ténacité du front du refus qui s'est constitué au sein de l'UA. Ainsi, lors de la 39^e session du Conseil exécutif de l'UA, qui s'est tenue les 14 et 15 octobre à Addis-Abeba, la question controversée du sta-

tut d'observateur accordé à Israël par Moussa Faki a été débattue durant plusieurs heures par les ministres africains des Affaires étrangères, et on a réussi à fine à la soumettre au menu du prochain sommet des chefs d'Etat de l'organisation panafricaine, prévu en février 2022.

Le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, M. Ramtane Lamamra, a précisé dans ce contexte que «les ministres du courant majoritaire qui ont conscience que la crise institutionnelle engendrée par la décision irresponsable de Moussa Faki tend à rendre irréversible la division du continent, ont accepté de soumettre la question au sommet des chefs d'Etat de l'Union africaine prévu au mois de février prochain».

La question n'est pas totalement tranchée, et il reste aux chefs d'Etat africains, lors du prochain sommet de l'UA, de décider non seulement de ce statut d'observateur accordé à Israël, mais de l'avenir de l'organisation elle-même. Dans cette optique, M. Lamamra dit espérer que «le sommet marquera un sursaut salutaire d'une Afrique digne de son histoire et ne cautionnera pas une cassure irrattrapable».

Israël ne peut qu'espérer, de son côté, faire d'une pierre deux coups, conserver son statut d'observateur avec le soutien de plusieurs pays amis et provoquer une fracture diplomatique dans les rangs des pays africains. La bataille dans les coulisses de l'UA sera très rude dans les trois prochains mois pour gagner la partie et laisser courir les Israéliens encore pour deux autres décennies, le temps qu'ils ont mis pour revenir par la fenêtre après avoir été chassés par la porte après avoir perdu leur statut d'observateur en 2002, au moment où l'on enterrait l'Organisation de l'unité africaine, remplacée par l'Union africaine. Une union, désormais, face à l'épreuve israélienne.

Massacre d'Algériens à Paris en 1961 Macron dénonce des «crimes inexcusables»

El-Houari Dilmi

Alors que l'Algérie commémore le 60^e anniversaire des crimes d'Etat du 17 octobre 1961 à Paris, le président français Emmanuel Macron a dénoncé, hier samedi, des «crimes inexcusables pour la République», à l'issue d'une cérémonie officielle pour les 60 ans du massacre de manifestants algériens à Paris. Le chef de l'Etat français «a reconnu les faits: les crimes commis cette nuit-là sous l'autorité de Maurice Papon (le préfet de police de Paris, NDLR) sont inexcusables pour la République», indique un communiqué de l'Elysée. Ce communiqué a été diffusé juste après une cérémonie sur les berges de la Seine, à la hauteur d'un pont emprunté il y a 60 ans par les manifestants algériens qui arrivaient du bidonville voisin de Nanterre à l'appel de la branche du FLN installée en France.

C'est la première fois qu'un président français se rend sur les lieux du massacre dont le nombre de morts est estimé par les historiens à au moins plusieurs dizaines, le bilan officiel n'en dénombrant que trois. En évoquant des «crimes», Macron, qui a observé une minute de silence et déposé une gerbe sur les berges de la Seine, est ainsi allé plus loin que la «sanglante répression» admise par son prédécesseur François Hollande en 2012. «La France regarde toute son Histoire avec lucidité et reconnaît les responsabilités clairement établies. Elle le doit d'abord et avant tout à elle-même, à toutes celles et ceux que la guerre d'Algérie et son cortège de crimes commis de tous côtés ont meurtris dans leur chair et dans leur âme», ajoute le communiqué officiel de l'Elysée. Macron, premier président français né après la Guerre d'Algérie achevée en 1962, a discuté sur place avec des proches des victimes, dont certains étaient en larmes. «Des tirs à balles réelles se sont produits à cet endroit et des corps ont été repêchés dans la Seine», avait rappelé l'Elysée vendredi pour expliquer le choix de ce lieu de commémoration. Toujours selon l'Elysée, le chef de l'Etat français rend hommage à la mémoire de toutes les victimes d'une «tragédie longtemps tue, déniée ou occultée».

Le 17 octobre 1961, alors qu'une manifestation était organisée à Paris pour protester contre l'interdiction aux Algériens de sortir de chez eux après 20h30, une répression - «brutale, violente, sanglante», selon l'Elysée - s'est abattue sur les manifestants. «Près de 12.000 Algériens furent arrêtés et transférés dans des centres de tri au stade de Coubertin, au Palais des sports et dans d'autres lieux. Outre de nombreux blessés, plusieurs dizaines furent tués, leurs corps jetés dans la

Seine. De nombreuses familles n'ont jamais retrouvé la dépouille de leurs proches, disparus cette nuit-là», a rappelé la présidence française.

«LE PAROXYSME D'UNE VIOLENCE COLONIALE»

Les massacres commis par la police française contre des manifestants algériens pacifiques le 17 octobre 1961 à Paris «marquent le paroxysme d'une violence coloniale exercée en Algérie depuis 1830», a affirmé, de son côté, l'historien français Gilles Manceron, spécialiste de la colonisation française. «Les massacres du 17 octobre 1961, en plein cœur de la capitale française, sont un événement emblématique et un paroxysme de la violence coloniale qui s'est exercée pendant toute la durée de la colonisation de l'Algérie et en réponse à sa guerre d'indépendance nationale», a précisé M. Gilles Manceron, également vice-président de la Ligue française des droits de l'homme et auteur de plusieurs ouvrages sur la colonisation française. Il a souligné que «cet événement, dont des historiens britanniques ont écrit que ce fut la répression d'une manifestation désarmée qui a fait le plus de victimes dans toute l'histoire contemporaine de l'Europe occidentale, a été ensuite dissimulé par le pouvoir français», ajoutant que «cette dissimulation et ses raisons doivent être maintenant étudiées et méditées». «Pourquoi tant de violence alors que l'indépendance algérienne était à l'horizon, que les négociations d'Evian progressaient, que le général de Gaulle avait décidé l'arrêt des offensives militaires françaises en Algérie et avait chargé des militaires de protéger la délégation algérienne venue négocier les conditions de l'indépendance du pays?», s'est-il interrogé.

«Les propos tenus par le président Macron sur l'Algérie ne devraient pas être tenus par un chef d'Etat», a encore indiqué l'historien français. «Les plus graves concernent l'affirmation de l'inexistence d'une nation algérienne avant la colonisation française, ce qui est la reprise d'un élément traditionnel du discours colonial, et sa comparaison inexacte entre la tutelle ottomane exercée sur une partie d'El Djazaïr, la Régence d'Alger et le Beylik de Constantinople, et le rouleau compresseur de la colonisation française qui s'est accompagnée d'une guerre de conquête, d'une annexion et d'une colonisation de peuplement massive», a-t-il dit. «Au fil de son quinquennat, il (Macron) s'est appuyé de plus en plus sur les forces politiques réactionnaires qui cultivent la nostalgie de la colonisation, et, à l'approche de l'élection présidentielle de 2022, il accentue cette alliance. Ce qui a des conséquences sur le discours qu'il tient sur la mémoire de la colonisation et sur l'Algérie», a-t-il noté.



Boughali Les crimes contre l'humanité et les génocides sont «imprescriptibles»

Le président de l'Assemblée populaire nationale (APN), Ibrahim Boughali a affirmé samedi à Alger que les crimes contre l'humanité, tout comme les génocides et la torture «sont imprescriptibles et ne sauraient être occultés par les tergiversations, le mensonge et l'imposture».

«Les crimes contre l'humanité et les génocides, la torture, la déportation et les déplacements forcés ne sauraient être imprescriptibles, ni occultés par les tergiversations, le mensonge et l'imposture, encore moins par des déclarations irresponsables qui dénigrent l'histoire pour tromper, désinformer et aliéner la vérité et les faits historiques avérés et connus de tous», a précisé M. Boughali dans une allocution d'ouverture des travaux d'une conférence intitulée "Le fleuve enragé ensanglé aux yeux des Algériens", dans le cadre des célébrations commémoratives de la Journée de l'émigration (17 octobre 1961).

A cette occasion, le président de

l'APN a souligné que "le colonisateur, destructeur sanguinaire, est un mauvais élève qui se plaît à rabâcher, fastidieusement, les mêmes leçons mal apprises, en faisant l'éloge d'actes abjects et indignes et en contestant l'histoire connue de tous".

Après avoir indiqué que l'histoire de l'Algérie "qui remonte à des civilisations très anciennes, a été écrite avec du sang bénit", M. Boughali a précisé que "l'heure n'est plus à la désinformation, ni au déni".

Pour M. Boughali, l'Algérie "souveraine, est aujourd'hui maîtresse de toutes ses décisions, sous la sage direction du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, forte de son peuple héroïque et de sa vaillante armée qui la préunit contre tous les complots".

Le Président Tebboune était "clair lorsqu'il a affiché la position vis-à-vis des questions historiques qui ne sauraient faire l'objet d'un quelconque marchandage ou

compromissions", a-t-il estimé. Après avoir salué l'Armée nationale populaire (ANP), digne héritière de l'Armée de libération nationale (ALN), "qui a donné les plus sublimes exemples en matière de défense de la Patrie et de la préservation des fondements de la Nation", M. Boughali a affirmé que "l'Algérie souveraine qui est attachée aux relations amicales et respectueuse du bon voisinage, de l'édition de passerelles de coopération et des intérêts communs, est la même Algérie intrinsèquement quant à l'exigence de réciprocité et de précision dans la qualification des faits".

Au terme de son allocution, le Président de l'APN a souligné que "la colonisation est le visage hideux et l'image abjecte qui défigure l'Humanité", soulignant la nécessité de "reconnaitre les crimes et méfaits du colonialisme, dont les séquelles demeurent perceptibles à ce jour dans certaines régions du Sud".

Raïna
Raïkoum

El-Houari Dilmi

Hier, à l'heure du coq, trois astronautes du pays de l'Empire du milieu, ont pris la direction de l'espace pourachever la

construction de leur station spatiale. Sous nos cieux asséchés, des mains se sont levées vers le ciel pour solliciter la générosité des cieux, «Sâlat Al-Istisqâ» comme on dit chez nous. Mais à quoi ça sert de semer chez nous et récolter notre «blé» ailleurs ! Le pays de Macron nous reproche à tort d'entretenir une «renté mémorielle», alors que la renté pétrolière est le premier facteur aggravant, responsable de la mentalité algéro-algérienne de «Ragda w tmanji ! Eh oui ! Parce que beaucoup de blé nuit au blé. Un peu comme celui qui clamse d'une overdose... de bonheur après une vie délavée de grand malheur. Un peu comme cet homme, lequel avant de passer l'arme à gauche, rembourra de l'argent dans ses deux poches, celles de devant et celles de derrière, sous l'aisselle, derrière son dos et même dans ses chaussettes trouées. Mais avant de (tré) passer, avec un sourire mi-jaune mi-blasé, vers l'autre monde, il se rendit compte que l'argent, c'est bien tout ce qui lui reste lorsqu'il aura tout perdu. Il décida alors de

léguer un message écrit sur du papier précieux à tous ses congénères du douar de Aïn Peut-être qui passeront toute leur vie en noir et blanc, à essayer de

le décoder sans jamais arriver à déflorer le sens réel de la lettre cabalistique de l'homme, arrivé à l'article de la mort. En guise de testament, il écrivit : «Moi le plain aux as, en picorant toute ma vie dans la main calleuse des sans-le-sou, je compris pourquoi mes terres aussi vastes que mon appétence monstrueuse, ne donnèrent jamais du bon blé et brûlèrent toutes, écrasées sous les pas trop lourds de vos vies de losers déguenillés.

C'est pourquoi avant de fermer les yeux à jamais, j'ai décidé de cacher dans mon estomac sans fond, tout votre pain noir avant de vous crever vos yeux avec ma baguette en blé empoisonné. Parce que de ma mort à moi, naîtra un litige sans fin, ensuite adviendra le grand déluge qui vous noiera tous dans la paume creuse de vos mains trop souillées pour pretendre à un traître sou. Souvenez-vous qu'une Bride de cheval ne va pas à un âne ; hennit soit quoi mal y pense...».

Massacres du 17 octobre 1961 Tebboune décrète l'observation chaque année d'une minute de silence

Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a décidé de décréter l'observation d'une minute de silence, le 17 octobre de chaque année à 11h à travers tout le territoire national, à la mémoire des chouhada des

massacres du 17 octobre 1961 à Paris, et ce à compter de ce dimanche, a indiqué samedi un communiqué de la Présidence de la République.

"Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a dé-

cidé de décréter l'observation d'une minute de silence, le 17 octobre de chaque année à 11h à travers tout le territoire national, à la mémoire des chouhada des massacres du 17 octobre 1961 à Paris, et ce à compter de ce dimanche."

Patrimoine historique des luttes anticoloniales de l'Afrique Une débâcle programmée

R. N.

Ramtane Lamamra fait ainsi le constat d'effrayantes fissures au sein des rangs africains dans une conjoncture de morcellement programmé des Etats du continent, notamment ceux qui ont toujours constitué une avant-garde solide, sérieuse et efficace pour la défense des causes justes et des peuples opprimés.

C'est tard dans la soirée du vendredi que les MAE présents à la 39^e session du Comité exécutif dont les travaux se tiennent à Addis-Abeba depuis jeudi dernier, ont décidé de ce report de débat sur une question aussi épingleuse. C'est surtout après de longues heures d'échanges entre les pour et les contre sur le dangereux entrisme de l'entité sioniste dans les rangs de l'UA, qu'ils ont opté pour ce renvoi à l'instance décisionnelle qu'est le sommet des chefs d'Etat membres de l'UA prévu pour février prochain. En fin de journée du vendredi, les MAE africains avaient posé sur la table de ces négociations trois positions, à savoir «suspendre la décision de l'octroi de ce statut pour plus de consultations», «soumettre la décision au vote des deux tiers des voix» et «soumettre la décision au sommet des chefs d'Etat de février prochain». Et aussi tout simplement «le gel de la décision» et c'était peine perdue pour ceux des pays comme l'Algérie qui tenaient à écarter cette intrusion programmée d'Israël dans la plus haute institution panafricaine.

Il n'y a donc pas eu d'accord. Ceci, même si, selon des sources diplomatiques à partir d'Addis-Abeba, «certains pays africains qui entretiennent pourtant des relations avec Israël, ont souligné dans leurs interventions que le fait d'avoir des relations diplomatiques ne confère pas le droit d'octroyer le statut d'observateur à un quelconque pays». Nos sources signalent également «les plaidoiries de l'Afrique du Sud et surtout de la République arabe sahraouie démocratique en faveur de la juste cause du peuple palestinien (...).».

REVOI DU BRAS DE FER AU SOMMET DES CHEFS D'ETAT

Autrement dit, relèvent nos sources au passage, «la RASD soutient fermement la Palestine alors que les Palestiniens sont silencieux sur la lutte des Sahraouis». Il y a pire encore : «le Maroc soutient l'entité sioniste même au prix d'un désaveu et du rejet des principes et du patrimoine historique de l'Afrique et de ses luttes contre le colonialisme et l'apartheid», nous dit-on. D'Addis-Abeba, le bras de fer autour de la question est renvoyé au plus niveau institutionnel africain. Il faudra ainsi attendre février prochain pour que la question soit débattue par les chefs d'Etat africains dont 46 d'entre eux dont l'Egypte, le Soudan et le Maroc, sont officiellement liés à l'entité sioniste. C'est dire que la guerre sera difficile à gagner par Ramtane Lamamra et ses soutiens. Le MAECNE le dit clairement dans sa déclaration à l'issue du débat du vendredi.

Réputé pour ses positions incisives sur de nombreuses questions géostratégiques, le chef de la diplo-

«Le débat de plusieurs heures que les ministres africains des Affaires étrangères viennent d'avoir sur la question controversée du statut d'observateur accordé à Israël par Moussa Faki a mis en évidence une profonde division des États membres de l'Union africaine», a déclaré à partir d'Addis-Abeba le ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, tout en faisant savoir que cette question est reportée au prochain sommet des chefs d'Etat de l'UA.

matie algérienne a noté dans sa déclaration que «les nombreux pays qui, comme l'Algérie, se sont opposés à la décision malencontreuse et dangereuse du Président de la Commission ont défendu l'intérêt supérieur de l'Afrique qui s'incarne dans son unité et celle de ses peuples». Il a affirmé alors qu'«il est donc regrettable que la proposition du Nigeria, élaborée avec l'Algérie, tendant à restaurer immédiatement le statu quo ante n'ait pas été acceptée par une minorité activiste représentée par le Maroc et quelques-uns de ses proches alliés dont la République démocratique du Congo qui a assuré une présidence particulièrement partielle de la séance». Plus tranchant encore, le ministre a souligné que «les plaidoiries de l'Afrique du Sud et de la République arabe sahraouie démocratique en faveur de la juste cause du peuple palestinien ont mis opportunément en perspective l'atteinte grave portée par la décision de Moussa Faki au patrimoine historique de lutte de l'Afrique contre le colonialisme et l'apartheid».

En définitive, a déclaré Lamamra, «les ministres du courant majoritaire qui ont conscience que la crise institutionnelle engendrée par la décision irresponsable de Moussa Faki tend à rendre irréversible la division du continent, ont accepté de soumettre la question au Sommet des chefs d'Etat de l'Union africaine prévu au mois de février prochain».

«LAMAMRA MET TOUT LE MONDE DEVANT SES RESPONSABILITÉS»

Il fait presque une prière en concluant : «Il faut donc espérer que le Sommet marquera un sursaut salvateur d'une Afrique digne de son Histoire et ne cautionnera pas une cassure irattrapable». Jugée «très significative» par des diplomates, «la déclaration de Lamamra met tout le monde devant ses responsabilités sur les risques sérieux d'une crise institutionnelle de l'UA, par suite des manœuvres du Maroc et ses alliés minoritaires dont la RDC (...), visant à octroyer le statut d'observateur à l'entité sioniste au sein de l'organisation panafricaine, même au prix d'une profonde division et de l'éclatement de l'unité des États au sein de l'UA».

Dans notre édition du mardi 10 août 2021, nous écrivions que Moussa Faki Mahamat ne s'est pas encombré d'«une mesure préalable de procédure quelconque» pour faire valoir «sa totale compétence» en faveur de l'accueil de l'entité sioniste au sein de l'UA depuis le 22 juillet dernier, jour où l'ambassadeur israélien Aleleign Admasu déjà en poste en Ethiopie, au Tchad et au Burundi, lui a présenté ses lettres de créances. «Suite à la décision d'accréditation du représentant de l'Etat d'Israël auprès de l'Union africaine, le Président de la Commission de l'Union africaine Moussa Faki tient à rappeler que cette décision relève de sa totale compétence, sans être liée par

une mesure préalable de procédure quelconque», a dit son communiqué rendu public à cette occasion. Moussa Faki, écrivons-nous encore, a justifié sa décision en rappelant «(...) la reconnaissance d'Israël et le rétablissement de relations diplomatiques par une majorité supérieure aux deux tiers des Etats membres de l'UA, et à la demande expresse d'un bon nombre de ceux-ci en ce sens». Nous rapportons ainsi que c'est donc un fait accompli que le président de la CUA a saupoudré d'un peu d'éthique en réitérant «(...) l'attachement indéfectible de l'organisation panafricaine aux droits fondamentaux du peuple palestinien, y compris son droit à la création d'un Etat national indépendant, ayant comme capitale Jérusalem Est, dans le cadre d'une paix globale, juste et définitive entre l'Etat d'Israël et l'Etat de Palestine». Comme écrit dans ces colonnes, face au déni, au reniement et à l'arrogance d'Israël à l'égard du peuple palestinien, la communauté internationale se contente à ce jour de se prêter à des discours hypocrites à l'image de celui contenu dans le communiqué du président de la CUA par lequel il «espère vivement que cette accréditation contribuera au renforcement du plaidoyer de l'UA pour la réalisation du principe des deux États et du rétablissement de la paix tant souhaitée entre les deux Etats et les deux peuples».

RAPPELS DE FAITS TÊTU

Moussa Faki avait décidé d'inscrire la question du statut d'Israël sur demande de 7 pays arabes, l'Algérie, l'Egypte la Tunisie, la Libye, la Mauritanie, les Comores et Djibouti, qui l'avaient accusé d'avoir commis «un dépassement procédural politique inadmissible de par son pouvoir discréptionnaire». L'Afrique du Sud et le Niger se sont joints à ce groupe en plus de ceux qui lui ont été solidaires à savoir la Jordanie, le Qatar, le Yémen, le Koweït ainsi que la mission permanente de la Ligue des Etats arabes auprès de l'UA à Addis-Abeba. Tout de suite après la décision de Faki, Lamamra avait estimé, comme rapporté dans ces colonnes, que «l'acceptation d'Israël au sein de l'UA risque de conduire à la division de l'organisation continentale». Au titre de l'anticipation, nous écrivions en août dernier que «(...) le MAE doit savoir d'emblée que la tâche de déloger Israël des rangs de l'UA ne sera pas facile. Les batailles ou plutôt la guerre sera dure à mener au sein d'une organisation dont la majorité des membres soutiennent Israël. Il devra travailler inlassablement au renversement d'équilibre entre les pays pour et les pays contre au sein de l'UA et même ailleurs. Sa tournée en Afrique et dans des pays arabes dès sa prise de fonction précise sa conviction qu'un travail de proximité soutenu auprès des pays récalcitrants devrait ne pas être vain. Le MAE devra certainement s'engouffrer dans d'autres ar-

canes diplomatiques, institutionnels et géopolitiques pour pouvoir arracher d'autres soutiens. Ayant arpenti le dédale institutionnel international pendant longtemps, il aura besoin de tous ses réseaux pour tenter de déconstruire des états de faits et en (re)construire d'autres au milieu d'un monde qui refait ses équilibres et assure ses intérêts en décomposant les Etats et les peuples».

Les choses n'ont pas évolué depuis. Bien au contraire, le chef de la diplomatie algérienne se trouve aujourd'hui à nager à contre-courant, en plein dans ce magma diplomatique africain qui a troqué ses principes contre des positions politiques serviles à l'égard de l'entité sioniste.

Ce qui doit lui faire mal, c'est qu'il n'y a aujourd'hui plus aucun Algérien dans les rouages de l'UA alors que l'Algérie est son plus grand contributeur. En quittant son poste de Commissaire pour la paix, la sécurité et les affaires politiques pour cause de fin de mandat, Smail Chergui a laissé un vide sidéral derrière lui.

«ON VA SOUFFRIR AVEC LE NOUVEAU PRÉSIDENT DE LA RDC»

L'on a rappelé qu'à la clôture en février dernier, des candidatures pour le pourvoir des postes de commissaires à la tête des différentes commissions de l'UA, l'Algérie s'était abstenu d'en présenter des candidats. Nous les rapportons dans notre édition du mercredi 3 février 2021, en soulignant que la 34^e session ordinaire du Sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union africaine a pris fin avec les élections des commissaires à la tête des différentes commissions pour lesquelles l'Algérie n'a présenté aucune candidature. C'est ce jour-là que le Président de la Commission exécutive de l'Union africaine, le Tchadien Moussa Faki, a été réélu par 51 voix sur les 55 des Etats membres avec comme vice-présidente Monique Nsanabaganwa, la gouverneure adjointe de la Banque nationale du Rwanda. Et c'est notamment ce jour-là que Smail Chergui avait cédé son poste au Nigérian, l'ambassadeur Bankole Adegboyega Adeoye. Le nouveau CPS a été élu à l'unanimité (55 voix) après le retrait du candidat sud-africain. Le poste de Commissaire à l'agriculture, économie rurale et développement durable est revenu à l'Angolaise Josefa Leonel Correia SACKO, après qu'elle ait battu le candidat marocain. Le nouveau Commissaire au Développement économique est le Zambien Albert Muchanga. La Commission à l'infrastructure, à l'énergie, à la numérisation et au tourisme a gardé son Commissaire, l'Egyptienne Dr Amani Abou Zeid qui a succédé à elle-même. La session devait élire aussi des commissaires à l'éducation et aux sciences, au commerce et à l'industrie, à la santé, aux affaires humanitaires.

Pour rappel, le Professeur Moha-

med Belhocine est depuis la semaine dernière Commissaire à l'Education, aux sciences, à la technologie et à l'innovation.

Nous écrivions aussi que c'est en février dernier, qu'au nom du principe d'une présidence tournante annuelle, le président sud-africain Cyril Ramaphosa a cédé son siège au président de la République démocratique du Congo, Félix Tshisekedi dont la partialité vis-à-vis des Etats hostiles aux causes justes, ne fait plus aucun doute selon Lamamra qui le dit haut et fort et sans détour. En février déjà, nous rapportions le premier commentaire à chaud de diplomates algériens : «On va souffrir avec le nouveau président de la RDC».

«L'ABSTENTION DE L'ALGÉRIE DÉROGE À SES HABITUDES DIPLOMATIQUES»

Nous écrivions alors, inquiétude fondée puisque la ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères de la RDC, Marie Tumba Nzeza, a inauguré le 19 décembre dernier aux côtés de son homologue marocain, Nasser Bourita, un consulat général à Dakhla, la ville sahraouie occupée». L'année prochaine, la partie risque d'être encore difficile pour l'Algérie parce que la présidence tournante de l'UA reviendra au Sénégal «qui entretient d'excellents rapports avec le Maroc», avaient noté nos sources. Le Tchadien Faki qui venait de décrocher son deuxième mandat de quatre ans à la tête de la commission exécutive de l'UA est issu du pays du président Idriss Deby «très proche des Marocains», affirmaient en outre nos sources. Autres inquiétudes de diplomates : «un Nigérian à la tête de la CPS pourra contredire les positions de l'Algérie parce que son pays a amorcé récemment un revirement de sa position sur le Sahara Occidental.

Le tout était de souligner, comme fait dans notre édition de février, que «le fait que l'Algérie n'ait présenté aucun candidat à aucun poste de commissaire, déroge à ses habitudes diplomatiques et notamment à sa prestance au sein de l'organisation panafricaine. Rien n'explique le choix d'une telle abstention surtout en ces temps de repositionnement des puissances du monde et de leurs tentatives de dislocation des pays qu'ils considèrent «damnés». Les diplomates redoutent une première grande dérive institutionnelle africaine qui pourrait se tramer derrière la nouvelle configuration des responsabilités au niveau de l'UA. «Avec ses alliés notamment à la tête de la commission Affaires politiques, Paix et Sécurité, le Maroc va chercher à amender la Charte de l'UA pour arriver à gérer la participation de la RASD», avaient averti nos sources. Ils avaient noté que «les changements géopolitiques provoqués dans la région par les lobbys sionistes, les Etats-Unis, la France et les pays du Golfe, l'ampleur des enjeux, la complexité des défis obligent, aujourd'hui, les plus hautes autorités du pays à faire preuve du sens profond de l'Etat et des institutions légitimes pour préserver les intérêts stratégiques nationaux et au-delà se recréer une place diplomatique prépondérante au sein du continent».

Sahara Occidental occupé Des sénateurs américains alertent sur la situation des droits de l'homme

Dix sénateurs américains ont adressé une lettre au Secrétaire d'Etat, Antony Blinken, dans laquelle ils l'interpellent sur la situation alarmante des droits de l'homme au Maroc et au Sahara occidental occupé.

La lettre adressée mercredi au Secrétaire d'Etat a été signée, entre autres, par le président de la Commission de défense du Sénat, James M. Inhofe, le sénateur du Vermont, candidat aux primaires démocrates, Bernard Sanders et le sénateur membre senior et ancien président de la commission judiciaire du Sénat Patrick Leahy.

"Les Etats-Unis doivent défendre les droits de l'homme dans le monde. Nous vous exhortons à réaffirmer le droit du peuple du Sahara occidental à l'autodétermination, à plaider pour la libération des prisonniers politiques et à protéger la liberté d'expression pour chaque Marocain et Sahraoui", ont plaidé les sénateurs.

Les dix signataires ont exhorté le Département d'Etat à accorder la priorité, en ce qui concerne ses relations avec le gouvernement marocain, sur les violations des droits humains, en l'appelant à la libération des détenus politiques et à mettre fin au harcèlement et aux menaces exercées contre ceux qui critiquent le régime marocain". Ils constatent, au passage, que l'administration américaine en a dit trop peu au sujet des "exactions commises par les autorités marocaines contre les Sahraouis".

Invitant le Secrétaire d'Etat à se concentrer sur les violations des droits de l'homme contre les militants sahraouis au Sahara occidental occupé et au Maroc, les sénateurs ont souligné la nécessité d'inclure un volet relatif à la surveillance des droits de l'homme dans le mandat de la Minurso (Mission des Nations unies pour le référendum au Sahara occidental).

teurs ont souligné la nécessité d'inclure un volet relatif à la surveillance des droits de l'homme dans le mandat de la Minurso (Mission des Nations unies pour le référendum au Sahara occidental).

"Alors que l'ONU prépare le renouvellement du mandat de la Minurso, nous vous demandons de faire le nécessaire pour permettre à l'ONU de surveiller les conditions des droits de l'homme dans la région et continuer à soutenir l'autodétermination", ont-ils souligné.

RÉPRESSION MAROCAINE

Ils ont, par ailleurs, exprimé leur préoccupation quant aux méthodes de répression utilisées par le régime marocain à l'encontre de ceux qui critiquent (journalistes, militants, défenseurs des droits de l'homme) le roi Mohammed VI et son régime, citant l'exemple de l'historien et militant, Maâti Monjib (en grève de la faim ndlr), Yahdih Es-sabi et Mohamed Sekkaki.

"Nous sommes particulièrement préoccupés. Leur emprisonnement et les accusations (brandies par les autorités marocaines) soulèvent de graves inquiétudes quant au fonctionnement de la justice au Maroc. Nous sommes préoccupés par les informations selon lesquelles les prisonniers ne reçoivent pas les soins médicaux appropriés et font face à des abus de la part des auto-

rités pénitentiaires", ont-ils écrit. Ils ont également alerté sur le cas de "la militante sahraouie Sultana Khaya et sa famille, détenue en résidence surveillée, qui aurait fait l'objet d'abus sexuels continus et harcèlement de la part des autorités, bien qu'elle n'ait jamais été informée des charges retenues contre elle". "Ces détentions sont inacceptables, et nous vous exhortons à plaider pour la libération de tous les prisonniers politiques au Maroc", ont-ils martelé.

Les sénateurs ont rappelé, dans leur missive, que le Haut-Commissariat aux droits de l'homme (HCDH) avait appelé en juillet dernier le gouvernement marocain à cesser de cibler les défenseurs des droits humains et les journalistes, après l'arrestation de plusieurs militants pacifiques sahraouis et des condamnations à des peines disproportionnées. "Nous demandons à l'Administration américaine de soutenir l'appel du HCDH et d'exhorter les autorités marocaines à revoir le cas de militants sahraouis comme Mohamed Lamine Haddi, Sidi Abdallah Abbahah et Bachir Khadra qui encourrent des peines de plusieurs années pour avoir protesté contre les conditions économiques et sociales désastreuses au Sahara occidental occupé.

"Nous sommes préoccupés par le fait que le gouvernement marocain se soit enhardi dans ses abus envers les Sahraouis militants depuis



la reconnaissance erronée par les Etats-Unis de la souveraineté du Maroc sur le Sahara occidental en décembre 2020. C'est inacceptable", se sont indignés les sénateurs.

"Les actions de notre nation ne devraient jamais être un blanc-seing pour commettre des violations contre les droits de l'homme", ont-ils soutenu.

LE POLISARIO EXPRIME SA SATISFACTION

Le représentant du Front Polisario aux Etats-Unis, Mouloud Said, a exprimé, jeudi, sa satisfaction concernant la lettre adressée par dix sénateurs américains au Secrétaire d'Etat, Antony Blinken. Le diplo-

mate sahraoui a indiqué, dans une déclaration officielle, qu'un "certain nombre de sénateurs ont écrit au Secrétaire Blinken au sujet de la situation des droits de l'homme au Sahara occidental demandant à l'administration de faire en sorte que le volet relatif à la surveillance des droits de l'homme soit inclus dans le mandat de la Minurso".

Le diplomate a exprimé au nom du peuple sahraoui "sa gratitude aux sénateurs américains pour leur prise de position". Dix sénateurs américains ont adressé mercredi une lettre au Secrétaire d'Etat, Antony Blinken, dans laquelle ils l'interpellent sur la situation alarmante des droits de l'homme au Maroc et au Sahara occidental occupé.

Cachemire

L'Inde redoute les conséquences de l'arrivée des talibans au pouvoir



L'Inde redoute de voir le retour au pouvoir des talibans en Afghanistan galvaniser les rebelles dans la partie du Cachemire qu'elle contrôle, région à la population majoritairement musulmane où la tension s'accroît. Lors d'un sommet du G20 cette semaine à Rome, le Premier ministre indien Narendra Modi a appelé à des efforts internationaux pour s'assurer que l'Afghanistan ne devienne pas un havre pour "la radicalisation et le terrorisme".

Depuis l'entrée des talibans à Kaboul mi-août, le Cachemire connaît un regain de tension avec des attaques de rebelles visant des civils, des raids des forces de sécurité sur des caches d'insurgés et des infiltrations au travers de la ligne de cessez-le-feu entre l'Inde

et le Pakistan. Une quarantaine de personnes ont été tuées dans des fusillades et des affrontements ces deux derniers mois dans cette région himalayenne. Des rebelles présumés s'en sont notamment pris à des civils appartenant aux minorités religieuses sikh et hindoue. Le Cachemire a été partagé entre l'Inde et le Pakistan en 1947 lorsqu'ils ont obtenu l'indépendance mais les deux pays revendiquent chacun sa possession.

Il a provoqué deux des trois guerres qui les ont opposés depuis. New Delhi n'a pas ouvertement imputé la responsabilité de cette re-crudescence de violence à l'arrivée au pouvoir des talibans, mais a intensifié ses patrouilles près du Cachemire pakistanais et renforcé certains de ses campements militai-

res, selon des témoignages d'habitants et de responsables des forces de sécurité confiés à l'AFP sous couvert de l'anonymat.

RISQUES D'INFILTRATIONS

M. Modi, qui a également fait part de ses préoccupations au président américain Joe Biden, avait déclaré en septembre devant l'Assemblée générale de l'Onu qu'aucun pays ne devait être autorisé à se servir de l'Afghanistan "pour ses propres intérêts égoïstes". Un commentaire largement perçu comme une allusion au Pakistan voisin, principal soutien des talibans lorsqu'ils étaient déjà au pouvoir à Kaboul de 1996 à 2001.

Islamabad n'a pas reconnu le nouveau gouvernement taliban, mais Delhi accuse son grand rival d'aider les groupes islamistes pakistanais Lashkar-e-Taiba et Jaish-e-Mohammad, responsables de nombreuses attaques au Cachemire. Le Pakistan nie cette affirmation. L'Inde a soutenu le régime communiste à Kaboul jusqu'à son renversement par les moujahidines en 1992. En 2001, elle a prêté main forte à Washington et ses alliés qui avaient renversé le pouvoir taliban et avait ensuite été l'un des principaux soutiens financiers du gouvernement afghan en place jusqu'en août. L'Inde redoute de nouvelles infiltrations d'armes et de combattants. "Ce que nous pouvons dire en tirant les leçons du passé, c'est que lorsque le précédent régime taliban était au pouvoir, il est certain que nous avions des terroristes étrangers d'origine afghane au Jammu-et-Cachemire", a déclaré le chef d'état-major militaire indien, le général Manoj Mukund Naravane.

"Donc il y a toutes les raisons de penser que cela puisse se reproduire".

«BOL D'OXYGÈNE»

Les manifestations sont quasiment impossibles au Cachemire en raison des restrictions imposées par l'Inde depuis 2019 et la révocation du statut de semi-autonomie de la région. Mais certains saluent discrètement le retour des talibans au pouvoir comme une victoire à laquelle ils pourraient eux aussi aspirer. "S'ils peuvent vaincre la plus grande puissance militaire du monde, nous y voyons la possibilité de gagner aussi notre liberté", a déclaré à l'AFP un homme d'affaires de la principale ville du Cachemire, Srinagar, refusant d'être identifié.

"La victoire des talibans a déjà fourni un bol d'oxygène à notre mouvement", a affirmé un ex-militant du Cachemire qui s'est entraîné en Afghanistan dans les années 1990 et a combattu aux côtés de moudjahidines afghans au Cachemire. Sous couvert de l'anonymat, un haut responsable de la sécurité au Cachemire concède "une certaine angoisse" au sein des forces de sécurité.

Pour Michael Kugelman, spécialiste de l'Asie du Sud au Wilson Centre de Washington, les nouveaux dirigeants afghans peuvent inspirer une "intensification des troubles" au Cachemire. "Les talibans eux-mêmes ne provoqueront pas de troubles au Cachemire, mais ceux avec qui ils sont alignés le feront probablement", selon lui.

Les responsables talibans ont dit vouloir maintenir des relations avec l'Inde, notamment commerciales. Pour sa part, Mosharraf Zaidi, éditorialiste et analiste sur les questions de sécurité au Pakistan, ne voit pas l'intérêt des talibans de "provoquer délibérément les autorités indiennes".

17 octobre 1961 – 17 octobre 2021 La Seine devenue pourpre !

«Les rivières pourpres» est le titre d'un film, mais «la Seine pourpre, rouge écarlate» aura été un fait réel de société, dans la plus belle capitale du monde et dans le pays des Droits de l'Homme.



Par Mohamed Seghiouer *

Le massacre du 17 octobre 1961 est la répression meurtrière, par la police française, sous le préfet Maurice Papon, d'une manifestation d'Algériens, organisée à Paris, par la Fédération de France du FLN »

C'était en France, un pluvieux jour du 17 octobre 1961, à quelques mois de l'indépendance de l'Algérie.

Une date marquée au rouge sang des Algériens de France.

60 ans après, beaucoup s'en souviennent.

Comment cela a-t-il été possible dans le pays des Droits de l'Homme ?

Comment la police française de l'époque a-t-elle pu tuer sans hésiter et sans discerner ? Dans le tas !

Tirer sur ces Algériens qui ne « bougeaient pas, mais qui marchaient pacifiquement, pour faire entendre la voix de l'Algérie qui souffrait de toutes ces années de lutte.

Une lutte disproportionnée, contre la 5^{ème} puissance mondiale. Une guerre qui ne voulait pas dire son nom. Une guerre dénommée « évènement terroriste » d'un département français.

Ce fatidique 17 octobre 1961, fut la véritable explosion de la terreur, une terreur ignoble d'une sauvagerie sans pareille. Comment a-t-on pu tirer sur des hommes, dans le tas, proie facile sans arme et docile ?

Ceux qui n'étaient pas abattus, parce qu'il n'y avait plus de balles, étaient bastonnés froidement jetés dans la Seine, toute proche.

Combien ont-ils été noyés ?

Le préfet de police Maurice Papon voulait-il asseoir son pouvoir, son autorité, sa brutalité et sa sauvagerie, vers une population pacifique ?

Toujours est-il qu'une répression féroce, s'était abattue sur les travailleurs algériens de la région parisienne.

La guerre d'Algérie dure depuis le 1^{er} novembre 1954, et son contexte est aux négociations secrètes, mais aussi à la poursuite du combat, et ses répercussions en France s'appellent répression, attaques par des poli-

ciers affiliés à l'OAS, organisation terroriste des ultras colonialistes qui, elle aussi, de son côté, ajoute attentats sur attentats, même contre le général de Gaulle, chef de l'Etat.

Ainsi donc le préfet de police de Paris, Maurice Papon, décide, le 5 octobre 1961, d'instaurer un couvre-feu où « il est dit de la façon la plus ferme, aux travailleurs algériens de ne plus circuler la nuit, dans les rues de Paris et de la banlieue parisienne et cela de 20h à 5h30. Les bars et autres bistrots tenus et fréquentés par des musulmans devront alors fermer à 19 h.

Pour dénoncer ce couvre-feu, qui vise uniquement les Musulmans et les Français musulmans, la Fédération de France du FLN décide d'appeler les travailleurs algériens, à une marche pacifique dans Paris. Une manifestation où il n'y aura aucune arme qu'elle quelle soit, rien en poches et rien en mains.

Ni la Fédération FLN de France ni les manifestants ne se doutent que la préfecture a déployé plus de 7.000 policiers, 2 compagnies de CRS, 3 escadrons de gendarmes mobiles.

Des barrages à divers endroits, ramassent des manifestants algériens qui sont matraqués, roués de coups, dans les cars et dans les bus réquisitionnés, où ils sont embarqués en direction de centres d'internement du bois de Vincennes et du Palais des Sports.

Il semblerait que le premier coup de feu, aurait été tiré en l'air, à hauteur du métro Bonne-Nouvelle, par un policier, descendu du car de police, bloqué devant la foule. Paniqué, il tire dans la foule, d'autres policiers surviennent, tirent, et chargent. Un autre cortège, formé au quartier Latin, est chargé place Saint-Michel. De nombreux blessés devront être transportés à l'hôpital.

Combien de blessés ?

Combien de morts ?

Dans les jours qui suivent, on va repêcher des corps dans la Seine, on va retrouver des cadavres. Combien ? Personne ne le sait.

Tout est dit sur la base simple d'estimations, éludant le nombre d'Algériens internés et disparus. On ne parle pas du nombre de blessés ou de morts qui ont été atteints par des balles, pour la plupart tirées à bout portant.

Et les morts du côté du boulevard Saint-Michel, combien étaient-ils ? Et que sont devenus leurs corps ?

Est-il vrai qu'il y a eu de nombreux corps retirés de la Seine ? On parle de 150 corps retirés de la Seine entre Paris et Rouen.

C'est vrai ou ce n'est pas vrai ? Cela doit pouvoir se savoir.

Voilà que nous arrivons au 60^{ème} anniversaire de ce massacre du 17 octobre 1961.

La société civile française, pourrait-elle aujourd'hui s'organiser dans les villes, et donner enfin un caractère particulier, contre l'oubli, et pour la reconnaissance de ce crime qui impliquerait des responsables de l'Etat. Quel apaisement de la mémoire et une véritable décrispation entre les deux peuples, pour un meilleur vivre-ensemble et un travailler-ensemble ?

Il faut reconnaître que dès qu'il est question de mémoire, et nous avons eu la résonance il y a quelques jours, par des dérives de propos du président français, tout le monde s'emballe, et la classe politique se divise.

N'est-il pas pertinent en ce 17 octobre 2021, soixante ans après, d'ouvrir une intervention législative pour asséoir une fois pour toutes, le socle de cette repentance, tant étudiée ?

En 2012, un collectif d'associations de Droits de l'Homme s'est mobilisé pour demander au président de la République française, François Hollande, la reconnaissance de ce crime, mais aussi pour ne plus faire ces sombres événements de l'histoire de France.

Plus jamais d'hommes jetés dans la Seine.

Plus jamais de 17 octobre 1961, mais l'oubli ne doit ni recouvrir ni enterrer cette tragique journée pluvieuse. Ne pas oublier ; il semblerait qu'il y aurait eu : 9.260 Algé-

riens détenus dont 6.600 au Palais des Sports, 860 à Vincennes, 1.800 au stade de Couvertin et ailleurs.

17 OCTOBRE 1961, LA NUIT DE L'HORREUR NE PAS OUBLIER

Respect à ces morts pour avoir voulu manifester pacifiquement.

En faisant construire le pont Saint Michel en 1857, Napoléon III, ne pensait pas qu'un siècle après (104 ans) cet ouvrage servirait de lieu de massacre et de noyades de manifestants algériens pacifiques.

Les défilés nocturnes sur les grandes artères de la capitale donnent lieu à des affrontements au cours desquels des policiers font feu. La brutalité de la répression, qui se poursuit au-delà de la nuit du 17 dans l'enceinte des centres d'internement, fait plusieurs centaines de victimes.

Une chape de plomb est alors posée sur ces tragiques événements. Pourquoi des désirs d'oubli ont ainsi tant convergé pour fabriquer ce long silence de cette tuerie, créant ainsi une absence flagrante d'écho ?

C'est un signe que la plaie ouverte dans cette nuit tragique du 17 octobre 1961 n'est toujours pas refermée.

Enfin le 17 octobre 2001, le maire de Paris, le socialiste Bertrand Delanoë, inaugure sur le pont Saint-Michel une plaque commémorative dédiée « à la mémoire des nombreux Algériens tués lors de la sanglante répression de la manifestation pacifique du 17 octobre 1961 ». Pour plus de précision, il a noté que cette plaque n'est pas visible des passants, car scellée en contrebâs.

Onze ans plus tard, le 17 octobre 2012, soit cinquante et un ans après la manifestation, le président de la République François Hollande publie un communiqué :

« Le 17 octobre 1961, des Algériens qui manifestaient pour le droit à l'indépendance ont été tués lors d'une sanglante répression. La République reconnaît avec lucidité ces faits. Cinquante et un ans après cette tragédie, je rends hommage à la mémoire des victimes ».

Il ne faut donc, encore de nos jours, ne pas faire trop de bruit sur cette tragédie, ou bien, y a-t-il une honte politique quelque part de cette tuerie, et que l'on voudrait que celle-ci soit oubliée ?

Alors, on fixe une plaque dans un coin perdu « du mur et, il faut vraiment se baisser et s'approcher pour lire le texte affiché. Certes de nos jours, tant et tant d'eau a coulé sous....le pont, Saint Michel, tristement célèbre, que les écrits en principe ineffaçables, se soient quelque peu altérés par le temps.

Il serait donc bon de mettre cette plaque au bon endroit visible et de reprendre, de rafraîchir les mots qui ne sont qu'à la mémoire de morts innocentes.

Un mort n'est qu'un mort, quel que soient ses origines.

Respect et hommage !

En ce jour lugubre du 17 octobre 1961, où la mort était la plus forte, que dire pour ne pas se répéter, sauf que ces assassins étaient gratuits, d'autant que l'Algérie devait acquérir son indépendance, après 7 ans et demi d'une guerre effroyable, terriblement réprimée, partout sur tout le territoire algérien, où tout n'a pas été découvert.

La France de 2021 devrait saisir cette occasion, après soixante ans, pour rétablir l'histoire, reconnaître les dérives, les abus, et se guérir de cet autisme énorme, à inscrire dans sa propre histoire.

* citoyen algérien

La riche histoire civilisationnelle de l'Algérie



Par Youcef Dris*

Suite et fin

Elle est arrêtée le 27 juillet 1857 dans le village de Takhliit Ath Atsou près de Tirourda. Placée ensuite en résidence surveillée à Béni Slimane elle y meurt en 1863, à l'âge de trente-trois ans, éprouvée par son incarcération.

En mars 1871, profitant de l'affaiblissement du pouvoir colonial à la suite de la défaite française lors de la guerre franco-prussienne (1870-1871), une partie de la Kabylie se soulève favorisée par plusieurs années de sécheresse et de fléaux, avec l'entrée en dissidence de Mohamed El Mokrani qui fait appel au Cheikh El Hadad, le grand maître de la confrérie des Rahmaniya. La révolte échoue et une répression est organisée par les Français pour «pacifier» la Kabylie avec des déportations. Le mouvement est rapidement réprimé, dès lors le seul moyen de prévenir les révoltes, c'est d'introduire une population européenne nombreuse, de la grouper sur les routes et les lignes stratégiques de façon à morceler le territoire en zones qui ne pourront pas à un moment donné se rejoindre. La ruée vers «l'or» fut organisée et des milliers de chômeurs, de parasites de tous bords, de gants jaunes et de gangsters sont alors envoyés en Algérie pour faire fortune. La loi du 21 juin 1871 (révisée par les décrets des 15 juillet 1874 et 30 septembre 1878) attribue 100.000 ha de terres en Algérie aux immigrants d'Alsace-Lorraine.

De 1871 à 1898 les colons acquièrent 1.000.000 ha confisqués aux autochtones, alors que de 1830 à 1870 ils en avaient acquis 481.000. Le 26 juillet 1873 est promulguée la loi Warnier visant à franciser les terres algériennes. Cette loi donne lieu à divers abus et une nouvelle loi la complétera en 1887. Le Code de l'Indigénat est adopté le 28 juin 1881 distinguant deux catégories de citoyens : les citoyens français (de souche métropolitaine) et les sujets français, c'est-à-dire les Africains noirs, les Malgaches, les Al-

gériens, les Antillais, les Mélanésiens. Le Code était assorti de toutes sortes d'interdictions dont les délits étaient passibles d'emprisonnement ou de déportation. Les autorités françaises réussirent à faire perdurer le Code de l'indigénat en Algérie jusqu'à l'indépendance en maintenant le statut musulman et en appliquant par exemple le principe de responsabilité collective qui consistait à punir tout un village pour l'infraction d'un seul de ses membres. De Tocqueville écrivait : Les villes indigènes ont été envahies, bouleversées, saccagées par notre administration plus encore que par nos armes. Un grand nombre de propriétés individuelles ont été, en pleine paix, ravagées, dénaturées, détruites. Une multitude de titres que nous nous étions fait livrer pour les vérifier n'ont jamais été rendus.

Dans les environs même d'Alger, des terres très fertiles ont été arrachées des mains des Arabes et données à des Européens qui, ne pouvant ou ne voulant pas les cultiver eux-mêmes, les ont louées à ces mêmes indigènes qui sont ainsi devenus les simples fermiers du domaine qui appartenait à leurs pères. Non seulement la France a déjà enlevé beaucoup de terres aux anciens propriétaires, mais, ce qui est pis, l'administration coloniale leur interdisait d'acquérir d'autres. Cette même administration reconnaissait que la société musulmane, en Algérie, n'était pas «incivilisée» ; elle avait seulement une «civilisation imparfaite». Il existait en son sein un grand nombre de fondations pieuses, ayant pour objet de pourvoir aux besoins de la charité ou de l'instruction publique. Partout la France coloniale a mis la main sur ces revenus en les détournant en partie de leurs anciens usages ; elle a réduit les établissements charitables, laissé tomber les écoles, dispersé les séminaires. Autour d'elle les lumières se sont éteintes c'est-à-dire que la colonisation a rendu la société musulmane beaucoup plus misérable qu'elle n'était avant la conquête. En face, les Algériens ne sont pas restés les mains croisées, au contraire. L'insurrection contre cet

envahisseur s'est alors déclenchée ! Le cœur de la révolte fut la Grande Kabylie où toutes les agglomérations notables furent attaquées : Tizi-Ouzou, Fort-National, Dra-el-Mizan, Delys, Bougie, sur la bordure occidentale Bordj-Menaiel et Palestro.

Mais rapidement la grande révolte dépassa ce cadre pour s'étendre à l'Est à toute la Petite Kabylie, à l'Ouest jusqu'aux abords de la Mitidja (l'Alma) et, au-delà, au massif des Beni Menasser (région de Cherchel). Au sud, elle intéressera le pays jusqu'au chott du Hodna et Batna. Elle toucha aussi le désert, à Touggourt et Ouarda notamment.

Les Kabyles, après une défense énergique, subirent une lourde défaite. La révolte allait cependant durer encore six mois avec à sa tête Bou Mezrag et il fallut à la France de nombreuses opérations pour y mettre fin. La répression officielle qui suivit l'insurrection fut terrible. Elle fut impitoyable même, et laissa un souvenir cruel, surtout en ce qui concerne la contribution de guerre et les séquestrés. Dernier capturé, le cheikh Bouziane est fusillé, ses fidèles, sa famille sont sauvagement massacrés, comme le reste de la population. Après leur exécution, les chefs de l'insurrection sont décapités. Leurs têtes, plantées au bout de piques ou de baïonnettes, sont exhibées en signe de victoire. Un siècle et demi plus tard, le statut de ces restes mortuaires est le cruel symbole de la barbarie de la conquête de l'Algérie. Pour l'État français, ces têtes sont de simples «objets scientifiques».

L'Histoire monsieur Macron, la vraie, nous apprend que c'est la France qui a colonisé l'Algérie en y multipliant les crimes.

C'est la France qui, pendant la Guerre de Libération de l'Algérie a commis d'innombrables crimes : crimes d'Etat (17 octobre 1961, 8 février 1962...), crimes de guerre (utilisation du napalm -entre 600 et 800 villages rasés-, utilisation du gaz VX et Sarin, essais nucléaires...), crimes contre l'Humanité (camps d'internement pudiquement appelés de regroupement -plusieurs centaines de mil-

liers de morts-, tortures, viols, corvées de bois, crevettes Bigeard...). Et vous connaissez bien ce pan de notre histoire commune.

Aujourd'hui, vous qui allez d'un échec diplomatique à l'autre «les Etats-Unis ayant décidé d'ignorer la France dans ses nouvelles alliances», vous, par contre êtes en train d'ouvrir inutilement un front avec l'Algérie au moment où les relations entre les deux pays sont au plus bas niveau depuis des décennies. C'est exactement ce que dit le polémiste raciste Eric Zemmour, qui veut se porter candidat à la présidentielle de 2022.

Monsieur le Président, comment pouvez-vous oser dire : «Nos générations n'ont pas vécu cette guerre, ça nous libère de beaucoup de choses». C'est scandaleux. Parce que près de 60 ans se sont écoulés depuis la fin, le cessez-le-feu, la France, que vous êtes censé représenter, peut s'exonérer de reconnaître ses responsabilités et de condamner les crimes d'Etat, crimes contre l'Humanité, crimes de guerre (plus d'un million et demi de martyrs algériens de 1954 à 1962)... commis en son nom durant cette période ? Quel mépris pour le peuple algérien !!! Parce que vous «ignorez l'Histoire de la colonisation française» sous prétexte que vous êtes né après cette période, vous osez donc sous-entendre : «passons à autre chose?». Ces types de propos sont profondément insultants pour le peuple algérien. Non, monsieur le Président, il ne suffit pas de reconnaître un jour le crime commis à l'encontre de Maurice Audin, puis de celui d'Ali Boumendjel, pour «passer à autre chose». Comment allez-vous réagir dimanche 17 octobre à l'occasion du 60^{ème} anniversaire du massacre du 17 octobre 1961 à Paris, ce crime d'Etat où des centaines d'Algériens ont été jetés à la Seine par les agents de police, ce crime qui n'a jamais été officiellement reconnu comme tel, ni condamné ? Au lieu d'insultes, de mépris, il est urgent, indispensable, de reconnaître le plus rapidement possible, tous ces crimes, et de les condamner, tous, très

clairement au lieu de quelques mots insignifiants en guise de «mea culpa». C'est à ce prix et à lui seul, qu'un véritable traité d'amitié entre l'Algérie et la France permettra aux familles algériennes et françaises que tant de liens rapprochent qu'un réel apaisement pourra s'opérer. En faisant commerce des expressions vagues de «ni déni ni repentance» et de «réconciliation des mémoires»,

vous mettez ainsi sur le même pied d'égalité la victime et le bourreau, le colonisateur et le colonisé. Et, à six mois de l'élection présidentielle, vous ressortez la carte de «la haine de la France» qui existerait en Algérie.

La même carte qu'utilisent vos adversaires les nostalgiques de «l'Algérie française» pour justifier les silences coupables sur les crimes cumulés pendant 132 ans de l'occupation militaire de l'Algérie. Est-ce qu'il y avait une nation algérienne avant la colonisation française ? Ça, c'est la question», avez-vous tranché pour dire autrement «les bienfaits de la colonisation» que la droite populiste vend à chaque occasion. Une pensée qui nourrit le suprémacisme blanc et qui rejette toute idée d'apport des Algériens, des Amazigh, des Musulmans, des Africains, des Asiatiques au progrès scientifique et culturel de l'Europe.

Zemmour et Marine Le Pen ne disent pas mieux. Monsieur Macron, et à l'occasion de cette réception à laquelle vous avez convié des jeunes (dans quel but ?) vous répondez à Nour, une jeune femme ayant grandi à Alger qui vous explique que la jeunesse algérienne n'a pas de «haine» envers la France, en expliquant : «Je ne parle pas de la société algérienne dans ses profondeurs mais du système politico-militaire qui s'est construit sur cette rente mémorielle. [...]】 Quelle ingérence, quel mépris pour le peuple algérien. Ces types de propos sont profondément insultants pour le peuple algérien. Cette démarche est très inspirée du colonialisme : elle voudrait continuer à dicter à l'Algérie la façon qu'elle devrait avoir pour analyser ses rapports entre le peuple et ses gouvernements, et avec la France.



Youcef Dris

MASSACRES
D'OCTOBRE 1961
Papon la honte

Histoire

éditions
alpha

Pour votre gouverne, l'Algérie d'aujourd'hui, l'Algérie nouvelle est en marche et souveraine dans ses démarches et sa politique, et n'a pas besoin de tuteur monsieur le candidat Macron !

*Auteur entre autres, d'un essai d'histoire «Massacres d'Octobre 1961. Papon la honte» Éditions Alpha Alger 2009.

Football : stade suprême de l'aliénation planétaire et terrain topique d'extériorisation de la violence (2/2)

Par Khider Mesloub

Suite et fin

MARCHANDISATION DU FOOTBALL

Assurément, le Brésil incarne le football créatif. L'Europe, elle, personnifie le football normatif. Dans le football de cette dernière, prime le jeu défensif et discipliné. Le résultat prime sur la qualité du jeu, tandis que le football brésilien valorise le jeu offensif et créatif; la gratuité du geste contre l'avidité du gain; le beau jeu intelligent contre le laid enjeu argent. Nous avons affaire à deux mentalités sportives radicalement antinomiques. De toute évidence, au cours de ces dernières décennies, le football a subi d'énormes transformations. On a assisté à une profonde marchandisation du football. Force est de constater que le jeu sur la pelouse ne constitue que le paravent sportif pour dissimuler d'autres enjeux, notamment financiers : droits de retransmission télévisée, recettes, produits dérivés, contrats de sponsoring, sommes faramineuses tirées des transferts, et autres opérations occultes, par exemple les fameuses caisses noires. En cela, le football incarne l'idéologie dominante car il correspond aux valeurs préconisées par le capital. Les clubs de football, convertis à l'économie de marché, sont devenus de véritables entreprises capitalistes. Certains clubs sont cotés en bourse. Nul doute, le football n'est pas seulement un jeu, il constitue surtout un enjeu économique. Mais également politique. Le football constitue une formidable hypno-tique distraction collective capable d'occuper tous les autres événements sociaux. Le football est le sport politique par excellence. Comme l'avait écrit l'ethnologue Christian Bromberger : « Il (le football) se situe au carrefour de questions capitales comme l'appartenance, l'identité, la condition sociale et même, par son aspect sacrificiel et sa mystique, la religion. C'est pourquoi les stades se prêtent si bien aux cérémonies nationalistes, aux localismes et aux débordements identitaires ou tribaux qui débouchent parfois sur des violences entre supporters fanatiques ».

LE FOOTBALL SERT D'EXUTOIRE AUX NATIONALISMES ET D'ADJUVANT AUX GUERRES

À cet égard, force est de constater qu'on a assisté à une manipulation et récupération politique du football. Sournoisement, le football sert d'exutoire aux nationalismes et d'adjuvant aux guerres. Les tribunes des stades constituent les seules sphères de tolérance de débridement des exaltations hystériques collectives, d'expression des aversions et hostilités bannies par ailleurs dans la vie ordinaire.

Dans le football, au-delà de l'expression des émotions névrotiques ou assiste également à l'éruption volcanique des particularismes primitifs, des conduites tribales. À notre ère des tribus (des petits groupes, des réseaux sociaux, des communautés identitaires et religieuses) où la Raison a été mise au vestiaire, remplacée sur le terrain social par les affects et les émotions, tous les tacles comportementaux sont permis pour réussir socialement, souvent au détriment d'autrui laissé sur la touche. Le club de football personnifie la tribu. Et chaque supporter défend sa tribu. Comme à l'époque antique, devant une nécessité impérative, périodiquement, certaines tribus se fédèrent pour constituer une armée homogène afin de combattre un ennemi commun. De nos jours, cette armée est incarnée par l'équipe nationale constituée de joueurs appartenant

à divers clubs. Parce que les guerres interétatiques et intraétatiques sont interdites, par l'effet de sublimation, ces clubs-tribus se livrent légalement des conflits sur le terrain et les gradins des stades. On peut également les qualifier de vendetta moderne, ces vengeance qui se perpétuaient de génération en génération entre différents clans qui se vouaient une haine meurtrière inexpiable.

Excepté qu'aujourd'hui ces revanches entre clubs ennemis sont codifiées par des normes officielles régies par des instances nationales footballistiques civilisées. Certains supporters de clubs cultivent des inimitiés irréconciliabiles, une hostilité fanatique, une haine meurtrière à l'encontre des supporters d'un autre club qui rappellent étrangement le phénomène de la séculaire vendetta fondée sur la défense de l'honneur et la vengeance.

De manière générale, régulièrement, dans de nombreux pays les matches de football donnent lieu à des explosions de chauvinisme et de xénophobie. Même les États s'y mêlent. Lors des matches impliquant les équipes nationales, responsables politiques et supporters n'hésitent pas à se livrer à des hystériques surenchères d'expressions ethno-identitaires, communautaires, nationalistes, à la limite du racisme. Seul le football est capable de produire cette sorte de comportements antisociaux. Ainsi, au nom d'une passion infantile confinant à l'intoxication mentale, le football légitime et banalise ces hystéries chauvinistes et tribales collectives. En résumé, le football est la préparation de la guerre par d'autres moyens, le spectacle civilisé de la violence collective «tolérée».

Beaucoup de fanatiques footballeurs ne jurent que par le football, et n'injurient que pour le football. Par ailleurs, le football enferme les identités nationales ou régionales dans des identifications mystificatrices (Barcelone, PSG, JSK, MCA, etc.) générant des comportements de rejet et de haine de l'autre, alimentant des sentiments de vengeance, de revanche (mettre une « racle », une « déculottée », une « branlée »).

Symptomatique d'une pathologie inhérente au football contemporain, lors des matches internationaux, les supporters sont envahis par des élans irrationnels d'identification mimétique à la « mère patrie », donnant lieu à des stigmatisations outrancières de l'adversaire, à des slogans racistes doublés souvent d'agressions physiques, au déferlement des chauvinismes, des ultranationalismes, des violences intégristiques.

FOOTBALL : DÉBORDEMENTS DE VIOLENCE ET DÉCHAÎNEMENTS DE HAINE

Plus inquiétant encore, il n'y a qu'avec les matches de football où les stades et les alentours font l'objet d'une bunkérisation militaro-policière, pour permettre le déroulement « normal » de la rencontre du match sous haute surveillance. Aucune autre manifestation sportive ou culturelle ne suscite de tels déchaînements de violence, furieusement perpétrés en dépit de l'instauration de mesures draconiennes de sécurité matérialisées par le déploiement massif de forces de l'ordre. De fait, nonobstant toutes ces mesures sécuritaires, les matches sont fréquemment émaillés de débordements de violences et de déchaînements de haine (les graves incidents qui se sont produits à Magra lors du match des quarts de finale de la coupe de la Ligue entre le NCM et la JS Saoura viennent rappeler l'ampleur de la violence dans les coulisses des stades).

À cet égard, force est de constater que la caractéristique essentielle de la pes-

te émotionnelle footballistique est son pouvoir de contamination. Rien n'est plus contagieux que la peste. Mus par l'esprit de meute ou de horde, les shootés du stade transforment souvent les stades en terrains d'affrontements violents généralisés meurtriers. Il ne faut pas oublier les responsabilités du football-business dans les massacres du Heysel en 1985 et de Sheffield en 1989.

Contrairement à l'opinion communément répandue, de nos jours le football ne constitue pas un vecteur d'intégration sociale, de concorde civile ou d'amitié entre les peuples. Au contraire, la réalité effective des terrains nous prouve qu'il remplit une fonction réactionnaire de dépolitisation, de grégariation régressive et d'exutoire aux frustrations libidinales et sociales, de diversion idéologique, de déversoir hysterique. À cet égard, si le football est producteur de violences sociales, génératrice d'agressivités nouvelles, cela tient aussi à sa structure même : le football est organisé en logique de compétition et d'affrontement ; il est fondé sur le principe de rendement et de hiérarchie, normes inhérentes à la société capitaliste.

FOOTBALL : RÉGRESSION AU STADE «BABALLE»

L'apothéose de l'aliénation se vérifie en ces temps de crise économique et sociale. En effet, il est pathétique que, au sein des populations, l'unique sujet de conversation quotidien soit le football. À cet égard, en matière de commentaires footballistiques, chaque individu rivalise d'ingéniosité pour s'improviser expert sportif de comptoir de café ou de boutique de rue. Selon la topique psychique freudienne, on est en pleine régression au stade «baballe».

Pour autant, au-delà de la «fête populaire», le football a toujours été au service des politiques réactionnaires, du dévoiement des luttes sociales, vecteur de distillation du chauvinisme, d'obscurcissement de la conscience de classe. Le football est le seul sport dépourvu d'«innocence politique». Les grandes messes footballistiques ont souvent servi à légitimer diverses dictatures et régimes autoritaires, manipulations politiques. Pour l'historien Eric Hobsbawm, le football c'est «la religion laïque du prolétariat», confiné dans la vénération de ces nouveaux dieux du ballon rond. Pour apaiser les affres du prolétariat, le football s'est converti à l'affairisme capitaliste, par ses promesses paradisiaques de promotion sociale et d'enrichissement facile censément octroyés à tout jeune adepte du ballon rond.

Une chose est sûre : le football est un efficient instrument de mystification idéologique et de démobilisation politique.

Le plus révoltant à l'occasion de la dernière Coupe du monde organisée en Russie, c'est qu'au moment où tous les supporters de la majorité des pays communiaient joyeusement dans l'extase tonitruante, partout les systèmes de protections sociales étaient pulvérisés dans un silence assourdissant d'aliénation. De même, au moment où se déroule l'Euro en juin et juillet 2021, les gouvernements poursuivront leur politique antisociale, accéléreront la militarisation de la société, aggraveront la paupérisation des populations.

Assurément, les classes populaires préfèrent s'emparer des tribunes des stades que d'occuper les terrains centraux politiques. Préfèrent succomber aux «passions vibratoires» et aux «extases» footballistiques que de se passionner pour de vibrantes causes politiques émancipatrices. Chaque adepte du foot réclame sa dose d'opium footballistique, pour assouvir son addiction,

loin des tribulations politiques et sociales mais près des tribunes des stades hystériquement envahies.

FOOTBALL : VÉRITABLE MULTINATIONALE CAPITALISTE

Le paroxysme de l'aliénation se déroule dans les stades. Faire jouer les spectacles footballistiques par des acteurs mercenaires millionnaires devant des smicards et des chômeurs constitue en effet l'apothéose de l'aliénation planétaire. Par rapport au néant que les joueurs produisent, on ne peut que s'alarmer sur l'état mental de leurs supporters.

En conclusion, nul doute, si autrefois

le football était un spectacle ludique collectif populaire, depuis plusieurs décennies il est devenu une véritable multinationale capitaliste où les joueurs sont achetés, vendus ou échangés comme des chevaux de course ou des call-girls de luxe. À l'ère de la mondialisation, l'achat et la vente des footballeurs s'apparentent à de modernes formes de traite d'êtres humains.

Assurément, ces dernières décennies, nous vivons à l'ère de l'horreur footballistique généralisée : violences, dopage, magouilles, crétinisme des supporters et joueurs, etc. Force est de relever que le football est belligène. Le football est la continuation de la guerre par d'autres moyens. Le football est la praxis de la polémologie, théorie de la guerre. Le football est devenu le dernier terrain d'affrontement direct entre pays antagonistes. L'esprit d'invincibilité, incarné dans le moral de l'équipe de football soudée comme une troupe militaire, est l'élément capital qui permet de gagner ou perdre la guerre footballistique, autrement dit le match.

Pour conclure, nul doute, le football ne recèle aucune créativité artistique. Il est à l'art ce que la nuit est au jour : il n'offre aux yeux aucune lumière esthétique. La nuit sombre reproduit les mêmes ténèbres aveuglants et angoissants paysages minuscules dépourvus de tout horizon. Le jour au contraire offre au regard un majestueux illimité spectacle de la nature perpétuellement métamorphosée. Chaque matin une nouvelle chorégraphie naturelle ouvre le ballet de la danse du jour.

MONOTONE RÉPÉTITION MÉCANIQUE DES GESTES TECHNIQUES

Dans le football, il n'existe aucune créativité. C'est la monotone répétition de l'ancien, la répétition des mêmes gestes techniques, la reproduction des mêmes schémas tactiques acquis au cours des entraînements. C'est l'éternel recommencement du même jeu appris mécaniquement lors des apprentissages-dressages des jeunes footballeurs soustraits tôt à l'école pour être livrés à des centres footballistiques disciplinaires, comme des esclaves.

On se croirait à l'usine, soumis à la cadence et au chronomètre.

De surcroît, si la chorégraphie sur la pelouse se réduit aux ballets de la violence et des chocs brutaux, l'œuvre d'art, au contraire, incite à penser, invite à stimuler l'imagination, incline à varier sans fin les œuvres, à bouleverser constamment les règles de la création.

Si l'art s'inscrit dans un horizon infini de perspectives où l'imagination prend son envol pour atteindre le firmament de la création, le football, lui, s'exerce aux ras des pâquerettes dans un périmètre restreint où le seul enjeu est de projeter un ballon dans la lucarne.

Qui a dit que (seule) la religion est l'opium du peuple ?

ALGER

Campagne de maintenance des raccordements au gaz naturel

La direction de Distribution d'électricité et de gaz de Gué de Constantine (Alger) a lancé une campagne de maintenance et d'entretien des raccordements au gaz naturel en prévision de la saison hivernale, a indiqué un communiqué de la direction. L'opération concernera toutes les cir-

conscriptions relevant de la direction, particulièrement les régions où le réseau de distribution a enregistré, l'hiver dernier, une baisse sensible de la pression, selon la même source.

«Cette opération permettra de s'assurer du bon état du détendeur de gaz, du compresseur et de l'armoire et d'élimi-

ner les résidus qui s'accumulent dans l'installation gazière», selon la même source. La direction s'apprête à lancer des campagnes de sensibilisation aux dangers de la mauvaise utilisation du gaz et aux risques d'asphyxie au monoxyde de carbone, conclut le communiqué.

Journée nationale de l'immigration: une pièce théâtrale révolutionnaire au profit des enfants

L'Association culturelle d'Alger «TAFAT» a donné, vendredi à Alger, une représentation théâtrale révolutionnaire au profit des enfants à l'occasion de la Journée nationale de l'Immigration, correspondant au 60ème anniversaire des manifestations du 17 Octobre 1961, à Paris (France), lors desquelles des milliers d'Algériens ont été massacrés. Organisé par l'Office national de la Culture et de l'information (ONCI), ce spectacle a été animé par le conteur et membre de l'Association suscitée, Khaled Gharbi, qui a présenté aux enfants la biogra-

phie de plusieurs héros de la Révolution nationale et leurs sacrifices pour la liberté, tout en leur rappelant les crimes de la France coloniale. Parmi les héros évoqués par le conteur, Ahmed Zabana, premier martyr guillotiné, devenu symbole de la lutte et de la résistance du peuple algérien contre l'occupant français et sa barbarie.

Le conteur a estimé que l'objectif de ce spectacle «est de ne pas oublier ces héros et leurs sacrifices pour l'Algérie (...) ainsi que les massacres commis par la France coloniale contre les Algériens». La chargée de l'In-

formation et de la communication à l'ONCI, Fatiha Kbaili, a fait savoir que l'Office «célèbre la Journée nationale de l'Immigration comme chaque année, étant un événement national important», ajoutant que ce spectacle vise à «enseigner à nos enfants leur histoire et à leur inculquer l'amour de la patrie». Des centaines d'Algériens et d'Algériennes ont été torturés et assassinés par la police française le 17 Octobre 1961 après avoir organisé une marche pacifique dans la capitale française pour dénoncer le couvre-feu qu'il leur est imposé à l'époque.

BLIDA

Moudjahidine et historiens parlent du massacre du 17 Octobre 1961

Les crimes perpétrés par la France coloniale, à l'encontre des manifestants algériens pacifistes du 17 Octobre 1961 en France, ont révélé à l'opinion publique mondiale, la véritable nature de la France, et mis bas tous ses slogans creux relatifs aux droits de l'Homme, ont affirmé, à Blida, des moudjahidine et professeurs d'Histoire. A la veille de la commémoration du 60ème anniversaire de la Journée nationale de l'émigration, le moudjahid Mohamed Benseddouk (90 ans), qui a eu l'honneur d'exécuter le traître Ali Chekkal, en 1957, a indiqué dans un entretien à l'APS, que les crimes commis par les autorités françaises à l'encontre des Algériens qui manifestaient pacifiquement ont «révélé la véritable nature criminelle de la France qui a tant chanté les valeurs de la justice et de l'égalité», et sa tentative de montrer au monde un visage civilisé, contraire à sa véritable nature», a-t-il estimé. Il a ajouté que les échos de ce crime, qui constituera à jamais une marque d'infamie dans l'histoire de la France, «sont parvenus jusqu'aux geôles» où il était détenu à cette période. «Cet événement a renforcé la volonté et la détermination des émigrés dans leur lutte contre le colonialisme sur son propre sol», a assuré M. Benseddouk. «Le peuple algérien n'avait pas peur de la mort, au contraire chacun aspirait à tomber au champ d'honneur, pour libérer

le pays. C'était là notre point fort qui a troublé la France et l'a obligée à s'asseoir à la table des négociations, avant de se retirer de l'Algérie», a révélé avec fierté le même moudjahid, également membre de la Fédération de France du Front de Libération national (FLN). Il est rejoint par le moudjahid Mahmoud Aissa El Bey qui a loué le rôle important des émigrés algériens dans le transfert de la Révolution sur le propre sol de l'ennemi français, après avoir neutralisé tous les mouvements que la France avait tenté de substituer au FLN.

«Les émigrés ont, aussi, contribué à faire connaître la Cause algérienne à l'opinion publique mondiale, au même titre que le droit du peuple algérien à son indépendance», a-t-il soutenu, observant que les manifestations du 17 Octobre, auxquelles ont pris part des milliers d'Algériens au cœur de la capitale française, Paris, «étaient une première réaction aux projets futurs que la France tentait d'accomplir, dont notamment celui d'un droit à l'autodétermination sur mesure», a-t-il indiqué. Affirmant que le peuple algérien «n'a nullement besoin d'une reconnaissance de la France pour ses crimes pour être convaincu de l'injustice et de l'oppression auxquels ont été soumis ses aïeux», le moudjahid Aissa El Bey a lancé un appel pour «l'impérative réalisation d'études et recherches afin de mettre à nu le passé

colonial de la France pour l'affronter, preuves à l'appui». «Les slogans d'égalité et de justice chantés par la France face à l'opinion publique mondiale, pour tenter de donner d'elle une image différente de sa véritable nature, sont tous tombés après les événements du 17 Octobre 1961», a assuré, à son tour, Benyoussef Tlemcani, maître conférencier en Histoire à l'Université Ali Louani de Blida.

Ces événements sanglants, qui se sont soldés par la mort de centaines d'Algériens, ont mis à nu la France qui a répondu à des manifestants, sortis pacifiquement pour revendiquer la liberté de leur pays, par les armes et par le jet de certains dans la Seine, au moment où d'autres ont été battus à mort. Le professeur Tlemcani a relevé que ces crimes abominables, commis à l'encontre de manifestants, n'ont pas altéré la détermination des émigrés, qui, a-t-il dit, sont ressortis le jour suivant pour revendiquer la mise en liberté des détenus arrêtés, de façon anarchique, par la police française le 17 Octobre 1957.

A la fin de leur entretien, les intervenants se sont accordés sur l'impératif d'œuvrer pour mettre à nu le passé colonial de la France, et inciter les nouvelles générations à s'informer sur l'histoire de la lutte de leurs aïeux, qui ont sacrifié leurs vies et enduré les pires tortures et humiliations pour libérer leur pays du joug colonial.

Horaires des prières pour Alger et ses environs

10 rabie el aouel 1443

El Fedjr
05h31Dohr
12h34Assar
15h42Maghreb
18h12Icha
19h30

BEJAÏA

130 exposants à la Fête de la figue de Beni-Maouche



130 exposants ont animé, ce vendredi, l'ouverture de la 19ème édition de la Fête de la figue, qui intervient cette année dans un contexte particulier, marqué autant par les incendies dûs à la sécheresse que par la conjonction d'une récolte médiocre et d'un prix élevé du fruit. Selon les prévisions, il est attendu une récolte globale de plus de 140.000 q, précisera la même source, expliquant que ce niveau de performance est juste moyen et qui est de nature à booster encore les

prix de cession du fruit, établi entre 800 et 1.500 DA. Les visiteurs, venus déambuler dans les allées du marché hebdomadaire de la commune ont eu le choix de choisir entre les qualités et les prix, le fruit étant présenté sous toutes ses coutures, qu'il s'agisse de l'espèce, de son gabarit, de sa couleur ou de sa saveur. Mais à cause de sa cherté, beaucoup ont hésité encore à acheter tout de suite, espérant trouver des opportunités plus avantageuses ultérieurement avec la clôture pas seulement de la foire mais de toute la saison figuière. Quoiqu'il en soit l'événement a suscité beaucoup de moments de joie, permettant à tous les amateurs de se retrouver et de faire leur emplette, d'autant qu'à côté de la figue, des étalages proposant des produits du terroir, notamment l'olive, l'huile et le miel ainsi que d'artisanat offrant à profusion.

M'SILA

Deux morts et 4 blessés dans un accident de la route

Deux personnes sont mortes et quatre autres ont été blessées dans un accident de la route survenu, vendredi, sur la RN 45 au lieu-dit «Boukhmissa» dans la commune de M'sila, ont indiqué les services de la Protection civile de la wilaya.

Cet accident s'est produit suite à une collision entre trois véhicules de

tourisme, ont précisé les mêmes services, expliquant que deux personnes sont mortes sur place, tandis que quatre autres ont été blessées.

Selon la même source, les victimes ont été transférées à l'hôpital de M'sila. Une enquête a été ouverte pour déterminer les causes exactes de cet accident, a-t-on ajouté.

GHARDAÏA

Trafic de psychotropes : 5 ans de prison ferme

Deux individus ont été appréhendés par la Sûreté de la daïra de Bounoura (Ghardaïa) pour leur implication présumée dans une affaire de possession et de trafic de psychotropes. Les 2 suspects âgés entre 26 et 31 ans ont été présentés devant le parquet de Ghardaïa, après instruction d'une procédure judiciaire à leur encontre pour «trafic et détention de psychotropes à des fins de commercialisation». Ils ont été condamnés à 5 ans de prison ferme pour «détention et commercialisation de psychotropes (produits pharmaceutiques sensibles), sans autorisation», indique le document.

L'opération s'inscrit dans le cadre des efforts déployés par les services sécuritaires en vue d'assécher les sources d'approvisionnement et de trafic de drogue et de psychotropes au niveau national, conclut la source sécuritaire.

TÉBESSA

Tentative de vol, 9 personnes devant la justice

Ali Chabana

Les forces de police de la daïra de Bir El Ater, 90 km au sud-est de Tébessa, ont mis en échec une tentative de vol de matériel appartenant à la SNTF, soit 124 traverses de rail. Les policiers ont intercepté un véhicule suspect, pour un contrôle routier de ses documents et la nature de son chargement. Après l'inspection, il s'est avéré que le moyen de transport acheminait une quantité de traverses de rail. L'enquête a permis d'auditionner plusieurs parties dont le représentant juridique de la SNTF et les agents d'une société de garde-nage, lesquels seront im-

plicés dans cette affaire de cambriolage. Neuf personnes ont été déférées devant le tribunal de Bir El Ater, a-t-on indiqué de la cellule de presse de la police. D'autre part, les services de la police de la 5^e sûreté urbaine ont signalé un mouvement suspect de plusieurs personnes. Dès l'arrivée des forces de police sur le lieu indiqué, celles-là prirent la fuite. Ces personnes s'apprenaient à commettre un vol au détriment d'une entreprise publique. L'une d'elles perdit son téléphone portable, ce qui permettra aux enquêteurs d'identifier son propriétaire ainsi que son complice, tous les deux seront arrêtés, a-t-on ajouté de même source.

Mawled Ennabaoui : la hausse des prix complique la fête



Un Mawled Ennabaoui 2021 célébré dans une ambiance de marasme socioéconomique sans précédent; les gens vous le disent ouvertement, la cherté de la vie a durement affecté les citoyens. Tout est devenu plus cher, les chefs de famille sont pris dans les flots d'une crise sociale multiforme. La fête du Mawled est traditionnellement l'occasion pour les familles de se retrouver autour d'un repas convivial, un moment pour oublier la réalité pas toujours gaie pour beaucoup. Cette année, les prix affichés sur les étals des fruits et légumes et ceux des viandes n'encouragent pas à aller se procurer de quoi préparer ce fameux repas du Mawled. Le poulet, par exemple, s'obstine à redescendre sur terre, sans lui, le dîner à base de pâtes alimentaires risque de disparaître du menu. Les légumes, dites-vous, même refrain d'une histoire des prix affolés, pomme de terre, tomate, piment et poivron, salade verte ou encore carotte, chou-fleur font la tête, là aussi, le consommateur monsieur tout le monde doit attendre peut-être que les prix connaîtront une quelconque baisse, comme annoncé par certaines voix autorisées. Et à défaut que la célébration se déroule chez soi, c'est la rue qui prend le relais, les déflagrations de pétards il-

A. C.

Horaires des prières pour Constantine et ses environs

10 rabie el aouel 1443

El Fedjr 05h18 Dohr 12h20

Assar 15h29

Maghreb 17h59

Icha 19h17

EL TARF

La CASNOS facilite les paiements des cotisations



A. Ouélaa

La CASNOS El Tarf mène, depuis quelques jours, une vaste campagne de sensibilisation en faveur des opérateurs économiques, les commerçants et les personnes exerçant une profession libérale, conformément à l'instruction présidentielle 12/21 en date du 25 août 2021 qui met en exergue les mesures exceptionnelles visant

à faciliter l'acquittement des cotisations des non-salariés vis-à-vis de cette Caisse. En ce sens, ces non-salariés seront exonérés de toutes les pénalités et pénalités de retard jusqu'au 31 janvier de l'année 2022. Un échéancier est aussi prévu pour les opérateurs économiques et ceux qui veulent s'acquitter de leurs cotisations par facilité. Selon le directeur de la CASNOS, ces mesures visent à alléger le fardeau des

contraintes engendrées par la pandémie du Covid-19, à préserver l'emploi, à aider et accompagner les affiliés à cette caisse à surmonter les difficultés auxquelles ils ont fait face durant cette crise sanitaire. Enfin, outre le lien électronique mis à la disposition des affiliés à la CASNOS, toutes les structures et les moyens humains et matériels sont mis à la disposition des concernés par ces mesures.

GUELMA

17 Octobre 1961/8 Mai 1945 : deux épisodes analogues de la barbarie du colonialisme français

Les événements du 17 Octobre 1961 (dont le 60^e anniversaire sera célébré ce dimanche), qui avaient coûté la vie à plusieurs centaines d'Algériens à Paris, et les massacres du 8 Mai 1945 qui avaient fait plusieurs milliers de chouhada à Sétif, Guelma et Kherrata, constituent deux épisodes analogues de la politique barbare pratiquée par la France coloniale pour contraindre les Algériens à enterrer tout espoir d'indépendance, ont souligné deux chercheurs en histoire. Dans ce contexte, Mohamed Chergui, du département Histoire de l'université de Guelma, a relevé que les massacres du 8 mai 1945 et les événements du 17 octobre 1961 à Paris ont révélé le véritable visage du colonialisme français oppresseur qui a traité les manifestants civils par diverses formes de répression et de barbarie, soulignant que la mémoire historique transmise de génération en génération retiendra les sacrifices consentis par les Algériens à l'intérieur et à l'extérieur du pays pour l'indépendance. Ces deux moments marquants de l'histoire du combat algérien pour la liberté et l'émancipation montrent, malgré leur décalage dans le temps, les immenses sacrifices consentis par les Algériens qui étaient au pays ou qui avaient émigré en France pour l'indépendance, a ajouté cet historien. Ce même universitaire a rappelé que le 8 mai 1945 qui était le prélude de la glorieuse Révolution libératrice a vu des Algériens sacrifier leur vie pour lever le drapeau national et réclamer la liberté à un moment où cette liberté était considérée comme un but hors de portée, ajoutant que des émigrés algériens avaient également donné, le 17 octobre 1961, leur vie à quelques mois seulement de l'indépendance du pays. De son côté, Abdelghani Bousnobra, chercheur en histoire de la Révolution, membre de l'association histoire et monuments de la wilaya de Guelma et enseignant d'histoire au lycée de la commune Houari Boumediene, considère que plusieurs points communs unissent les événements du 8 mai 1945 et ceux du 17 octobre

1961. Les plus importants de ces points sont la détermination de l'Etat français à refuser jusqu'à ce jour la reconnaissance de ses massacres perpétrés contre les Algériens et la présentation d'excuses officielles, a indiqué ce chercheur qui estime que les récentes déclarations du président français, Emmanuel Macron, confirment l'attitude française de déni et de fuite et vont même plus loin, puisque le président français a tenté de remettre en cause l'identité de la nation algérienne.

DES ORDRES DE LA PLUS HAUTE AUTORITÉ DE L'ETAT FRANÇAIS

Pour cet académicien, la lecture minutieuse des documents historiques et les déclarations concernant ce qui s'est réellement produit le 8 mai 1945 et le 17 octobre 1961 montrent indubitablement que les massacres et les actes criminels perpétrés par les forces sécuritaires françaises contre les manifestants algériens désarmés, n'étaient pas des décisions individuelles, mais des instructions émanant de la plus haute autorité de l'Etat français de l'époque. Ce même chercheur a souligné qu'en mai 1945, Charles de Gaulle était le président du gouvernement français provisoire et le premier décideur de la mise en marche de la machine des massacres et des tortures à Sétif, Guelma et Kherrata, relevant que ce fut également Charles de Gaulle, devenu président élu de la République française, qui ordonna le recours à la violence le 17 octobre 1961. Il a aussi relevé que les enquêtes sécuritaires et judiciaires menées au sujet des responsables de tous ces massacres avaient été subitement suspendues sans qu'aucun résultat n'en découle, chose, ajoute cet historien, qui montre que ces massacres étaient intrinsèquement liés à la politique coloniale française de répression systématique des Algériens. Selon cet historien, co-auteur d'un ouvrage collectif sur l'histoire de la Révolution dans la région de Guelma, les massacres du

8 mai 1945, qui avaient fait dans cette wilaya près de 18.000 victimes, n'étaient pas uniquement la décision du seul sous-préfet d'alors, André Achary, mais le résultat de décisions de la plus haute autorité française. Il a également ajouté que les centaines d'Algériens sortis manifester pacifiquement à Paris contre le couvre-feu discriminatoire les ciblant, furent tués et jetés dans la Seine ou torturés et concentrés dans des stades et des pièces sans alimentation, ni couverture. Ils n'ont pas été massacrés uniquement sur une simple décision du préfet de police Maurice Papon, mais certainement après le feu vert de la plus haute autorité de l'époque, affirme-t-il. Sans la presse étrangère, notamment américaine, et sa couverture des événements du 17 octobre 1961 à Paris, le nombre de victimes des répressions barbares de la police française aurait été bien plus grand, a estimé cet historien qui a assuré que Maurice Papon, qui a été préfet de Constantine de 1951 à 1953, fut un exécutant des ordres de la hiérarchie, outre sa haine profonde contre les Algériens.

CONTRAINDRE LA FRANCE À LA RECONNAISSANCE OFFICIELLE DE SES CRIMES

Pour le professeur Bousnobra, avant de parler de relations politiques et économiques entre l'Algérie et la France, il faut trancher l'épineux dossier de la mémoire en suspens entre les deux Etats, estimant qu'il est du droit des Algériens, en tant qu'Etat, institutions, société civile et intellectuels, d'exiger de la France de reconnaître officiellement ses massacres et de présenter ses excuses avant d'entamer une nouvelle page. Il a invité dans ce contexte la partie algérienne (Etat, société civile, intellectuels, historiens...) à continuer d'agir à tous les niveaux pour répondre aux manœuvres françaises d'une manière raisonnée jusqu'à la reconnaissance officielle par la France des massacres perpétrés contre les Algériens.



Exécutif de wilaya Des instructions pour la distribution de 11.000 logements avant la fin de l'année

D. B.

Le wali d'Oran M. Saïd Sayoud a instruit l'ensemble des chefs de daïra et des maires pour la distribution de plus de 11.000 logements qui ont été complètement achevés, avant la fin de l'année en cours. Le wali d'Oran qui présidait l'exécutif de wilaya a indiqué que l'opération d'attribution qui a été entamée en fin de semaine dernière par l'affichage de la liste des bénéficiaires des 500 logements d'El Ançor se poursuivra avec le relogement des familles des bidonvilles et plus de 3.000 familles dans le cadre de la formule dite à points. Le chef de l'exécutif a insisté sur le travail de coordination entre le chef de daïra d'Oran et le directeur de l'OPGI pour la mise en place de tous les moyens adéquats pour lancer les opérations de relogement le 1^{er} novembre prochain. A propos des logements de la formule à points, les services de la daïra avaient publié, il y a quelques jours, la liste de plus de 5.000 bénéficiaires avec noms, prénoms et la photo.

En parallèle, des bureaux ont été ouverts au niveau du palais des expositions de Mdina Jdida pour le dépôt des recours.

En marge de sa dernière visite d'inspection des différents chantiers de la wilaya, le wali d'Oran M. Saïd Sayoud a indiqué qu'il s'agit d'une première liste de plus de 5.000 bénéficiaires qui seront relogés au niveau de trois sites d'habitat à savoir le site de Cheklaoua et ceux de Ain El Beïda et Oued Tlélat. Le chef de l'exécutif a appelé tous les exclus de l'opération et disposant de documents prouvant leur droit à un logement de se rapprocher des bureaux qui seront ouverts spécialement pour le dépôt des recours. Les opérations de relogement des habitants du vieux bâti, lancées il y a plus d'un mois à partir du secteur urbain El Badr, se poursuivront au niveau des autres délégations.



Ph.: Arch.

tions communales pour toucher l'ensemble des immeubles classés rouge, indiquent les services de la daïra d'Oran.

Concernant les demandeurs de logements de la formule dite à points, les mêmes services indiquent que quelque 24.000 dossiers ont été rejettés par la commission de daïra pour diverses raisons. Il y a quelques jours, la daïra d'Oran avait publié sur son site la liste des dossiers de demandeurs de logement de la formule «à points» qui ont été rejettés par la commission de daïra. Il s'agit, selon les services de la daïra, de dossiers étudiés après avoir été actualisés. Outre la liste nominative, la daïra a publié les motifs de cette décision.

Outre les personnes ayant déjà bénéficié d'un logement dans une autre wilaya ou d'une

aide de l'Etat, la daïra d'Oran signale que les personnes résidant dans les bidonvilles ne sont pas concernées par ce programme «à points», puisqu'un programme de logements leur est consacré par la wilaya et sont de ce fait exclus.

L'autre motif à l'origine de l'exclusion d'une grande partie des dossiers concerne les demandeurs dont le salaire dépasse les 24.000 DA. Sur ce point précis, quelque 500 demandeurs exclus des listes à points à cause de ce critère ont déposé un recours auprès de la commission de daïra d'Oran chargée des relogements, a-t-on appris auprès des représentants des familles. Ces familles ont appelé les responsables concernés à revoir les critères relatifs à l'octroi des logements notamment celui relatif aux salaires.

Nouvelles conventions, inscriptions en hausse, activités culturelles...

L'institut Cervantès d'Oran classé 5^{ème} sur tout le réseau au monde

K. Assia

L'engouement des Oranais pour l'apprentissage de la langue espagnole et l'intérêt accordé par l'institut Cervantès d'Oran à la promouvoir et à être au diapason du progrès et de la performance ont permis à cet institut de se positionner sur la cinquième place sur tout le réseau de Cervantès au monde. Ainsi et selon sa directrice Mme Immaculada Jimenez Caballero, on saura que sur les 87 instituts à travers le monde, l'institut Cervantès d'Oran est classé cinquième, après New Delhi, Manila, Istanbul et Tanger, un positionnement qui renseigne désormais sur les efforts déployés à développer l'apprentissage de cette langue et à renforcer davantage cet espace de rencontre, de dialogue et d'échange. Les inscriptions pour les nouveaux cours ont débuté le 5 septembre dernier et le nombre d'inscrits a largement dépassé celui réalisé pendant la même période de l'année

dernière, a fait savoir la responsable précisant que les inscriptions pour l'examen officiel de certification de la langue espagnole DELE prévu les 12 et 13 novembre prochain ont été clôturées, le 6 octobre dernier, avec une hausse remarquable du nombre d'inscrits.

D'autre part, de nouvelles conventions de collaboration réciproque sont en cours de préparation avec l'institut INSIM et l'institut français le LIAD, a noté notre interlocutrice et d'ajouter que celles-ci viennent s'ajouter à d'autres conventions notamment avec des entreprises et autres signées avec les universités Oran 2, USTO, celles de Mostaganem et de Tlemcen et qui sont renouvelées annuellement. Toujours dans le cadre de ses programmes d'action, l'institut Cervantès d'Oran a célébré, le 23 septembre dernier, la journée européenne des langues, une occasion pour la présentation du livre «Contes du Sahara algérien» de Francisco Moscoso au Palais du Bey, apprend-on. Un évènement

qui a vu la présence du nouveau consul d'Espagne à Oran. La veille, soit le 22 septembre dernier, le nouveau siège de l'institut Cervantès d'Oran situé dans le quartier de Saint Hubert a accueilli son excellence l'ambassadeur d'Espagne à Alger qui était accompagné du nouveau consul général d'Espagne à Oran. Les diplomates ont visité pour la première fois le nouveau siège et ont rencontré par la même occasion les professeurs et les étudiants.

Notons que les étudiants de l'institut ont accès aux différents cours d'espagnol dans leurs divers niveaux, dans les espaces dotés de la technologie la plus avancée. La bibliothèque, qui contient plus de 3.000 volumes, aide non seulement les étudiants de l'institut, mais aussi les étudiants de l'université de la ville, indique-ton. La programmation des activités culturelles, à l'intérieur et à l'extérieur du centre, insère l'institut Cervantès d'Oran dans le tissu social, comme pôle diffuseur de la culture en espagnol.

Le 4^{ème} Congrès international sur la nutrition s'ouvre à Oran Du défi de la dénutrition à celui de la malnutrition

Barti Houari

mi les enfants en bas âge et de la femme enceinte et allaitante. Voilà donc le défi auquel doivent faire face les pouvoirs publics et que la Société Algérienne de Nutrition se propose d'en animer le débat en faisant appel, notamment, à des spécialistes nationaux et étrangers. C'est ce qui explique le nombre assez important de participants à ce congrès, soit près de 500 entre adhérents de la SAN, enseignants-chercheurs, chercheurs, médecins, pharmaciens, biotechnologues, anthropo-sociologues, étudiants doctorants, ainsi que des professionnels intéressés par les domaines de la nutrition et les industriels des secteurs agro-alimentaires et pharmaceutiques. Pour les organisateurs, ce congrès est «un rendez-vous d'échanges et de discussions autour des différents aspects de l'alimentation, la nutrition et la santé, des physiopathologies métaboliques et nutritionnelles, dont les maladies non transmissibles et des composés bioactifs et santé». Pour animer ce congrès, soulignent les mêmes sources, «la SAN a invité d'éminents spécialistes nationaux et internationaux, ainsi que des industriels des secteurs agroalimentaires et pharmaceutiques pour traiter en profondeur les différentes questions d'actualité dans les thématiques retenues et présenter les dernières innovations en termes de recherche et recherche/développement». Il est à noter enfin qu'en égard du contexte sanitaire imposé par la pandémie du Covid-19, une bonne partie des interventions et des conférences sera animée par vidéoconférence.

Centre d'équitation d'Es-Sénia Un sportif découvert mort

Une découverte macabre a été faite vendredi au niveau du centre d'équitation d'Es-Sénia. Un homme âgé de 49 ans a été découvert mort sur la chaussée. Selon la protection civile, la cause de la mort n'a pas encore été déterminée. La dépouille a été déposée à la morgue.

J. B.

Canastel

Un fœtus découvert dans une décharge

Un fœtus a été découvert avant-hier dans une décharge à Canastel. Selon la protection civile, le fœtus en état de décomposition très avancé a été retrouvé dans un sachet en plastique noir. Il a été déposé à la morgue et une enquête de police a été ouverte pour connaître les auteurs de ce geste effroyable. J.B. Belgaïd et USTO deux personnes victimes de chute mortelleDeux personnes ont été victimes de chute mortelle durant les dernières 24 h à Oran, a-t-on appris de la protection civile. Le premier drame s'est produit vendredi en fin de journée à la cité 2.000 logements Belgaïd. Un homme âgé de 37 ans a été victime d'une chute du 6^{ème} étage d'un immeuble de 9 étages. L'infortuné a rendu l'âme sur place. Le deuxième drame s'est produit hier vers 5h00 du matin lorsqu'une femme âgée de 78 ans a chuté du 9^{ème} étage à la cité 1.937 AADL USTO.

J. B.

Près de 14.000 pétards et produits pyrotechniques saisis

Un lot global de 13.978 pétards et produits pyrotechniques a été saisi par les services de la 5^{ème} et la 9^{ème} sûretés urbaines dans deux opérations effectuées dans le cadre de la lutte contre la commercialisation de ces produits prohibés. La première opération a été menée par les services de la 5^{ème} sûreté urbaine et a donné lieu à la saisie de 11.961 pétards et produits pyrotechniques de différentes formes et deux individus ont fait l'objet d'une procédure judiciaire pour exercice d'activité sans registre et sans autorisation. La seconde opération a été lancée par les services de la 9^{ème} sûreté urbaine et a permis la saisie de 2.017 pétards et produits pyrotechniques ce qui porte le nombre global à 13.978 unités de produits prohibés. Une personne a été interpellée et fait l'objet d'une procédure judiciaire. Notons que la sûreté d'Oran a tracé un important plan d'action en prévision de la célébration de la fête d'El Mawlid Ennabaoui et plusieurs équipes sont mobilisées pour lutter contre la commercialisation de ces produits dangereux qui chaque année font de nombreux blessés dont certains sont graves.

K. A.

Pour vol dans des écoles Un malfaiteur écroué

Un individu de 30 ans a été arrêté par les services de la 6^{ème} sûreté urbaine pour vol de l'intérieur de deux établissements scolaires. Le mis en cause, un repris de justice s'est introduit par effraction et a subtilisé des jeux destinés aux élèves aux besoins spécifiques en plus d'un chauffage. Sur ce, les recherches ont permis d'identifier l'auteur de ces vols par effraction et de l'arrêter. Il était recherché dans une affaire de stupéfiants et sera présenté au tribunal pour vol dans des établissements scolaires.

K. Assia

ILS NOUS ONT QUITTES... HIER

BACHIR Chahrazed, 54 ans, Oran

AKRICHE Belahouel, 71 ans, Mascara

FASSI Fatima, 64 ans, Oran

BENAISSA Abdellah Zineddine, 12 ans, Tlemcen

Horaires des prières pour Oran et ses environs

10 rabie el aouel 1443

El Fedjr 05h47	Dohr 12h49	Assar 15h59	Maghreb 18h29	Icha 19h46
-------------------	---------------	----------------	------------------	---------------



TLEMCEN

La sécheresse inquiète les agriculteurs

Khaled Boumediene

Le ministère des Affaires religieuses et des Wakfs avait appelé les imams à accomplir des prières rogatoires (Salat El Istisqa), hier, dans toutes les mosquées du pays. A ce titre, les fidèles ont accompagné Salat El Istisqa à travers toutes les mosquées de la wilaya à partir de 10h00, dans un contexte marqué par la crainte d'une sécheresse, alors que les labours et semaines ont commencé il y a quelques semaines. « Nous scrutons chaque jour les bulletins météo pour savoir quand la pluie automnale va faire son retour ! Nous avons effectué nos premiers labours, mais, l'herbe ne pousse pas ! Nous attendons avec impatience la pluie car la sécheresse de surface est apparue », indiquent des jeunes agriculteurs de la commune d'Ain Nehala (daïra d'Ain Tellout). La culture des légumes secs notamment les fèves et petits pois précoces connaît un léger retard dans certaines exploitations non irriguées de la wilaya, en raison du manque de précipitations. « Le manque d'eau et les hausses de température de cette période nous inquiètent beaucoup. Nous craignons de possibles déficits

de rendement dans nos différents champs », ajoutent-ils.

La menace du déficit hydrique que connaît toute la région de Tlemcen pèse aussi sur les plants d'agrumes qui ont besoin d'énormes quantités d'eau en ces moments. « Cela fait longtemps que la région de Maghnia n'a pas connu une situation de stress hydrique comme c'est le cas cette année. Moi personnellement, j'éprouve d'énormes difficultés pour irriguer les 25 hectares d'agrumes notamment la variété de Thomson car j'ai changé plusieurs fois mes pompes d'aspersion qui sont tombées en panne. Même les niveaux d'eau de mes sondages ont nettement diminué ces derniers temps et les nappes phréatique et les niveaux des barrages ne sont pas du tout relevés à cause du manque de précipitations. La sécheresse perdure et je crains vraiment que le manque d'eau conduise l'agrumier à former des boutons », se lamente un producteur d'agrumes de Maghnia, très sceptique face à cette situation inquiétante de sécheresse qui sévit depuis plusieurs mois. Outre les risques sur les arbres fruitiers, les agriculteurs ont également des craintes sur le poten-

tiel de leurs parcelles de terres, comme le soulignent certains agriculteurs de Hennaya et Remchi pour qui, la situation est alarmante. « Toutes les productions pourraient être compromises si les précipitations ne venaient pas dans les prochains jours. Une sécheresse excessive altère la qualité des tubercules, qui deviennent plus petits et difformes. Le rendement peut être plus faible en raison de la terre sèche qui peut entraîner des produits de moins bonne qualité », résument ces agriculteurs.

Selon Belhadri Hocine, commerçant de semences et de produits phytosanitaires, les agriculteurs ne se précipitent pas sur ces produits à cause des déficits pluviométriques importants. « La demande sur nos produits est très faible en raison de la sécheresse car les agriculteurs hésitent encore pour ensemercer leurs parcelles de terres », avoue M. Belhadri, qui explique que sans eau, l'agriculteur ne peut pas apporter grand-chose à la terre pour produire une certaine quantité. « Trop d'engrais, trop de produits de protection phytosanitaire peuvent avoir un impact négatif sur les récoltes et même sur l'environnement », précise-t-il.

EL-BAYADH

Un minibus se renverse, un mort et huit blessés

Hadj Mostefaoui

Un minibus de transport de voyageurs assurant la liaison entre le chef lieu de la wilaya et la commune de Ghassoul s'est renversé sur la route nationale 47 en début de soirée de vendredi dernier. Le conducteur

du minibus ayant tenté vainement d'éviter une vache qui traversait la chaussée a perdu le contrôle de son véhicule lequel a terminé sa course à plusieurs dizaines de mètres sur le bas côté de la route. Le dernier bilan établi par les éléments de la protection civile qui se sont rendus im-

édialement sur les lieux du drame fait état d'une personne décédée sur le coup et de 08 blessés. Une enquête a été ouverte par les éléments de la brigade territoriale de la gendarmerie nationale de Ghassoul afin de déterminer les circonstances exactes de ce drame de la circulation.

La formation professionnelle s'adapte

Les jeunes éjectés du système scolaire viennent de trouver une nouvelle planche de salut en optant massivement pour la formation professionnelle au niveau des différents centres de formation qui leur offrent une nouvelle chance d'insertion dans le monde du travail. Une nouveauté cette année, 21 nouvelles spécialités compatibles à la demande en matière d'emploi offerts au niveau local, ont été créées dans les 10 centres de formation professionnelle qui viennent

d'ouvrir leurs portes, en sus d'un institut au chef lieu de la wilaya et d'un second fraîchement réceptionné au niveau du chef lieu de la daïra de Bougrib offrant ainsi 3004 nouvelles places aux garçons et 897 aux filles. En matière d'encadrement, ces établissements sont bien étoffés en personnel chargé d'assurer la formation et l'enseignement professionnel. Il s'agit d'un effectif de 154 professeurs, en sus de 09 autres nouvelles recrues, ventilées entre les diffé-

rentes structures de la formation professionnelle ouvertes à travers toute la wilaya. Le nouvel institut qui vient d'ouvrir ses portes aux stagiaires au chef lieu de Bougrib s'inscrit en droite ligne dans la vocation agro-pastorale du chef lieu de la daïra par la création de 116 postes dont 80 réservés à la comptabilité et 36 autres à la santé animale, assistants de vétérinaires, usage des produits phytosanitaires et le traitement des maladies affectant le cheptel. **H. M.**

MASCARA

Près de 800 quintaux de pomme de terre saisie

Belkacir Mohamed

Dans le cadre de la lutte contre la spéculation touchant les produits agricoles, 790 quintaux de pommes de terre stockées à des fins de trafic ont été saisies. Cette opération fait suite à une information parvenue aux services concernés.

Une brigade constituée des éléments de la police, de la gendarmerie, des services agricoles et de la direction du commerce s'est rendue dans une exploitation agricole située dans les environs de Tiguentourine pour une perquisition dans une chambre froide. Dans cette structure étaient stockés 790 quintaux conditionnés dans des sacs. Une fois les procédures accomplies, la marchandise a été saisie.



TIARET

Des milliers d'abonnés privés d'Internet après le vol de câbles

El-Houari Dilmi

houari» ou encore la cité de «l'université».

Plus de cinq mille (5000) abonnés d'Algérie Télécom sont privés d'Internet depuis plusieurs jours, après le vol de centaines de mètres de câble de réseau.

En effet, selon un communiqué de la direction de wilaya d'AT, le vol de fibre optique et de huit (08) équipements MSAN (nœud d'accès multiservice) a isolé plus de 5000 abonnés au niveau de plusieurs quartiers du sud de la ville de Tiaret, notamment le quartier du «Chahid Boutemra», sur la route de Aïn Guesma, la cité «Zaâroura», la cité «Bel-

En effet, selon un communiqué de la direction de wilaya d'AT, le vol de fibre optique et de huit (08) équipements MSAN (nœud d'accès multiservice) a isolé plus de 5000 abonnés au niveau de plusieurs quartiers du sud de la ville de Tiaret, notamment le quartier du «Chahid Boutemra», sur la route de Aïn Guesma, la cité «Zaâroura», la cité «Bel-

Des étudiants étrangers protestent pour des billets d'avion

Seize étudiants étrangers qui viennent d'achever leurs études à l'université «Ibn Khaldoun» de Tiaret, observent un sit-in devant le rectorat pour réclamer les billets d'avion pour pouvoir retourner dans leurs pays respectifs. En effet, interrogé par le «Quotidien d'Oran», Eloge, un étudiant du Burundi, debout à l'entrée du siège du rectorat de l'université «Ibn Khaldoun», nous explique que seize étudiants du Congo, Tchad, Centre-Afrique, Mozambique, Mali ou encore le Burundi, ont déposé leurs demandes d'achat de billets d'avion depuis aout dernier, «mais jusqu'à ce jour, l'administration n'a toujours pas répondu à notre demande». «Nous avons également contacté le service des étrangers

E. H. D.

AÏN SEFRA

La musique Diwan fait son festival

La ville de Aïn Sefra dans la wilaya de Nâama abritera à compter de ce dimanche la 13ème édition du festival national de la musique et de la danse Diwan, qui verra la participation de 20 troupes versées dans ce genre artistique, a-t-on appris des organisateurs.

Des artistes venant de 13 wilayas prendront part à ce rendez-vous, délocalisé, à partir de cette édition, à Aïn Sefra, après avoir été organisé à Bechar, sur décision du ministère de la Culture et des arts.

Le lancement de ce festival coïncidera avec les festivités marquant le 60ème anniversaire des massacres du 17 octobre 1961 à Paris.

L'événement, placé sous le thème "Préserver la culture orale du Diwan", se déroulera durant cinq jours ponctués de soirées artistiques au niveau du stade "Arfaoui Mo-

hamed" de la ville hôte en plus de diverses activités culturelles et académiques ainsi que des expositions prévues à l'annexe de la Maison de la culture Baghdadi Belkacem de la même localité.

Un atelier de formation sur la manipulation du gombri, un instrument musical traditionnel ainsi que des conférences sur les pratiques et les codes de la musique et de la danse Diwan figurent également au programme du festival. Ces communications seront données par des chercheurs à l'instar de Tahrichi Mohamed (Bechar), Benyâakoub Azeddine (Oran) et Lâaradj Rahmani (Aïn Sefra).

Enfin, à l'issue de cette manifestation, un jury désignera et récompensera les meilleures troupes appelées à prendre part au festival international dédié à ce genre artistique prévu à Bechar, ont indiqué les organisateurs.

AIR ALGERIE VOLS NATIONAUX

Vol Départ

DIMANCHE

Oran - Alger	07h30
Oran - Alger	10h45
Oran - Alger	17h45
Oran - Mecheria	08h00
Oran - Tindouf	11h05
Oran - Adrar	12h20
Alger - Oran	09h55
Alger - Oran	16h45
Alger - Oran	20h45
Mecheria - Oran	11h35
Tindouf - Oran	16h15
Adrar - Oran	18h00

LUNDI

Oran - Alger	08h00
Oran - Alger	09h35
Oran - Alger	14h25
Oran - Constantine	08h00
Oran - Adrar	10h20
Oran - Annaba	13h15
Oran - Béchar	13h30
Alger - Oran	08h45
Alger - Oran	12h00
Alger - Oran	20h30
Constantine - Oran	12h25
Adrar - Oran	14h15
Annaba - Oran	18h00
Béchar - Oran	13h25

MARDI

Oran - Alger	08h00
Oran - Alger	12h25
Oran - Alger	17h00
Oran - Constantine	08h35
Oran - Adrar	12h05
Alger - Oran	12h25
Alger - Oran	15h45
Alger - Oran	20h45
Constantine - Oran	13h00
Adrar - Oran	16h00

MERCREDI

Oran - Alger	08h00
Oran - Alger	16h45
Oran - Alger	17h00
Oran - Elbayadh	07h00
Oran - Bechar	10h15
Oran - Timimoun	10h45
Oran - Constantine	11h45
Oran - H.Messaoud	15h55
Alger - Oran	09h15
Alger - Oran	16h10
Alger - Oran	20h45
Elbayadh - Oran	10h15
Bechar - Oran	14h55
Timimoun - Oran	16h10
Constantine - Oran	15h45
H.Messaoud - Oran	20h45

JEUDI

Oran - Alger	06h45
Oran - Alger	09h05
Oran - Alger	16h40
Oran - Ouargla	07h00
Oran - Tamanrasset	08h00
Oran - El Oued	12h20
Oran - Annaba	13h35
Oran - Adrar	14h45
Alger - Oran	09h00
Alger - Oran	16h40
Alger - Oran	20h40
In Amenas- Oran	17h15
Tamanrasset- Oran	14h45
El Oued - Oran	12h30
Adrar - Oran	19h40

VENDREDI

Oran - Alger	07h30
Oran - Alger	10h35
Oran - Alger	17h00
Oran - Timimoun	08h00
Oran - Tindouf	09h00
Oran - H. Messaoud	14h30
Alger - Oran	09h45
Alger - Oran	16h00
Alger - Oran	20h45
Timimoun - Oran	13h40
Tindouf - Oran	14h20
H.Messaoud - Oran	19h45

SAMEDI

Oran - Alger	08h00
Oran - Alger	10h50
Oran - Alger	17h00
Oran - Béchar	08h10
Oran - Annaba	13h20
Oran - Ghardaïa	14h00
Alger - Oran	09h45
Alger - Oran	16h00
Alger - Oran	20h30
Béchar - Oran	12h40
Annaba - Oran	17h00
Ghardaïa - Oran	18h10

TRAIN - SNTF



DÉPART ARRIVÉE

----- ORAN - ALGER -----

06h10	11h25
08h00	12h00
10h00	14h09
12h30	17h54
15h45	19h46

----- ALGER - ORAN -----

06h10	11h25
08h00	12h00
10h00	14h09
12h30	17h54
15h45	19h46

ORAN - ARZEW

05h30	06h18
08h30	09h18
13h40	14h28
17h05	17h53

ARZEW - ORAN

06h30	07h22
09h30	10h18
15h00	15h48
18h30	19h18

ORAN - Aïn Témouchent

08h10	09h15
13h30	14h35
17h02	18h07

Aïn Témouchent - ORAN

05h57	07h04
09h20	10h24
14h40	15h44

ORAN - TLEMCEN

12h50	15h12
16h00	18h32

TLEMCEN - ORAN

05h40	08h09
10h00	12h22

TLEMCEN - MEGHNAIA

Angleterre

Klopp se lâche sur Newcastle

L'entraîneur de Liverpool Jürgen Klopp a avoué à Newcastle que l'argent n'achète pas le succès vendredi, quelques jours après le rachat des «Magpies» par un fonds saoudien. «Ce que cela signifie pour le football ? Il y a quelques mois, la création d'une Super Ligue a posé problème, à juste titre. Mais là il s'agit de construire une super équipe, avec des places garanties en Ligue des champions dans quelques années», a commenté en conférence de presse l'Allemand, avant le déplacement des «Reds» à Watford pour la 8e journée de Premier League. «Les fans de Newcastle vont adorer ça, mais l'argent n'achète pas le succès. Ils ont de l'argent pour faire des erreurs, mais ils finiront par arriver à leurs fins» a-t-il néanmoins ajouté. En difficulté en championnat (19e), Newcastle a pour ambition de retrouver les sommets depuis l'officialisation de son rachat le 7 octobre pour un montant de 305 millions de livres sterling (419 millions de dollars) par un fonds saoudien présidé par le prince héritier Mohammed ben Salmane.

L'accueil de ce nouveau propriétaire a fait grincer des dents du côté d'Amnesty International qui l'a décrit comme «un coup dur pour les défenseurs des droits de l'homme». L'Arabie saoudite



a fait l'objet d'une condamnation internationale après le meurtre brutal du dissident saoudien et journaliste Jamal Khashoggi dans le consulat du royaume à Istanbul il y a trois ans. «J'attendais des déclarations officielles de Richard Masters (directeur général de Premier League, NDLR) car il y a des préoccupations concernant

les droits de l'homme, c'est évident», a poursuivi Klopp. Newcastle débutera une nouvelle ère dimanche en recevant Newcastle. Après les Emirats arabes unis et le Qatar, propriétaires respectivement de Manchester City et du Paris Saint-Germain, le royaume saoudien est le dernier pays du Golfe en date à s'offrir un club de football.

Manchester United

Solskjaer prévient Rashford

Il est l'heure pour Marcus Rashford de se concentrer sur le football, a exhorté vendredi son entraîneur à Manchester United Ole Gunnar Solskjaer, après que le joueur a été largement salué pour ses actions contre la pauvreté. Le footballeur de 24 ans n'a pas joué depuis son opération à l'épaule après la finale de l'Euro 2020 perdue contre l'Italie en juillet dernier. Il devait foulé le terrain

de Leicester, samedi, pour la première fois de la saison et Solskjaer veut voir son attaquant au maximum de ses capacités. «Marcus a fait des choses remarquables à son jeune âge et il entre maintenant dans le meilleur âge pour un footballeur», a expliqué l'entraîneur de Manchester United. «Il apprend, il accumule toujours plus d'expérience. Il a eu du temps pour réfléchir sur ce qu'il a fait en

Paris SG

Mbappé fait fureur au Parc !

Après quatre matches d'affilée sans trouver la faille dans le championnat de France, Kylian Mbappé a mis fin à sa période de disette vendredi soir face à Angers (victoire 2-1 du PSG), à l'occasion de la 10e journée de L1.

Auteur du but vainqueur-sur penalty à la toute fin du match, le champion du monde tricolore a même eu le droit à une jolie ovation de la part du public parisien au moment de son remplacement, malgré sa récente sortie médiatique au cours de laquelle il a confirmé ses envies de départ cet été.

Il faut dire que le gamin de Bondy a une relation particulière avec le Parc des Princes. Un stade qui lui réussit particulièrement bien. En effet, à chaque fois que l'ancien Monégasque a trouvé la faille en Ligue 1 du côté de la Porte d'Auteuil, le Paris Saint-Germain s'est à chaque fois imposé.

Au total, le club de la capitale a remporté ses 37 derniers matches disputés à domicile lorsque Kylian Mbappé a fait trembler les filets. Porte-bonheur.

Bayern Munich

Le Real en pôle pour Lewandowski

Ouvert à un départ du Bayern Munich l'été prochain, Robert Lewandowski aurait une préférence pour un transfert au Real Madrid. L'avenir de Robert Lewandowski du côté du Bayern Munich semble s'assombrir... Arrivé en Bavière en 2014, le serial buteur polonais aurait aujourd'hui des en-

vies d'ailleurs. De quoi forcément éveiller l'intérêt des cadors du continent, à l'instar du Real Madrid et du Paris Saint-Germain, dont le nom a récemment été associé au joueur de 33 ans. Mais selon AS, « Lewy », qui fait la Une du quotidien madrilène ce samedi matin, aurait, lui, une préférence pour la

Casa Blanca en cas de départ d'Allemagne lors du prochain mercato estival. Reste à savoir ce qu'en pense les dirigeants munichois, qui seraient toujours autant tiraillés entre proposer une prolongation de contrat à leur international polonais ou s'en séparer l'été prochain, soit un an avant la fin de son bail.

**AS Rome
Riqui Puig plaît à Mourinho**

Annoncé comme une pépite de la Masia, Riqui Puig joue peu à Barcelone depuis l'arrivée de Ronald Koeman sur banc catalan en 2020. Une situation qui ne laisserait pas indifférent José Mourinho en Italie. Rien ne semblerait se dérouler comme prévu au Barça pour Riqui Puig. Formé à la Masia, le milieu de terrain laissait entrevoir un grand potentiel lors de ses débuts avec l'équipe première du FC Barcelone en 2018. Cependant, le joueur de 22

ans peine à s'imposer au plus haut niveau et n'entrerait pas dans les plans de Ronald Koeman.

De plus, avec l'explosion de Pedri la saison dernière et l'éclosion de Gavi cette année au sein de l'entrejeu barcelonais, Riqui Puig ne devrait pas avoir l'occasion de glaner beaucoup de temps de jeu sous le maillot des Blaugrana. Selon les informations de Sport, José Mourinho envisagerait le recrutement de Riqui Puig. Le technicien portugais veut jouer les premiers

rôles en Serie A avec l'AS Roma et souhaiterait donc se renforcer. De son côté, le milieu de terrain espagnol serait réticent à l'idée de quitter le Barça.

Lors du dernier mercato estival, Ronald Koeman avait pourtant ouvert la porte à un départ de son joueur, mais ce dernier n'aurait pas voulu partir afin de tenter sa chance à Barcelone. Pour autant, avec un temps de temps amoindri, Riqui Puig pourrait possiblement envisager un départ en prêt cet hiver.

Atlético Madrid

Griezmann, des sifflets qui ne passent plus

Toujours sifflé par une partie de ses supporters, Antoine Griezmann a reçu le soutien de l'un de ses partenaires. De retour à l'Atlético Madrid cet été, après deux saisons compliquées du côté de Barcelone, Antoine Griezmann ne réalise pas des débuts réussis. Auteur d'un petit but en 7 apparitions (toutes compétitions confondues) avec les Colchoneros, l'attaquant français est, de surcroît, en grande difficulté dans le jeu. Tant et si

bien qu'il peine à retourner la situation avec les supporters madrilènes, qui pour certains d'entre eux lui en veulent toujours d'avoir quitté le navire en 2019, sifflant ainsi leur nouveau numéro 8 à chaque une de ses sorties.

Une hostilité qui commence à agacer Marcos Llorente, qui a pris la défense de «Grizi». «Les supporters de l'Atletico doivent comprendre que les sifflets n'aident ni Griezmann, ni l'équipe», a déploré le mi-

lieu de terrain espagnol à la Cadena SER. Quand je suis sur le terrain et que je les entends, je ne les aime pas. On peut les comprendre parce que les fans sont libres de s'exprimer, mais je n'aime pas les sifflets et ils n'aident pas l'équipe. Il y a des moments où les attaquants, qui vivent des buts, ne marquent pas. Ce qui ne fait aucun doute, c'est qu'Antoine est un joueur de haut niveau. Tôt ou tard, il marquera ces buts qui aideront l'équipe.»

**Arsenal
Lacazette ne prolongera pas**

En fin de contrat avec Arsenal, Alexandre Lacazette ne devrait pas prolonger avec les Gunners. Et l'Atletico de Madrid, qui le suit depuis longtemps, aimerait le récupérer. À Arsenal depuis 2017, Alexandre Lacazette semble se diriger vers une fin d'aventure du côté des Gunners.

Les discussions pour une prolongation de contrat n'avancent pas dans le bon

sens et les chances de voir le Français quitter Londres dans les prochains mois sont grandes. Et pour la suite de sa carrière, il y a un club qui lui tourne autour depuis un long moment : l'Atletico de Madrid... Porté par Diego Simeone, l'Atletico de Madrid est toujours intéressé et positionné sur Alexandre Lacazette. Les Colchoneros font naturellement partie des favoris pour récupérer l'ancien lyonnais. Le contact avec ses représentants n'a jamais été rompu. Et d'après nos sources, l'Atletico a déjà validé l'ouverture d'un chantier pour la venue d'un nouveau numéro 9 l'été prochain. Libre de tout contrat, Alexandre Lacazette est naturellement sur la short-list et un dossier prioritaire pour le champion d'Espagne en titre.

FIFA - Mondial biennal Infantino ne veut pas lâcher l'affaire



Le président de la Fifa Gian ni Infantino, qui a débuté à Caracas une tournée sud-américaine, a déclaré vendredi en faveur du Mondial biennal, estimant qu'il fallait que «le football soit vraiment global». «Notre devoir en tant que Fifa c'est de faire en sorte que le football soit vraiment global.

Pour qu'il le soit, il faut analyser comment améliorer le football des sélections nationales (...) et il n'y pas de compétition qui se rapproche» du Mondial, a-t-il affirmé lors d'une conférence de presse au stade olympique de Caracas. «Le président de la Fifa est le président de 111 pays et chacun

d'entre eux a le droit de rêver. Mais le rêve doit avoir une possibilité de se réaliser, parce que si tu dois rêver pour l'éternité, tu vas finir par faire autre chose», a estimé l'Italo-Suisse. «Aujourd'hui, si on parle sans détours, quelles sont les possibilités réelles du Venezuela de participer au Mondial?», a lancé Infantino, rappelant que le pays de 30 millions d'habitants n'a jamais participé à une Coupe du monde et a très peu de chances d'y arriver dans les conditions actuelles.

L'organisation plus régulière d'un Mondial, associée à l'augmentation déjà actée à partir de 2026 du nombre de participants de 32 à 48, don-

nerait ainsi selon lui davantage d'opportunité à des nations jusqu'à mineures du football de prendre part à une Coupe du monde. «La possibilité de réformer le calendrier avec un Mondial tous les 2 ans, on, l'a analysée du point de vue du football (...) c'est possible.

Il y a beaucoup d'avantages, parce qu'on donne plus de possibilités à beaucoup plus de pays de participer», a-t-il assuré. «Quand il a été décidé que le Mondial serait tous les quatre ans, il y a 100 ans environ, la Fifa comptait 40 pays. Il est temps d'analyser la question», a-t-il estimé, réitérant qu'une décision sera prise en «fin d'année».

UEFA

Le débat sur la règle du hors-jeu relancé

L'UEFA prône une réforme de la règle du hors-jeu après le but de la victoire française en Ligue des nations inscrit dimanche par Kylian Mbappé contre l'Espagne, «correctement» arbitré mais contraire «à l'esprit du jeu». Vivement critiqué en Espagne, l'arbitre anglais Anthony Taylor «a pris une décision correcte, basée sur la règle existante et son interprétation officielle», a déclaré vendredi le responsable de l'arbitrage au sein de l'instance européenne, Roberto Rosetti. Selon M. Rosetti, en tentant d'intercepter la passe de Théo Hernandez à la 80e minute, le défenseur espagnol Eric Garcia a bien remis Kylian Mbappé en jeu, même s'il se trouvait plus éloigné du but que lui, parce qu'il est «intervenu pour jouer la balle». «Toutefois, ce cas nous montre que l'interprétation actuelle de la loi semble être en conflit avec l'esprit de la loi elle-même, qui est d'empêcher tout joueur de tirer avantage de sa position de hors-jeu», ajoute l'ancien arbitre international italien.

Pour lui, «la position de l'UEFA est qu'il est possible d'améliorer la formulation» de la règle édictée par l'International Board (IFAB), l'institution régissant les lois du jeu,

«pour la rendre conforme à l'objectif de la loi sur le hors-jeu et à l'esprit du jeu». Roberto Rosetti a précisé avoir «déjà pris contact» la FIFA et l'IFAB, et «discutera de solutions lors de la prochaine réunion du groupe consultatif technique» de l'International Board, programmé le 27 octobre. Pour l'heure, le texte est formulé ainsi: «Un joueur en position de hors-jeu qui reçoit un ballon joué délibérément par un adversaire, y compris de la main ou du bras, n'est pas considéré comme tirant un quelconque avantage de sa position, sauf en cas de sauvetage délibéré par un adversaire.»

Ballon d'Or

Benzema, le soutien fort d'Aulas



Dans la course au Ballon d'Or cette année, l'avant-centre du Real Madrid Karim Benzema (33 ans, 8 matches et 9 buts en Liga cette saison) dispose de très nombreux soutiens. Sur le réseau social Twitter vendredi, le président de l'Olympique Lyonnais Jean-Michel Aulas a milité, sans surprise, pour l'international français. «Il est de ceux qui pensent à leur équipe, non à leurs statistiques, sa présence change un match. Nous sommes tous les témoins de sa réussite, de son humilité, lui qui n'a jamais oublié d'où il venait. Le foot a besoin de joueurs comme lui. Karim Benzema Ballon d'or, une évidence», a assuré le patron des Gones. En concurrence avec Robert Lewandowski (Bayern Munich), Lionel Messi (Paris Saint-Germain) ou encore Jorginho (Chelsea), Benzema appréciera !

FIFA - Mondial biennal

Infantino

ne veut pas lâcher l'affaire

Angleterre

Liverpool s'amuse à Watford

Il y avait un monde d'écart entre Watford et Liverpool. Les Reds, qui restaient sur deux matches nuls contre Brentford (3-3) et Manchester City (2-2) en championnat, se sont imposés sans difficulté au Vicarage Road Stadium ce samedi (0-5), lors de la huitième journée de Premier League. Une véritable leçon qui permet aux hommes de Jürgen Klopp de prendre provisoirement la tête du

championnat. Pour le premier match de Claudio Ranieri à la tête de Watford, ses joueurs ont livré une très pâle copie. Les Hornets pointent provisoirement au 15e rang. Ranieri avait promis à ses joueurs de leur offrir un dîner s'ils n'encaissaient pas de but cet après-midi. Mais la mission a rapidement tourné à l'échec. Complètement amorphes, les Hornets ont

O. Marseille

Jorge Sampaoli demande du temps

Avant la période internationale, l'OM traversait une période compliquée. Le club phocéen restait sur une série de quatre matches sans succès, toutes compétitions confondues. De quoi inquiéter Jorge Sampaoli ?

Pas du tout ! Le technicien marseillais demande encore du temps pour voir son équipe évoluer à son meilleur niveau. Très séduisant en début de saison, l'Olympique de Marseille a eu un peu plus de mal lors de ses dernières rencontres. Sur une série de quatre rencontres sans le moindre succès, toutes compétitions confondues, le club olym-

prien s'attend à se relancer lors de la réception du FC Lorient, ce dimanche soir en Ligue 1.

Pourtant, Jorge Sampaoli n'est pas inquiet, malgré

les derniers résultats défavorables de l'écurie phocéenne. Présent en conférence de presse, le technicien argentin rappelle que de nombreuses recrues ont débarqué l'été dernier. Il demande donc du temps pour voir l'OM à son meilleur niveau : «On sait qu'il y a toujours cette obligation de résultat. De ce point de vue, il faut gagner à Lorient. Mais selon moi, l'obligation de résultat nous

Tennis - Indian Wells

Tsitsipas et Zverev

ne verront pas les demi-finales

Le Master 1000 d'Indian Wells a réservé deux nouvelles surprises vendredi, avec les défaites en quarts de finale du Grec Stefanos Tsitsipas, 3e joueur mondial, et de l'Allemand Alexander Zverev, 4e mondial. Le tournoi californien a perdu ses trois têtes de série avec la défaite deux jours plus tôt du Russe Daniil Medvedev (2e mondial).

Zverev, champion olympique à Tokyo, a été battu par l'Américain Taylor Fritz (39e mondial) en trois sets 6-4, 3-6, 7-6, dans un match à rebondissements qui a duré 2h20.

Fritz a bien commencé la partie avant de souffrir dans le deuxième set et de sauver deux balles de match à 5-3 dans la dernière manche. Il s'est finalement imposé au tie-break sur un beau coup droit croisé. «Cette défaite fait mal parce qu'après la défaite de Stefanos (Tsitsipas) ce matin, j'étais le favori du tournoi. Mais mon tennis n'était tout simplement pas là aujourd'hui», a déploré Zverev après la rencontre.

«Ce n'était pas mon jour. J'ai été proche de la victoire mais il faut rendre hommage à Fritz. Il a fait un grand match et mérité d'être en demi-finale». Le joueur de 23 ans, vainqueur de son premier tournoi en 2019 à Eastbourne en Angleterre, affrontera en demi-finales Nikoloz Basilashvili (29e).

Le Géorgien a également créé la surprise plus tôt dans la journée en disposant pour la première fois en trois confrontations du Grec Stefanos Tsitsipas en trois sets, 6-

4, 2-6, 6-4. Tsitsipas a pourtant réussi 10 aces dans la rencontre, mais a commis deux doubles fautes et réalisé trop d'erreurs au cours des 2h10 de match.

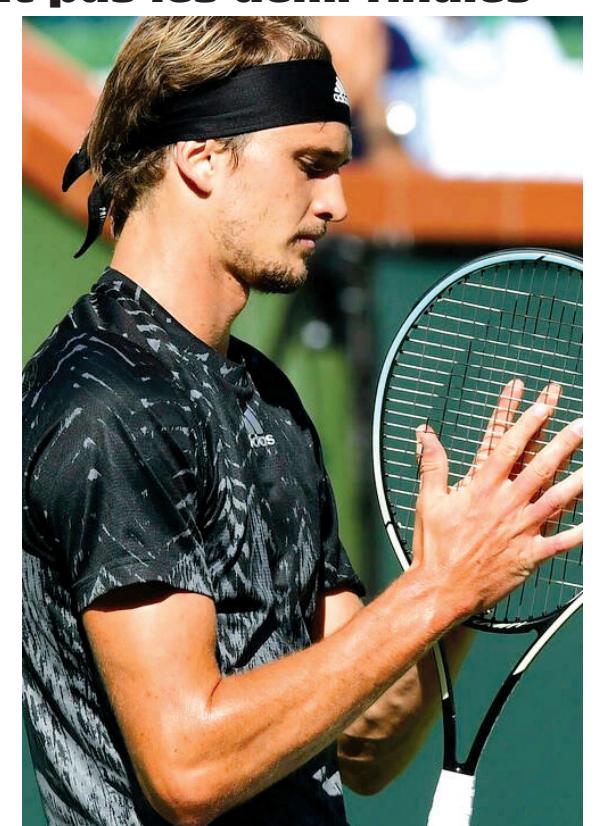
Basilashvili a quant à lui remporté quatre des cinq derniers jeux dans la troisième manche.

Le joueur de 29 ans, vainqueur du tournoi de Munich cette année, s'est également hissé en finale à Doha cette année après avoir notamment sorti le Suisse Roger Federer (9e) en quarts de finale. «Je ne suis pas surpris. Ca fait un moment que je joue un bon tennis, surtout à l'entraînement» a dé-

claré le Géorgien après la rencontre. «J'ai beaucoup amélioré mon service récemment. Voilà pourquoi je suis en demi-finales».

L'autre demi-finale mesieurs opposera samedi le Bulgare Grigor Dimitrov (28e), vainqueur du Polonais Hubert Hurkacz (12e), et le Britannique Cameron Norrie, vainqueur de l'Argentin Diego Schwartzman (15e).

Chez les femmes, la Belarussa Victoria Azarenka (32e joueuse mondiale) s'est qualifiée pour sa troisième finale du tournoi après sa victoire face à la Lettone Jelena Ostapenko (29e mondiale) en trois sets 6-3, 3-6, 7-5.



Handball - Supercoupe d'Algérie

Une première pour la JS Saoura

La JS Saoura a décroché un trophée historique en remportant la Supercoupe d'Algérie de handball (messieurs) face à la JSE Skikda sur le score de 23-22 (mi-temps : 12-11) vendredi au Palais des sports d'Oran.

Cette victoire a été le fruit de la détermination des «Canaris» du Sud, qui vient consacrer quatre saisons seulement de présence parmi l'élite, a déclaré l'entraîneur de la JSS, Lyes Bestandji. «Nous avons joué contre le tenant du titre, en d'autre terme, c'est la JSE Skikda qui était le favori pour décrocher le trophée. Cela nous a, en quelque sorte, aidé, dans la mesure où on a joué avec moins de pression», a commenté d'emblée le driver de la JSS. Et comme tout le monde dans le club était persuadé que l'occasion est propice pour écrire en lettres d'or l'histoire de ce club dans le jeu à sept algérien en disputant une première finale dans son palmarès, les protégés de Bestandji ont abordé la partie avec une meilleure détermination, comme l'atteste l'avance, malgré soit-elle, qu'ils ont pris à l'issue de la première mi-temps. «Nous voulions ce titre, et c'est ce qui explique le match héroïque que mes capitaines ont réalisé. Je les félicite du reste pour leur grande volonté, malgré leur manque de préparation», a ajouté le coach de la JSS.

Cette victoire, qui s'est dessinée dans les dernières secondes de la rencontre, devrait constituer une motivation supplémentaire pour les gars de Béchar avant leur participation, dans une dizaine de jours, à la coupe arabe des clubs prévue à Hammamet (Tunisie). Mais leur coach se veut réaliste : «Ce sera une première expérience pour notre équipe sur la scène internationale.

La mission ne sera pas du tout facile, car nous allons affronter des gros bras du handball arabe, tels que les Qatars d'Al Wakra, ou les Tunisiens de l'Espérance de Tunis. Ajouter à cela, nous n'avons que trois semaines de préparation, ce qui compliquera davantage nos affaires. Cela dit, nous allons nous donner à fond pour bien représenter le handball algérien», s'est-il engagé. Pour sa part, l'entraîneur du finaliste malheureux, en l'occurrence, Farouk Dehili, s'est dit «fier» de ses protégés malgré la défaite. «La JSE Skikda est le seul club de l'élite peut-être qui possède un effectif composé essentiellement des joueurs du cru. Pour ce match, nous avons lancé dans le bain plusieurs jeunes après le départ de nos meilleurs joueurs dont des internationaux. Malgré cela, nous aurions pu gagner, surtout que la partie s'est jouée

sur des détails», a-t-il regretté. Les poulains de Dehili auront l'occasion de se racheter dans quelques jours, puisqu'ils sont concernés eux aussi par la coupe arabe des clubs. Un challenge qui s'annonce néanmoins, aux yeux de ce technicien, «très difficile». «Il faut reconnaître qu'on n'est pas bien préparés. On s'attend donc à ce que notre mission soit délicate à Hammamet. Ce sera toutefois une occasion pour mon équipe afin de gagner en expérience et surtout avoir plus de matchs dans les jambes en prévision de la nouvelle saison», a-t-il encore dit.

• Le HB El Biar sacré chez les dames

Le HB El Biar n'a pas donné l'occasion à son adversaire en finale de la Supercoupe d'Algérie dames, le CF Boumerdes afin de créer la surprise lors de cette sixième édition de l'épreuve jouée vendredi au Palais des sports Hamou-Boutlélis d'Oran. C'est surtout grâce à l'expérience de ses joueuses que le club algérois a réussi à enrichir son palmarès par un nouveau trophée en l'emportant sur le score de 27-24 (mi-temps 15-13). L'entraîneur du HB El Biar, Moulay Fatah, dont il s'agit de sa première sortie sur le banc de cette formation, a salué cette performance dans sa déclaration d'après match à la presse. «Nous avons entamé notre préparation depuis déjà deux mois, et je peux dire que mes joueuses ont été bien récompensées pour avoir abordé le rendez-vous avec beaucoup de détermination. «J'estime que l'aspect physique a fait la différence, car nous étions mieux préparés que l'adversaire», a-t-il dit. Cette épreuve inaugurale de la nouvelle saison 2021-2022 est intervenue également à point nommé pour les algéroises qui s'appretent à disputer le championnat arabe des clubs dont le coup d'envoi sera donné le 23 de ce mois à Hammamet (Tunisie).

«Il s'agit ainsi, selon Fatih Moulay, d'une bonne préparation pour la compétition arabe «pendant laquelle on tâchera de réaliser le meilleur résultat possible», a encore souligné le coach du HB El Biar. En fait, les filles d'El Biar seront accompagnées dans cette compétition par les finalistes malheureuses de la Supercoupe, à savoir le CF Boumerdes. Et si le HB El Biar est un habitué des épreuves Internationales, ce sera en revanche une pre-

mière expérience du genre pour les filles de Boumerdes. Ces dernières vont partir à Hammamet pour faire de l'apprentissage, explique leur entraîneur Abla Hani, à l'issue de la finale de la Supercoupe. «Déjà, c'est la première fois qu'on joue une finale d'une coupe. Malgré notre défaite aujourd'hui, j'estime que mes joueuses ont rendu une belle copie. Leur inexpérience nous a joué un mauvais tour. Cela dit, ça reste une belle répétition générale pour mon équipe en vue du rendez-vous arabe», a-t-elle déclaré. Pour autant dire, Abla Hani a reconnu que les siennes manquent de préparation pour jouer une compétition aussi élevée. «Nous avons trouvé des difficultés pour nous préparer après plus d'une année d'arrêt. Ce n'est pas aussi facile de rattraper tout ce retard. Cela dit, comme il s'agit de notre première participation sur la scène internationale, on va en profiter pour gagner en expérience», a-t-elle encore précisé. La Supercoupe d'Algérie a mis aux prises exceptionnellement cette saison le champion de l'exercice 2019-2020, qui est le HB El Biar, et son vice-champion, le CF Boumerdes, vu que la coupe d'Algérie des deux dernières saisons, tout comme la précédente édition du championnat ont été annulés à cause de la pandémie du Covid-19, rappelle-t-on.

• Revoilà le public

Cette finale de la Supercoupe a été marquée par le retour du public aux tribunes, une première depuis la propagation du Coronavirus en Algérie en mars 2019, ayant conduit d'abord à l'interruption de toutes les activités sportives, puis à leur relance mais à huis clos, concernant les sports collectifs.

Le wali d'Oran, Saïd Sayoud, qui a présidé la cérémonie de remise des trophées, s'est justement attendu sur le retour des spectateurs dans les tribunes, ajoutant qu'Oran est honoré du fait qu'elle soit la première ville en Algérie à ouvrir le bal dans ce registre après plusieurs mois de «huis clos». Il a profité de l'occasion pour appeler les jeunes et les mordus des rencontres sportives à «se rendre en masse aux centres de vaccination contre la Covid-19 afin de prévenir davantage la pandémie, surtout que l'accès aux stades et salles sportives est permis uniquement aux personnes vaccinées», a-t-il rappelé.

Boxe - FAB

Stage de sélection du 27 octobre au 2 novembre à Alger



Un stage de prospection pour des pugilistes relevant de la catégorie des cadets se déroulera entre le 27 octobre courant et le 2 novembre prochain à la salle omnisports de Bordj El Kiffan (Alger), pour sélectionner les meilleurs athlètes qui représenteront les couleurs nationales aux prochains Championnats arabes de

la catégorie, a-t-on appris auprès de la Fédération algérienne de la discipline (FAB). «Le stage est ouvert uniquement aux pugilistes ayant le statut de champion de wilaya» a encore précisé l'instance fédérale dans un bref communiqué, diffusé sur son site officiel.

La FAB a insisté par ailleurs sur le respect des

mesures de prévention contre la COVID-19, et surtout sur le pass-sanitaire, qui leur sera probablement très utile en cas de sélection, pour voyager et disputer les prochains Championnats arabes. Cette compétition est prévue à la fin du mois de novembre prochain au Koweït, a-t-on encore appris de même source.

Cyclisme - Coupe d'Algérie des cadets

La 5e manche fin octobre à Sidi-Abdallah

La cinquième et dernière manche de la Coupe d'Algérie «Cadets» de cyclisme se déroulera les 22-23 octobre courant, dans la nouvelle ville de Sidi-Abdallah (Algéro-ouest), a-t-on appris auprès de la Fédération algérienne de cyclisme

d'El Bahia Oran, d'organiser la troisième manche, fin mai dernier. La quatrième manche, dédiée à la mémoire de Feu Mohamed Allab, ex-entraîneur national de cette catégorie d'âge, elle, a été disputée les 25-26 juin dernier, dans la Wilaya de Blida.

Tennis - Coupe d'Afrique

Quatre athlètes retenus pour une sélection

Quatre athlètes disputeront une sélection au tennis club de Bachdjara (Alger), depuis hier, en vue de la Coupe d'Afrique des nations, prévue du 8 au 14 Novembre en Tunisie, a annoncé la Fédération algérienne de tennis (FAT),

sur sa page Facebook. Il s'agit de Mohamed Amine Aissa Khalifa, Aymen Ali Moussa, Toufik Sahtali et Said Ounis. Selon la même source, quatre autres athlètes convoqués pour cette sélection ne prendront pas part pour

diverses raisons: Samir Hamza-Reguig, Ryad Anseur, Mohamed Ali-Abissi et Mohamed Forkan Lebbadi. Deux athlètes rejoindront l'équipe nationale à l'issue de la sélection qui se déroulera en format Round-Robin.

Triathlon - Fédération internationale

Les principales dates de la saison 2022 fixées

La Fédération internationale de Triathlon (World Triathlon) a annoncé sur son site officiel, le planning des compétitions pour la saison 2022, entamée en septembre avec les Championship Series et qui s'annonce plus serré que jamais. Ayant débuté le mois dernier à Hambourg, les Championship Series se poursuivront le mois prochain à Abu Dhabi pour cinq étapes confirmées pour l'année 2022, entre les mois de mai et octobre, plus une finale en

fin d'année à Abu Dhabi.

La Coupe du Monde de triathlon proposera 11 étapes, entre mars et octobre 2022. Le circuit du relais mixte se déroulera en trois temps, avec des championnats du monde à la fin du mois de juin à Montréal, au Canada.

Les Mondiaux de triathlon d'hiver seront organisés au début du mois de février 2022 en Andorre. Costaud. Mais la saison ne se réduira pas à ces deux rendez-vous estampillés World Triathlon. L'instance

le rappelle: l'année 2022 sera également marquée par quatre autres événements majeurs, déjà tous surtournés d'un trait épais par les meilleurs triathlètes du monde : les Jeux du Commonwealth à Birmingham (Royaume-Uni) les 30 et 31 juillet, les Championnats d'Europe à Munich (Allemagne) les 13 et 14 août, les Jeux asiatiques à Hangzhou (Chine) au mois de septembre, et les Jeux Mondiaux à Birmingham (Etats-Unis) au mois de juillet.

Ligue des champions d'Afrique : FC Nouadhibou-ESS, aujourd'hui à 15h00

Un bon coup à jouer pour l'Entente

M. Zeggai

Qualifiée pour le second tour préliminaire de la Ligue des champions d'Afrique aux dépens des Gambiens de Fortunes FC, l'ESS affrontera cet après-midi les Mauritaniens du FC Nouadhibou à Nouakchott pour l'accession en phase de poules. Les Sétifiens, qui sont à pied d'œuvre depuis jeudi dernier à Nouakchott en vue de ce rendez-vous, tenteront de réaliser un bon coup en déplacement pour maintenir intactes ses chances de qualification au prochain tour. A première vue, on peut dire que le représentant algérien a hérité d'un adversaire relativement à sa portée: le FC Nouadhibou accuse un manque flagrant d'expérience sur le plan continental, ce qui devrait constituer un avantage de taille pour les nôtres. Nabil El Kouki, l'entraîneur de l'Entente, s'est montré optimiste quant à l'issue de cette première manche. « Nous avons bien préparé cette double confrontation face au FC Nouadhibou qui reste tout de même une bonne équipe à prendre au sérieux. Nos joueurs sont prêts, et nous nous sommes déplacés à Nouakchott avec l'intention de réaliser un bon

résultat ». Loin de se considérer dans la peau du favori, l'Entente n'a rien laissé au hasard et s'est préparée en fonction de l'importance de l'enjeu, ne serait-ce que pour faire respecter la hiérarchie et d'aller le plus loin possible pour se réhabiliter avec ses supporters après son élimination prémature de l'épreuve de la dernière édition. Il reste à savoir comment vont réagir les 'Noir et Blanc' face au manque de compétition ? El Kouki misera sur la volonté de ses joueurs qui sont décidés à se surpasser pour faire la différence. Pour cela, l'ESS a effectué, à cet effet, un stage de préparation à Tunis où le travail a été axé essentiellement à mettre le groupe dans les meilleures dispositions avant cette double confrontation face au représentant mauritanien.

Pour atteindre l'objectif assigné, les Sétifiens de l'Entente devront puiser dans leurs ressources pour éviter de compromettre leurs chances de qualification au prochain tour. Les coéquipiers de Karoui sont déterminés à aller de l'avant, mais ils devront se méfier de cet inconnu au bataillon qui n'a rien à perdre mais tout à gagner. Le FC Nouadhibou a reçu un coup dur en l'absence de l'un des piliers de sa défense, l'in-

ternational Rachid Sid Ahmed (blessé). En revanche, l'entraîneur du FC Nouadhibou, Amir Eddine Abdou, peut compter sur son armada de joueurs étrangers, à l'image de Ben Mansour et Kasdaoui (Tunisie), Koffi Koudo et Kangnivama Tchoutchoui (Togo), Faouz Attoumane (Comores), Mahamane Cissé (Niger), qui font tous partie de l'effectif actuel selon le site du club mauritanien. Le coach de l'ESS est appelé à trouver des solutions pour contrecarrer ses individualités dont on dit le plus grand bien, et surtout au combat physique que tenteront d'imposer les Mauritaniens. Les deux formations partent dans l'inconnu, et tout peut se jouer sur des détails avec un léger avantage au FC Nouadhibou qui a déjà entamé la compétition officielle contrairement aux nôtres dans la mesure où le championnat n'a pas encore démarré. Mais Nabil El Kouki est conscient de cette donnée et a déjà pris ses précautions pour combler ce déficit. A noter que la Confédération africaine de football a désigné un trio arbitral sénégalais conduit par Issa Sy, pour diriger ce match. Il sera assisté de ses compatriotes El-Hadj Malick Samba et Djibril Camara.

Manchester City Guardiola évoque le cas Mahrez



L'entraîneur de Manchester City (Premier League anglaise), Pep Guardiola, a évoqué le comportement exemplaire de l'international algérien, Riyad Mahrez. «Riyad Mahrez ne joue pas et il ne se plaint pas, Joao Cancelo aussi. Je ne peux pas leur assurer du temps de jeu, je ne peux pas assurer combien de

minutes chacun joue. Ils doivent toujours parler sur le terrain. Pas que Raheem, tous les autres. Ils savent qu'ils vont avoir des minutes, ils sont tous impliqués.», a dit Guardiola lors d'une conférence de presse. Le technicien catalan a également évoqué le cas de Raheem Sterling en déclarant : «Raheem

Sterling est notre joueur, j'espère qu'il sera un joueur incroyablement important pour nous. Je ne sais pas s'il veut jouer davantage.». Dans une déclaration au Financial Times Live cette semaine, Raheem Sterling a indiqué : «S'il y avait une opportunité d'aller ailleurs, je serais ouvert à cela à ce stade de ma carrière.»

JM Oran-2022

Livraison des infrastructures rénovées en décembre

Les infrastructures sportives d'Oran concernées par une large opération de mise à niveau en prévision de l'organisation dans cette ville de la 19e édition des jeux méditerranéens (JM), l'été 2022, seront livrées dans leur totalité avant la fin de l'année 2021 en cours, a annoncé le wali, Saïd Saayoud. S'exprimant devant la presse à l'issue de la Supercoupe d'Algérie vendredi soir au Palais des Sports (Hammou-Boutelilis), l'un des équipements concernés par les travaux de rénovation, M. Saayoud a fait savoir que le taux d'avancement des chantiers des équipements sportifs en question est estimé à 90%.

«Dans l'ensemble, les travaux au niveau des différentes structures faisant l'objet de travaux de réaménagement et de modernisation ont atteint les 90%. Certains de ces équipements sont déjà livrés, alors que ceux restants seront réceptionnés avant la fin de l'année en cours», a indiqué le wali d'Oran.

Les chantiers en ques-

tion concernent une quinzaine d'équipements, dont les travaux sont supervisés par la direction locale de la Jeunesse et des Sports. Il s'agit d'anciennes infrastructures réservées à la compétition officielle lors des JM qui vont disposer désormais des normes internationales à tous les niveaux, s'est réjoui le premier responsable de la capitale de l'Ouest du pays. Outre le Palais des Sports, d'autres importantes infrastructures sportives ont bénéficié de travaux de rénovation, tels que le complexe de Tennis, sis à Haï Essalem dans la commune d'Oran, le centre équestre Antar-Ibnou Cheddad à Es-Senia, le champ de tirs à Bir El Djir, et l'Institut de formation des cadres de sports à Aïn El Turck.

Dans ce contexte, M. Saayoud a évoqué l'avancement des travaux au niveau du nouveau complexe sportif de la ville faisant part de sa « satisfaction » quant à la relance des chantiers des équipements sportifs dont la cadence des travaux a été marquée par

Palais des Sports d'Oran Rénovation imminente du réseau d'éclairage

Le Palais des sports d'Oran « Hammou Boutelilis », qui a rouvert ses portes, vendredi après trois ans de fermeture, à l'occasion de la Supercoupe d'Algérie de handball, sera bientôt doté d'un nouveau réseau d'éclairage et d'un système de climatisation, a-t-on appris samedi de la direction de cette infrastructure.

Il s'agit des deux dernières opérations entrant dans le cadre de la mise à niveau de cette salle omnisports qui a enfilé un nouveau look en prévision de la 19e édition des jeux méditerranéens (JM), prévus dans cette ville lors de l'été 2022, a indiqué le di-

recteur du Palais des sports, Sid Ahmed Tab. La rénovation du réseau d'éclairage intervient pour répondre au cahier des charges du Comité international des jeux méditerranéens (CIJM), tout comme l'installation d'un système de climatisation moderne, a-t-il expliqué. L'entreprise chargée de la réalisation de ces deux opérations, financées par le fonds de wilaya et qui vont nécessiter une enveloppe de 250 millions DA, a été déjà installée en attendant d'entamer ces travaux au courant de cette semaine, a précisé le responsable. Jusque-là,

il a été procédé à un revêtement amovible du parquet doté désormais de quatre tapis dédiés aux disciplines de Handball, Basketball, Volley-ball et Badminton, «ce qui constitue une nouveauté dans les salles de sports en Algérie», selon le directeur du Palais des sports.

Les tribunes de cette salle, relevant de l'office du parc omnisports de la wilaya d'Oran (OPOW) ont également bénéficié de sièges flambant neufs.

Pas moins de 4.200 sièges ont été déjà posés, en plus de 800 sièges installés au niveau de la tribune officielle, souligne-t-on de même source.

Natation - Championnats d'Afrique Open Trois autres médailles pour l'Algérie

La sélection algérienne de natation a remporté trois nouvelles médailles, toutes en bronze, aux Championnats d'Afrique Open, vendredi soir au terme de la 5e journée de compétition à Accra. Ces médailles ont été l'oeuvre d'Amel Melih sur 50 m nage libre, Abdellah Ardoujoune sur 100 m dos et Remzi Chouchar sur 200 m papillon. De son côté, Ous-

sama Sahnoune s'est contenté de la 5e place au 100 m nage libre avec un chrono de 51.00, loin derrière le champion d'Afrique égyptien, Mohamed Samy (50.23) et le duo sud-africain Guy Brooks (50.34) - Clayton Jimmy (50.79). Au total, l'Algérie compte neuf médailles après cinq jours de compétition : 1 or, 2 argent et 6 bronze. La 14e

édition des Championnats d'Afrique Open, prévue initialement à Durban en Afrique du Sud en avril 2020, avait été reportée à cause de la pandémie de COVID-19.

Quelque 400 athlètes de plus de 30 pays, dont cinq Algériens, sont présents dans la capitale ghanéenne qui accueille la compétition pour la première fois de son histoire.

Trois astronautes arrivent dans leur station spatiale La Chine lance Shenzhou-13, sa plus longue mission habitée

Ils et elle resteront six mois dans l'espace, un record pour la Chine : trois spationautes, dont une femme, sont arrivés samedi sur le chantier de la station spatiale chinoise, afin de poursuivre sa construction.

Leur vaisseau Shenzhou-13 a été propulsé pendant la nuit à 00H23 (16H23 GMT vendredi) par une fusée Longue-Marche 2F du pas de tir de Jiuquan dans le désert de Gobi (nord-ouest), selon l'Agence chinoise des vols spatiaux habités (CMSA). Elle a qualifié le décollage de succès et assuré que l'équipage était «en bonne santé». Moins de sept heures après son lancement, Shenzhou-13 s'est arrimé au port radial de la station spatiale. A environ 350-400 km d'altitude, les trois spationautes vont séjourner dans Tianhe («Harmonie céleste»), le seul module déjà en orbite sur les trois qui constitueront à terme la station spatiale. Six mois durant, ils devront poursuivre la construction de la station, vérifier les différents équipements, mais aussi réaliser des expériences scientifiques, notamment en faisant remonter de précieuses informations sur la façon dont leur corps s'adapte à ce long séjour. Les spationautes réalisent également deux ou trois sorties dans l'espace. Leur séjour permettra de doubler le record de durée pour une mission habitée chinoise, établi en septembre par les membres de la mission précédente, Shenzhou-12, restés trois mois dans Tianhe.

«La raison de ce séjour prolongé, c'est de gagner en expérience en matière de missions de longue durée», explique Erik Seedhouse, un professeur spécialisé dans les opérations spatiales à l'Université d'aéronautique Embry-Riddle, aux Etats-

Unis. «La principale difficulté pour les astronautes, ça va être de maintenir leur masse musculaire et de réduire leur perte osseuse» dans un environnement en apesanteur qui affaiblit les organismes.

ASSEZ MÛRES

Le nouvel équipage comprend deux hommes : Zhai Zhigang (55 ans), le premier Chinois à avoir effectué une sortie extravéhiculaire, en 2008, et Ye Guangfu (41 ans), dont c'est le premier vol spatial. Ils feront équipe avec Wang Yaping (41 ans), qui participe à une nouvelle mission habitée, huit ans après un premier voyage en 2013, qui avait fait d'elle la deuxième Chinoise dans l'espace.

Connue pour avoir donné pendant son précédent séjour un cours de physique en direct à 60 millions d'élèves grâce à une liaison vidéo, elle renouvellera l'expérience au cours de cette mission. Elle deviendra également la première Chinoise à effectuer une sortie dans l'espace.

Des photos publiées par l'agence spatiale montrent les trois astronautes saluant les personnes venues les encourager avant le lancement.

«La Chine ne va pas réinventer la roue» avec Shenzhou-13, note Chen Lan, un analyste du site internet GoTaikonauts.com, spécialisé dans le programme spatial chinois. «Cela ne constituera pas un grand défi pour la Chine car ses technologies sont maintenant assez mûres. Mais toute opération dans l'espace est par essence un défi...»

Cette mission est la cinquième sur les 11 (habitées et non habitées) nécessaires au total à la construction de la station spatiale chinoise, qui

devrait être achevée fin 2022. Appelée Tiangong («Palais céleste»), elle sera semblable en taille à l'ancienne station soviétique Mir (1986-2001). Sa durée de vie sera d'au moins 10 ans.

ROBOT ET GPS

Les deux autres modules constituant la station, nommés Mengtian et Wentian (des laboratoires), seront envoyés l'an prochain dans l'espace et arrimés à Tianhe. Ils permettront de faire des expériences en matière de biotechnologie, de médecine ou d'astronomie. L'ambition chinoise de bâtir une station a été nourrie par le refus américain d'accepter des Chinois dans la Station spatiale internationale (ISS) - issue d'une collaboration entre Etats-Unis, Russie, Canada, Europe et Japon.

De son côté, l'agence spatiale chinoise a de nouveau assuré jeudi que des spationautes étrangers pourraient se rendre dans Tiangong.

La Chine investit depuis plusieurs décennies des milliards d'euros pour rattraper les autres puissances spatiales. Elle est devenue en mai le deuxième pays, après les Etats-Unis, à faire évoluer sur Mars un petit robot. La Chine avait également posé début 2019 un engin sur la face cachée de la Lune - une première mondiale. L'an passé, elle avait rapporté des échantillons lunaires et finalisé Beidou, son système de navigation concurrent du GPS américain. Elle a placé jeudi en orbite autour de la Terre son premier satellite d'observation du soleil. A un horizon plus lointain, Pékin prévoit d'envoyer des humains sur la Lune (vers 2030) et d'y ériger une base avec la Russie.

La Nouvelle-Zélande se sépare de son sorcier

Après plus de trente ans de bons et loyaux services, le sorcier de Christchurch, en Nouvelle-Zélande, a été contraint par le conseil municipal de quitter ses fonctions.

A 88 ans, Ian Brackenbury Channell, était une célébrité de la ville et les touristes venaient de loin pour le voir s'adresser à la foule dans sa robe noire, avec sa longue barbe, ses cheveux ébouriffés, un chapeau pointu sur la tête.

Ce magicien était de tous les combats, fustigeant les politiques ou menant une lutte pour empêcher «que l'âme de la ville soit attaquée» quand les cabines téléphoniques rouges devaient être repeintes en bleu.

Il était sollicité pour jeter des sorts afin d'influencer les résultats lors des grands matchs de rugby ou effectuer une danse de la pluie en Australie.

«C'est une décision difficile de mettre fin à ce contrat», a déclaré Lynn McClelland, adjointe au sein du conseil municipal de Christchurch.

«Le conseil lui est reconnaissant pour sa contribution précieuse et spéciale à la vie culturelle de notre ville, et il fera à jamais partie de notre histoire».

Mme McClelland a expliqué que la magie ne correspond plus à l'image que la plus grande ville de l'île du Sud entend promouvoir, et que les nouveaux programmes «réfléteront de plus en plus nos diverses communautés et mettront en valeur une ville dynamique, diverse et moderne».

M. Channell, né en Grande-Bretagne, ancien aviateur de la Royal Air Force et diplômé de l'université de Leeds avec une double spécialisation en psychologie et en sociologie, est arrivé à Christchurch en



1974. Lorsqu'il a commencé à prendre la parole en public, le conseil municipal a demandé son arrestation, mais il est devenu tellement populaire que 10 ans plus tard, lorsqu'il a menacé de partir après qu'un sort n'ait pas eu l'effet escompté lors d'un match de rugby, le conseil municipal lui a demandé de rester.

«C'était un changement d'attitude bienvenu après des années de politique hostile de la part du conseil municipal», a-t-il raconté.

En 1990, le Premier ministre Mike Moore l'a nommé officiellement «Magicien de Nouvelle-Zélande».

Depuis 1998, le sorcier est payé 16.000 dollars néo-zélandais (9.745 euros) par an par le conseil municipal pour exercer ses fonctions de sorcier. Il n'a pas caché sa colère après la décision du conseil municipal. «C'est une bande de bureaucratiques qui n'ont aucune imagination», a-t-il déclaré au site d'information Stuff.

«Ils ne pensent pas aux moyens de promouvoir Christchurch à l'étranger». «Ils ne tirent pas parti de ma notoriété mondiale. Je suis déçu qu'ils n'aient pas utilisé +le sorcier+».

Décollage de Lucy Première mission de la Nasa vers les astéroïdes troyens



Lucy, la première mission de la Nasa vers les astéroïdes troyens, situés sur l'orbite de Jupiter, a décollé samedi matin depuis la Floride, entamant un voyage de 12 ans qui doit permettre de mieux comprendre la formation de notre système solaire. La fusée Atlas V chargée de propulser le vaisseau a décollé samedi à 05H34 heure locale (09H34 GMT) depuis Cap Canaveral.

L'engin sera le premier à énergie solaire à s'aventurer aussi loin du Soleil, et observera davantage d'astéroïdes que n'importe quel autre vaisseau avant lui: huit en tout.

Chacun de ces astéroïdes doit «livrer une partie de l'histoire de notre système solaire, de notre histoire», a déclaré durant une conférence de presse Thomas Zurbuchen, directeur de la division science de l'agence spatiale américaine.

Le vaisseau survolera d'abord vers 2025 un astéroïde de la ceinture principale d'astéroïdes, située entre Mars et Jupiter. Puis il rendra visite à sept astéroïdes troyens, dont les deux derniers en 2033. Le plus large d'entre eux mesure environ 95 km de diamètre.

Le vaisseau approchera les objets sélectionnés à une distance comprise entre seulement 400 et 950 kilomètres, selon leur taille, et à une vitesse d'environ 24.000 km/h.

Les astéroïdes troyens, dont environ 7.000 sont connus, évoluent autour du Soleil en deux groupes, l'un précédent Jupiter, l'autre la suivant.

«L'une des choses surprenantes à propos des astéroïdes troyens, c'est qu'ils sont très dif-

férents les uns des autres, en particulier leur couleur: certains sont gris, d'autres rouges», a expliqué Hal Levison, chercheur principal pour cette mission.

«Nous pensons que leur couleur indique d'où ils viennent.»

Les chercheurs veulent étudier leur géologie, leur composition ainsi que leur densité, leur masse et leur volume précis. Lucy procédera également à trois survols de la Terre pour profiter de son assistance gravitationnelle, devenant le premier engin spatial à revenir dans le voisinage de la planète depuis les confins du système solaire.

La mission a été nommée Lucy en référence au fossile d'australopithèque découvert en Ethiopie en 1974, ayant permis d'éclairer l'évolution de l'humanité - la Nasa souhaitant ici éclairer l'évolution du système solaire.

Les chercheurs ayant retrouvé ce squelette écouteaient à l'époque la chanson des Beatles «Lucy in the sky with diamonds».

«Nous embarquons bien un diamant à bord», a souri Phil Christensen, responsable de l'instrument scientifique nommé L'TES, qui contient la pierre précieuse.

Cet instrument mesurera la lumière infrarouge, ce qui permettra de déterminer la température à la surface des astéroïdes.

«En comparant ces mesures de nuit et de jour, nous pouvons déterminer si la surface est faite de blocs de roche, ou de poussière fine et de sable», a-t-il expliqué.

En effet, la roche refroidit moins vite que le sable la nuit.

Le coût total de la mission, dont ses 12 années d'opérations, est de 981 millions de dollars.

La crise climatique « entraînera une famine sans précédent »

La crise climatique entraînera une famine sans précédent, averti le Programme alimentaire mondial (PAM) des Nations unies, à l'occasion de la Journée mondiale de l'alimentation, le 16 octobre. « Nous mettons en garde contre une hausse exponentielle de la faim dans le monde, alimentée par la crise climatique, si l'on ne prend pas les mesures nécessaires pour aider les communautés à s'adapter aux chocs climatiques », alerte le PAM, qui appelle à une action urgente. « La crise climatique alimente une crise alimentaire », a déclaré dans un communiqué le Directeur exécutif du PAM, David Beasley.

Une analyse de l'agence onusienne montre qu'une hausse de 2°C de la température moyenne mondiale, par rapport aux niveaux préindustriels entraînera une hausse vertigineuse de 189 millions de personnes supplémentaires aux prises avec la faim. Les communautés vulnérables, dont la grande majorité dépend de l'agriculture, de la pêche et de l'élevage et qui contribuent le moins à la crise climatique, continueront à subir le plus gros des impacts avec des moyens limités pour amortir le choc.

« De vastes étendues du globe, de Madagascar au Honduras en passant

par le Bangladesh, sont en proie à une crise climatique qui est désormais une réalité quotidienne pour des millions de personnes », a ajouté David Beasley. En attendant, des dizaines de milliers de vies sont en danger dans le sud de Madagascar, l'un des nombreux endroits du monde où le changement climatique a entraîné des conditions de famine.

De plus, des sécheresses consécutives ont plongé près de 1,1 million de personnes dans une situation de faim extrême. Près de 14.000 d'entre elles se trouvent dans des conditions proches de la famine et ce nombre devrait doubler d'ici la fin de l'année, selon l'agence onusienne.

Et lorsqu'elle est associée à un conflit, la crise climatique exacerbera les vulnérabilités existantes, amplifiant les dégâts, la destruction et le désespoir. Les événements climatiques extrêmes dans les zones touchées par les conflits détruisent les ressources déjà maigres dont disposent les familles et entravent même les efforts humanitaires qui parviennent aux communautés, a encore mis en garde le PAM.

En Afghanistan par exemple, une grave sécheresse liée au conflit et aux difficultés économiques a laissé un tiers de la population souffrir de la

faim. « Nous ne devons pas nous contenter de ramasser les morceaux après la crise, mais plutôt gérer les risques climatiques afin qu'ils n'aient plus le pouvoir de détruire la sécurité alimentaire des communautés vulnérables. C'est là qu'intervient l'expertise unique du PAM », a dit M. Beasley. En Afrique, le PAM a protégé 1,5 million de personnes au Mali, en Mauritanie, au Burkina Faso, au Zimbabwe et en Gambie contre des épisodes de sécheresse catastrophiques grâce à une assurance contre les risques climatiques, dans le cadre de l'initiative « African Risk Capacity Replica ». « Les conflits plongent aujourd'hui des millions de personnes dans la faim, mais la crise climatique pourrait éclipser les conflits comme principale cause de la faim demain », a fait remarquer M. Beasley.

Plus globalement, le PAM a soutenu 39 gouvernements, les aidant à réaliser leurs ambitions nationales en matière de climat. Dès 2020, l'agence onusienne a déjà mis en œuvre des solutions de gestion des risques climatiques dans 28 pays, au bénéfice de plus de six millions de personnes afin qu'elles soient mieux préparées aux chocs et aux stress climatiques et puissent se rebâtir plus rapidement.

Les travailleurs migrants confrontés à un risque accru de décès et de blessures

Les migrants, qui occupent souvent des emplois plus dangereux, sont exposés à un risque de blessure et de décès plus élevé que les autres travailleurs, a indiqué vendredi l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), plaidant pour davantage de données sur les circonstances des décès pour mettre en place des politiques qui garantissent leur sécurité. Selon ce nouveau rapport du projet « Migrants disparus » de l'Agence de l'ONU pour les migrations, les travailleurs migrants sont surreprésentés dans les emplois dangereux. Il s'agit de secteurs tels que la construction, l'industrie manufacturière, l'exploitation minière et l'agriculture par rapport aux non-migrants.

Selon l'OIM, ils sont également plus susceptibles d'avoir des emplois dans l'économie informelle, où les risques sont encore plus grands. L'Agen-

ce onusienne estime que 164 millions de travailleurs migrants représentent près de 5 % de la main-d'œuvre mondiale et jouent un rôle économique essentiel tant dans les pays d'origine que dans les pays d'accueil.

Généralement, ils remplissent des fonctions essentielles dans les pays de destination, notamment dans les secteurs de la santé et de l'industrie manufacturière. Et les fonds envoyés par les travailleurs migrants dans leur pays d'origine soutiennent l'économie de certains pays à hauteur de 40 % de leur PIB, note la même source.

Par ailleurs, les conditions de vie et de travail des migrants augmentent les risques d'exposition au nouveau coronavirus, souligne le rapport. « La pandémie de Covid-19 a révélé que les travailleurs migrants sont à la fois essentiels et marginalisés », a déclaré Frank Laczko, directeur du Cen-

tre d'analyse des données sur les migrations mondiales de l'OIM.

Les migrants sont surreprésentés dans les emplois de première ligne, les infrastructures critiques et autres emplois essentiels qui ne peuvent être exécutés à distance. Aux Etats-Unis, par exemple, près de 70 % de tous les migrants de la population active et 75 % des « travailleurs migrants irréguliers » sont des travailleurs essentiels, fait remarquer l'étude.

Selon l'Organisation internationale du travail (OIT), le nombre d'accidents du travail mortels était plus élevé chez les migrants que chez les travailleurs nés dans le pays dans 73 % des pays pour lesquels des données étaient disponibles. Ce constat est particulièrement alarmant compte tenu des obstacles auxquels se heurtent les migrants qui tentent de signaler les incidents, note l'OIM.

Indonésie

11 adolescents périssent noyés au cours d'une randonnée

Onze adolescents sont morts noyés et deux étaient dans un état critique après avoir tenté de traverser une rivière à gué pendant une randonnée en Indonésie, a annoncé vendredi un responsable des services de secours. Quelque 150 membres d'une organisation scout musulmane, âgés de 13 à 15 ans, remontaient le cours de la rivière, la Cileuleur, lorsque 21 d'entre eux ont cherché à la traverser à gué.

Des habitants de la région ont réussi à secourir dix d'entre eux, a raconté Supriono, un responsable - qui comme de nombreux Indonésiens, ne porte qu'un seul nom - des services de recherche et de secours de Bandung, une ville de l'ouest de l'île de Java. « Deux élèves (...) sont dans un état critique à l'hôpital, tandis que onze ont été découverts morts », a-t-il déclaré à l'AFP.

Les autorités menaient une enquête sur les circonstances de l'accident et vérifiaient que tous les participants à cette randonnée avaient été retrouvés. Les élèves avaient entrepris cette randonnée pour nettoyer les rives du cours d'eau, en dépit des avertis-



sements de l'agence nationale chargée de la prévention des catastrophes. En février 2020, dix scouts avaient trouvé la mort lorsqu'ils avaient été emportés par une inondation soudaine qui avait également

fait une vingtaine de blessés. Les randonnées qui consistent à remonter le cours des rivières sont interdites aux enfants et aux adolescents au cours de la saison des pluies, qui commence fin novembre.

Italie

Mobilisation contre le pass sanitaire au travail



Des milliers d'opposants à l'obligation du pass sanitaire pour travailler, entrée en vigueur vendredi en Italie, se sont mobilisés à travers le pays pour manifester et bloquer l'entrée des ports ou des entrepôts, sans incidents majeurs à déplorer après les violences du week-end dernier.

Seules quelques perturbations sont venues, aux premières heures de cette journée couperet, du secteur des transports et de la logistique, où localement jusqu'à 40% des effectifs ne sont pas vaccinés. Vendredi matin, environ 300 dockers avaient dressé un piquet de grève à une entrée du port de Gênes (nord-ouest) pour empêcher les camions de livrer, selon un photographe de l'AFP.

« Aujourd'hui c'est vraiment difficile de décharger », témoignait Marco, un chauffeur-routier de 50 ans, cité par l'agence Ansa. « Moi j'ai fait le vaccin pour travailler ».

A Trieste (nord-est), « le port fonctionne » malgré le rassemblement de plus de 6.500 opposants, a assuré le président de la région Frioul-Vénétie Julienne, Massimiliano Fedriga. « Bien sûr il y a quelques difficultés à certains points de passage, mais il fonctionne ». Même constat dans le Sud à Naples et dans les ports de l'Adriatique, à Bari et Brindisi notamment. « Citoyens, pas mariettes », « Pas de pass sanitaire, pas de discrimination », pouvait-on lire sur des banderoles à Trieste. A Venise, le réseau des célèbres navettes fluviales « vaporetto » a lui aussi fonctionné normalement, de même que les transports publics de Rome ou Milan. A Settala, près de Milan, une trentaine de salariés ont empêché l'accès à un site de la société de livraison DHL.

Par ailleurs le quart des 400.000 travailleurs agricoles italiens et étrangers ne sont pas vaccinés, selon la confédération agricole Coldiretti. « Avec la récolte des olives, des pommes et les vendanges, cela peut créer quelques difficultés », a reconnu Romano Magrini, un responsable de

Coldiretti, joint par l'AFP. A la mi-journée, l'assurance sociale italienne a fait d'une hausse de 23% des congés maladie d'un vendredi sur l'autre.

1.500 EUROS D'AMENDE

En vertu du texte de loi adopté par le gouvernement de coalition de Mario Draghi, tout employé n'ayant pas été vacciné ou n'ayant pas récemment guéri du Covid-19 doit montrer à son employeur la preuve d'un test négatif qu'il a lui-même payé, sous peine d'être déclaré absent et privé de salaire.

Un employé qui parviendrait à se rendre sur son lieu de travail sans son pass encourt jusqu'à 1.500 euros d'amende. Comme ces deux conseillers régionaux du Latium, la région de Rome, qui se sont enfermés dans leur bureau jeudi soir pour revendiquer le droit à travailler.

« Aujourd'hui c'est vraiment difficile de décharger », témoignait Marco, un chauffeur-routier de 50 ans, cité par l'agence Ansa. « Moi j'ai fait le vaccin pour travailler ».

A Trieste (nord-est), « le port fonctionne » malgré le rassemblement de plus de 6.500 opposants, a assuré le président de la région Frioul-Vénétie Julienne, Massimiliano Fedriga. « Bien sûr il y a quelques difficultés à certains points de passage, mais il fonctionne ». Même constat dans le Sud à Naples et dans les ports de l'Adriatique, à Bari et Brindisi notamment. « Citoyens, pas mariettes », « Pas de pass sanitaire, pas de discrimination », pouvait-on lire sur des banderoles à Trieste. A Venise, le réseau des célèbres navettes fluviales « vaporetto » a lui aussi fonctionné normalement, de même que les transports publics de Rome ou Milan. A Settala, près de Milan, une trentaine de salariés ont empêché l'accès à un site de la société de livraison DHL.

En rendant le pass sanitaire obligatoire, l'exécutif veut encourager les réfractaires à se faire immuniser. Pari en partie gagné puisque 560.000 nouveaux pass sanitaires avaient été téléchargés mercredi et 860.000 jeudi.

Mario Draghi espère limiter le risque de foyers épidémiques et éviter de nouveaux confinements en Italie, l'un des pays européens les plus durement touchés par la pandémie avec plus de 130.000 morts et une chute de son PIB de 8,9% en 2020.

Le programme de vaccination lancé en décembre l'an dernier a permis de maintenir les taux d'infection à un bas niveau et la 3ème économie de la zone euro devrait connaître une croissance de 5,8% cette année, selon les dernières prévisions du FMI.

Lausanne, capitale olympique polluée à la dioxine



Lausanne, la capitale cossue du sport olympique baignée par les eaux bleues du Léman, est confrontée à un problème inédit en Suisse: une pollution à la dioxine. La quatrième ville du pays est victime des rejets toxiques d'un vieil incinérateur de déchets ménagers.

Mais la pollution avec ce produit chimique potentiellement très毒ique quand il s'accumule -rendu tristement célèbre pendant la guerre du Vietnam et l'accident industriel de Seveso en Italie en 1976- a été découverte par hasard au début de l'année.

«Comme on n'a pas cherché les dioxines, on ne les a pas trouvées», les mesures étant concentrées sur la pollution de l'air et de l'eau, explique à l'AFP Natacha Litzistorf, conseillère municipale chargée de l'environnement.

PIRE

Cette semaine les autorités ont révélé que la pollution est plus grave et plus étendue qu'on ne le pensait.

Une carte de la ville montre l'ensemble de la surface affectée: une sorte de losange d'une longueur de plus de 5 kilomètres en partant des rives du Léman vers le nord-est de la ville et d'une largeur de 3,6 kilomètres. La zone de plus forte concentration (plus de 200 nanogrammes par kilogramme) couvre les hauteurs de Lausanne, autour de l'un de ses poumons verts, la forêt de Sauvabelin, tout comme autour de la cathédrale. Un pic de 640 ng a été trouvé au centre-ville.

Des signes d'avertissement ont été placés sur les terrains de jeu et dans les parcs de la ville. Les parents d'en-

fants de moins de 4 ans ne doivent pas les laisser porter leurs mains à la bouche s'ils ont joué par terre.

Il est aussi recommandé de laver les fruits et légumes cultivés dans les jardins et de se laver les mains.

Les recommandations sont plus contraignantes dans les zones où le taux est supérieur à 100 ng/kg.

La dioxine se concentre fortement dans les tissus animaux, il est recommandé de ne pas manger les poules qui y sont élevées ni de vendre leurs œufs.

Les légumes racines doivent être pelés, les concombres, courgettes et autres courges sont considérés comme impropre à la consommation.

NE PAS TENTER LE DIABLE

Le coupable a été vite trouvé. L'usine d'incinération en fonction entre 1958 et 2005 et située au centre-ville. «A l'époque on pensait que c'était beaucoup mieux de placer les usines d'incinération dans le centre-ville pour préserver justement l'agriculture dans les campagnes», explique Mme Litzistorf.

Entre 1958 et 1982, quand les filtres de l'incinérateur ont été mis aux normes, l'usine d'incinération a craché de la dioxine sur ses environs.

Didier Burgi, qui a un potager, raconte que l'affaire a suscité de nombreuses questions chez les gens qui cultivent leurs légumes depuis des années.

«Les courges, on ne va pas les consommer cette année. On n'en a pas beaucoup mais il y a eu une information spécifique là-dessus et on ne va pas tenter le diable», confie-t-il.

Aux jardins familiaux du Château-lard, le taux de pollution est de moins de 20 ng et Jose Torres, qui y cultive

un lopin ne compte pas renoncer. «Chez moi, je sais ce que je mange», lance-t-il, alors que «tout ce qu'on achète c'est plein de produits chimiques».

Jacqueline Felder, affiche la même détermination en travaillant son terrain où elle cultive des haricots, des épinards, des salades et des carottes, sous le soleil d'un après-midi d'octobre.

«Moi, ça fait 15 ans que je fais du jardin ici. Les gens ont tellement peur de tout maintenant», explique-t-elle, et d'ajouter: «Moi je suis paysanne, alors je suis très nature. C'est notre mère, la Terre. Respectez-la!».

ET MAINTENANT

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) note qu'une exposition brève de l'être humain à de fortes concentrations en dioxines peut entraîner des lésions dermatiques et altérer le fonctionnement du foie. L'exposition de longue durée s'associe à une dégradation du système immunitaire, du développement du système nerveux, du système endocrinien et les fonctions de reproduction.

Chez l'animal, l'exposition chronique aux dioxines entraîne plusieurs types de cancers.

Mme Litzistorf explique qu'à sa connaissance personne n'a encore fait état de problèmes de santé qui seraient liés à la pollution nouvellement découverte.

Et la question reste de savoir ce qu'il va falloir faire maintenant.

Est-il possible de nettoyer le sol sur une telle surface? «C'est la question que tout le monde se pose», reconnaît l'édele, mais aussi qui s'en chargeait, et aux frais de qui?

Euromillions

Jackpot record de 220 millions d'euros remporté en France

Il s'agit du plus gros gain jamais remporté en Europe : la somme record de 220 millions d'euros, mise en jeu au tirage de l'Euromillions vendredi soir, a été gagnée en France, a appris l'AFP auprès de la Française des jeux (FDJ). Le chanceux ou la chanceuse dispose à présent de soixante jours pour se signaler auprès de la FDJ et récupérer son gain, qui constitue le plus gros jackpot dans l'histoire de la loterie européenne depuis sa création en 2004. Il ou elle a joué la combinaison gagnante 21 26 31 34 34 49 et les chiffres étoiles 2 et 5. Le précédent super jackpot avait été empoché en Suisse. Il s'agissait d'un gain de 210 millions d'euros, mis en jeu le 26 février 2021. En France, le précédent record remonte à décembre 2020. Un joueur habitant dans le sud avait alors remporté les 200 millions d'euros mis en jeu.



Rançongiciel : 590 millions de dollars de rançons signalés



Quelque 590 millions de dollars de rançons liées à des attaques dites au rançongiciel ont été signalés au premier semestre par les établissements financiers opérant aux Etats-Unis, selon un rapport publié vendredi par le département américain du Trésor.

D'après le gouvernement américain, ce chiffre est supérieur de 42% au montant signalé pour toute l'année 2020, ce qui illustre l'accélération de ce type d'attaques ces derniers mois. A elle seule, cette somme représente près de 60% du total signalé sur les dix années précédentes, entre 2011 et 2020.

Et il existe de fortes raisons de croire que le véritable coût pourrait se chiffrer en milliards de dollars. Ces données, qui portent sur 635 signalements distincts, ont été compilées par le réseau de lutte contre la criminalité financière (FinCEN), qui dépend du département du Trésor. Il précise qu'elles ne portent pas forcément sur des rançons versées durant les six premiers mois de 2021, certaines pouvant être plus anciennes. Le total des sommes effectivement versées à titre de rançon durant le premier semestre se monte à 398 millions de dollars, réparties en 458 opérations différentes, toujours selon le FinCEN. Une attaque au rançongiciel consiste pour des pirates à s'introduire dans le réseau informatique d'une entité, puis à en verrouiller les données. Les auteurs demandent ensuite aux responsables de cette entreprise, organisation ou administration de verser une rançon, le plus souvent sous forme de cryptomonnaies, en échange du déverrouillage. Selon le département du Trésor, les enquêteurs ont découvert plus de 150 portefeuilles en ligne de cryptomonnaies, et en les analysant ont mis à jour plus de 5,2 milliards de dollars de transactions potentiellement liées à des paiements de rançongiciels.

Les entreprises et les institutions font face à une importante pression pour payer afin de voir leurs données déverrouillées, mais aussi pour que l'attaque ne parvienne pas aux oreilles des clients ou des autorités, ces dernières lançant régulièrement de stricts avertissements contre le fait de donner de l'argent aux criminels.

LES ETATS-UNIS PASSENT À L'OFFENSIVE

Plusieurs attaques au rançongiciel ont fait la une des médias ces derniers mois, notamment celle qui a visé en juillet la société informatique américaine Kaseya. En attaquant cette entreprise, les pirates ont eu accès à plus de

mille sociétés dont elle est présente dans le monde entier.

Début mai, une attaque avait pris pour cible l'entreprise américaine Colonial Pipeline, perturbant la distribution de carburant aux Etats-Unis. Elle avait provoqué une réaction musclée des autorités et une partie de la rançon versée, 4,4 millions de dollars, avait été récupérée. Les attaques touchent des entreprises de tous secteurs et de toutes tailles, d'un hôpital de Mobile (Alabama) à une coopérative agricole de Mankato (Minnesota) en septembre. Parmi les pays les plus frappés par ce type de cyberattaques, les Etats-Unis ont décidé de passer à l'offensive. Fin septembre, le Trésor américain a bloqué, pour la première fois, les actifs d'une plateforme de cryptomonnaies (SUEX) soupçonnée d'avoir été utilisée par des pirates informatiques dans le cadre d'attaques au rançongiciel. Cette plateforme est liée à des ressortissants russes et opère, selon plusieurs analystes, en Russie, considérée, avec la Chine, comme l'un des pays abritant la plus grande communauté de pirates informatiques utilisant le rançongiciel. Vendredi, le département du Trésor a publié un guide pratique à destination des acteurs des cryptomonnaies leur rappelant leurs obligations en matière de lutte contre la criminalité financière, sous peine de sanctions.

«Le Trésor aide à stopper les attaques au rançongiciel en compliquant la tâche aux criminels qui cherchent à profiter de ces actes, mais nous avons besoin de partenaires dans le secteur privé pour nous aider à prévenir ces activités illégales», a déclaré le secrétaire adjoint au Trésor, Walley Ademeyo, cité dans un communiqué publié vendredi.

Washington a convié cette semaine, mercredi et jeudi, les représentants de 31 pays à une réunion dédiée au sujet. A l'issue de ce rassemblement, les délégations ont «reconnu» l'importance de la coopération internationale en la matière, notamment par le biais du partage d'informations relatives à des activités suspectes ou à des transactions financières douteuses. L'administration Biden cherche ainsi à mieux coordonner la réponse aux attaques par rançongiciel, qui se sont multipliées ces derniers mois.

Par ailleurs, une proposition de loi actuellement en discussion au Congrès vise à obliger les en-

tités visées par des attaques au rançongiciel à signaler, dans les 48 heures, le versement éventuel d'une rançon. Le principe du texte est soutenu par le gouvernement américain.

Chypre va révoquer 45 «passeports en or»

Chypre a annoncé vendredi son intention de révoquer la citoyenneté de 45 ressortissants étrangers ayant bénéficié du dispositif des «passeports en or», un programme controversé d'octroi de passeport contre des investissements sur l'île méditerranéenne, aboli l'an dernier en raison d'allégations de corruption.

Cette décision intervient quatre mois après la publication d'un rapport d'enquête indépendante sur ce système, révélant que 53% des 6.779 passeports délivrés entre 2007 et 2020 l'ont été de manière «illégale», à la faveur de vérifications insuffisantes des antécédents des demandeurs.

«Le gouvernement a décidé de révoquer (la citoyenneté) de 39 investisseurs et six membres de leurs familles», a affirmé dans un communiqué le porte-parole du gouvernement chypriote Marios Pelekano, sans préciser l'identité des individus concernés.

Les autorités s'intéressent actuellement à une cinquantaine d'autres cas liés au programme controversé des «passeports en or», est-



il précisé. Selon ce programme, un citoyen d'un pays hors de l'Union européenne pouvait obtenir un passeport chypriote en échange d'un investissement de 2,5 millions d'euros, qui pouvait consister en l'achat d'une résidence sur l'île.

Critiqué par l'Union européenne dont Chypre est membre, il a été supprimé en novembre après une enquête de la chaîne qatarie Al-Jazeera sur des abus présumés et ayant poussé notamment le président du Parlement chypriote, Demetris Syllouris, à la démission.

Al-Jazeera avait diffusé des images montrant des fonctionnaires, parmi lesquels M. Syllouris, qui auraient tenté d'aider -via des intermédiaires- un riche homme d'affaires étranger ayant un casier judiciaire à obtenir un passeport chypriote.

D'après Al-Jazeera, des dizaines de personnes candidates à ce programme faisaient l'objet d'enquêtes criminelles, de sanctions internationales ou étaient même incarcérées.

Une procédure judiciaire de la Commission européenne, qui avait mis en garde Nicosie concernant son programme de «passeports en or», est toujours en cours contre Chypre.

Publicité

AJBC PROMO
PROMOTION IMMOBILIÈRE

AVIS DE RESILIATION

Suit à l'abandon total du chantier et malgré les diverses mises en demeures qui sont demeurées sans suite, la résiliation aux torts exclusifs est prononcée à l'encontre de l'entreprise :

SALR ASILLER ASCENSEUR ALGERIE représentée par sa gérante Mme ATMANA Karima, siège social Route Khracia GP 05 Secteur N° 04 local BC RDC, chargée de la fourniture et la pose des 04 ascenseurs du projet des 100 logts LPA à Belgaïd wilaya d'Oran.

Entreprise recrute :

■ **Gardiens de jour et nuit, pour surveillance d'un dépôt (zone d'activités Hassi Ben-Okba)- Oran.**

Qualités exigées : expérience dans le domaine, bonne moralité.

Envoyez vos CV à E-mail : sarlrecrute.oran@gmail.com.

Numéro de téléphone : 041.38.62.45

ANNIVERSAIRE

Aujourd'hui le 17 octobre 2021 c'est le jour de l'anniversaire de notre très chère maman

NEKHAL Fatiha

En cet heureux évènement, tes fils Hadj-Mohamed, Ryad et Sofiane, tes filles : Amina, Zahera et Chaïma et toute ta famille te félicitent et te souhaitent une longue vie, santé et bonheur, Inchallah.



APPARTEMENTS

■ Loue F1 centre-ville, 1^{er} (2U) – F1 St-Pierre, RDC (1,5 U) – F3 Lescure, 8^{me} (2U) – F3 Cavaignac, 3^{me} (3U) – F3 meublé, Ain el Turck, 1^{er} (3,5 U) – Bureaux 31 m², rue la Remonte, 1^{er} (3U) – AG ABDALLAH - 041.38.62.87/070.40.87.48

■ Vends F4 RDC à Misserghine sup 90 m², livret foncier, acté 2 façades, tél : 0672.76.32.51

■ Loue apparts meublés, studio, F1 1^{er} à Gambetta + F2, 4^{me} Millénium + F2 meublé 3^{me} Miramar + F3 semi 1^{er} A. Turck+ F4, 4^{me} Hasnaoui + F5, 4^{me} rue Khemisti + local 350 m² cité Djamel + local 230 m² Albert 1^{er} – 041.36.16.43/42

PENSÉE
BENTAGA
Hadj Mostefa
Cela fait neuf
ans que tu nous
as quittés en laissant derrière
toi un grand vide. En cette
occasion, je demande à tous
ceux qui t'ont connu de prier
pour toi.
Ton fils Hadji Karim

PENSÉE
**A notre très chère
regrettée soeur
KIDARI
Karima-Amel**
Aujourd'hui nous
évoquons le
douloureux jour du
17 octobre 2006, où
la femme au cœur d'ange, nous as
quittés, laissant un grand vide et une
grande tristesse dans notre cœur. Tu
étais la soeur, la confidente, l'amie fidèle,
et par-dessus tout la mère de tout le
monde. Son sourire, sa voix douce et
ses gestes resteront toujours gravés
dans nos cœurs. On se souviendra
toujours de toi, la grande dame au cœur
d'ange, plein d'amour et d'affection.
Nous t'aimons de tout notre cœur.
Repose en paix. Allah yarhimek
*Ta soeur Zakia, tes nièces et ton neveu
Quassini qui ne t'oublieront jamais*

PENSÉE
**Le 17/10/2006
nous a quittés
notre chère
soeur**
**KIDARI
Karima Amel.**
Le temps a su apaiser la
douleur sans toutefois l'effacer.
Ton souvenir est gravé à jamais
dans nos cœurs et notre amour
pour toi n'a pas diminué. Tu n'es
plus là où tu étais mais tu es
partout où nous sommes. Nous
continuerons à honorer ta
mémoire pour toujours. Repose
en paix chère soeur.
إنا ننه و انا اليه راجعون

PENSÉE

A la mémoire de mon père MOSTEFAÏ Lahouari
Très cher père, ton absence est si pesante que mon cœur ne peut à peine la supporter. Tu es parti si subitement que je n'ai pas pu te dire au revoir ou même te serrer une dernière fois contre moi. Ton sourire, ta douceur, ta tendresse et ta bonne humeur à toute épreuve me manquent terriblement. Tu as su tout au long de notre vie ensemble me transmettre tes valeurs les plus importantes et j'espère sincèrement faire de même avec mes enfants. Allah yerahmak ya Laaziz.
Ton fils Abderrahmane

VILLAS

■ A louer ou à vendre F4, 125 m², 1^{er} étage et F3 100 m² 1^{er} étage, usage commercial ou habitation à Coop El Karama sur gd Bd Belgaïd, Bir El-Djir – Oran-est – 0541.59.24.70

■ V/Loue ou échange, à Tiaret, contre similaire à Oran, F5/F6 acte 2ème étage 3 faç E/O/Sud cour comm. Clôture 3.000 m² parking gardé, prox, Ecole - CEM, Lycée, Univ, Mosq, bain, police, ptt, superette, Blv 2 sens... Mobille : 0557.74.60.91 / 0558.29.57.69

■ A vendre dans résidence gardée F2 toutes commodités, rez-de-chaussée, libre de suite Tél : 0557.15.13.24 Cme Bir el djir (Oran)

■ A vendre un appartement à Hassi Ameur, F3, Rdc, acté, possibilité promesse de vente ou échange avec 1 app ou local à Oran – 0555.94.40.80

■ Loue appartement, 4 pièces, cuisine, SDB, bien situé, ttes commodités bd Millénium Oran, 2^{me} étage. prix 60.000 DA – Tél : 0559.18.45.66

LOCAUX

■Mets en vente ou location local commercial, à Point du Jour, sup 13 m², vitrine + rideau électrique, installation sanitaire, climatiseur 0657.31.18.08, heure de bureau, prix après visite

DIVERS

■Apprenez à parler l'anglais, chez-vous, à domicile rapidement (Méthode par l'Oral) - 0664.77.36.03

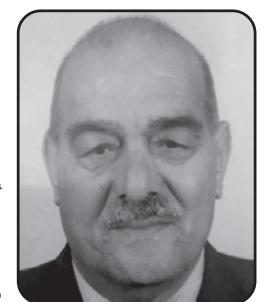
■ A louer licence taxi Oran - 0773.50.50.11

■ A louer licence café, Oran Tél : 0782.64.51.63

■Dans le cadre de la formation continue en échographie, nous proposons aux médecins un enseignement théorique et pratique et perfectionnement avec une séance d'initiation gratuite sur rendez-vous (voir Google), Dr BENBLAL Abdelhamid tél : 0554.37.94.94

EMPLOIS

■Clinique cherche optométriste : envoyez vos CV fax : 041.24.36.59



réseau AudiFel شريك اودي فال

الأجهزة الطبية لتقوية السمع

www.audifel.com

Made in Germany

من أجل نقص سمع الأطفال والكبار والمسنين. AudiFel تخصص سمعكم مجاناً لبرمجة المساعدة.

أودي فال تشخص سمعكم مجاناً لبرمجة المساعدة.

للتواصل مع AudiFel: 0773.953.306 - الهاتف: رقم 08 - مكتب الطابق الثالث.

العنوان: ملحوظ العجمي للأسنان عجوج عبد السلام

محلات التقليم والبابا بالمزايدة بدارة اختصاص مجلس قضاء سيدى بلعباس

شارع عباس رمضانى ممتدة EPLF BLOC A على بابا بلعباس.

العنوان: ملحوظ العجمي للأسنان عجوج عبد السلام

محلات التقليم والبابا بالمزايدة بدارة اختصاص مجلس قضاء سيدى بلعباس

العنوان: ملحوظ العجمي للأسنان عجوج عبد السلام

محلات التقليم والبابا بالمزايدة بدارة اختصاص مجلس قضاء سيدى بلعباس

العنوان: ملحوظ العجمي للأسنان عجوج عبد السلام

محلات التقليم والبابا بالمزايدة بدارة اختصاص مجلس قضاء سيدى بلعباس

العنوان: ملحوظ العجمي للأسنان عجوج عبد السلام

محلات التقليم والبابا بالمزايدة بدارة اختصاص مجلس قضاء سيدى بلعباس

العنوان: ملحوظ العجمي للأسنان عجوج عبد السلام

محلات التقليم والبابا بالمزايدة بدارة اختصاص مجلس قضاء سيدى بلعباس

العنوان: ملحوظ العجمي للأسنان عجوج عبد السلام

محلات التقليم والبابا بالمزايدة بدارة اختصاص مجلس قضاء سيدى بلعباس

العنوان: ملحوظ العجمي للأسنان عجوج عبد السلام

محلات التقليم والبابا بالمزايدة بدارة اختصاص مجلس قضاء سيدى بلعباس

العنوان: ملحوظ العجمي للأسنان عجوج عبد السلام

محلات التقليم والبابا بالمزايدة بدارة اختصاص مجلس قضاء سيدى بلعباس

العنوان: ملحوظ العجمي للأسنان عجوج عبد السلام

محلات التقليم والبابا بالمزايدة بدارة اختصاص مجلس قضاء سيدى بلعباس

العنوان: ملحوظ العجمي للأسنان عجوج عبد السلام

محلات التقليم والبابا بالمزايدة بدارة اختصاص مجلس قضاء سيدى بلعباس

العنوان: ملحوظ العجمي للأسنان عجوج عبد السلام

محلات التقليم والبابا بالمزايدة بدارة اختصاص مجلس قضاء سيدى بلعباس

العنوان: ملحوظ العجمي للأسنان عجوج عبد السلام

محلات التقليم والبابا بالمزايدة بدارة اختصاص مجلس قضاء سيدى بلعباس

العنوان: ملحوظ العجمي للأسنان عجوج عبد السلام

محلات التقليم والبابا بالمزايدة بدارة اختصاص مجلس قضاء سيدى بلعباس

العنوان: ملحوظ العجمي للأسنان عجوج عبد السلام

محلات التقليم والبابا بالمزايدة بدارة اختصاص مجلس قضاء سيدى بلعباس

العنوان: ملحوظ العجمي للأسنان عجوج عبد السلام

محلات التقليم والبابا بالمزايدة بدارة اختصاص مجلس قضاء سيدى بلعباس

العنوان: ملحوظ العجمي للأسنان عجوج عبد السلام

محلات التقليم والبابا بالمزايدة بدارة اختصاص مجلس قضاء سيدى بلعباس

العنوان: ملحوظ العجمي للأسنان عجوج عبد السلام

محلات التقليم والبابا بالمزايدة بدارة اختصاص مجلس قضاء سيدى بلعباس

العنوان: ملحوظ العجمي للأسنان عجوج عبد السلام

محلات التقليم والبابا بالمزايدة بدارة اختصاص مجلس قضاء سيدى بلعباس

العنوان: ملحوظ العجمي للأسنان عجوج عبد السلام

محلات التقليم والبابا بالمزايدة بدارة اختصاص مجلس قضاء سيدى بلعباس

العنوان: ملحوظ العجمي للأسنان عجوج عبد السلام

محلات التقليم والبابا بالمزايدة بدارة اختصاص مجلس قضاء سيدى بلعباس

العنوان: ملحوظ العجمي للأسنان عجوج عبد السلام

محلات التقليم والبابا بالمزايدة بدارة اختصاص مجلس قضاء سيدى بلعباس

العنوان: ملحوظ العجمي للأسنان عجوج عبد السلام

محلات التقليم والبابا بالمزايدة بدارة اختصاص مجلس قضاء سيدى بلعباس

• 2

- 11.00** Tout le monde veut prendre sa place
11.55 Météo 2
12.00 Journal 13h00
12.20 13h15, le dimanche...
14.10 Vivement dimanche
15.00 Vivement dimanche prochain
16.00 Affaire conclue, tout le monde a quelque chose à vendre
16.40 Vitamine C
17.35 Les enfants de la télé
19.50 Météo 2
19.00 Journal 20h00

20.05 Le mystère Henri Pick



Comédie dramatique - France - Belgique - 2019
Avec Fabrice Luchini, Camille Cottin, Alice Isaaz, Bastien Bouillon
Célèbre animateur d'une émission littéraire, Jean-Michel Rouche est interpellé par le succès soudain du livre «Les dernières heures d'une histoire d'amour» écrit par un inconnu nommé Henri Pick, un ancien pizzaiolo aujourd'hui décédé et originaire du Finistère. Le critique littéraire est persuadé qu'il s'agit d'une imposture.

20.05 Les enquêtes de Murdoch



Série policière - Canada - Grande-Bretagne - 2021
Saison 14 - Episode 11/11
- Quand tout se brise
Avec Yannick Bisson, Thomas Craig, Hélène Joy, Jonny Harris, Siobhan Murphy
Encore sous le choc de la découverte qui affecte sa vie personnelle, Murdoch met tout en œuvre pour trouver l'assassin d'Anna Fulford. Il jure à Julia qu'il ignorait l'existence d'Harry. Julia accepte de l'héberger. De son côté, Brackenreid se bat contre les préjugés de sa hiérarchie.

20.10 Un fil à la patte



Pièce de théâtre
Avec Hervé Pierre, Florence Viala, Guillaume Gallienne, Georgia Scalliet
Depuis la Comédie-Française. Bois d'Enghien se rend chez Lucette Gautier, une chanteuse de café-concert. Il veut absolument rompre avec elle car il doit épouser, le jour même, la fille de la baronne Duverger, qui possède une très jolie dot. Mais, une cascade d'événements et de quiproquos empêchent Bois d'Enghien de s'expliquer en tête-à-tête avec Lucette et de lui exprimer ses intentions.

arte

TF1

- 10.05** Chien Pourri
11.00 Annie & Pony
11.45 Say hi ! Ensemble plus forts
11.50 Luo Bao Bei
12.30 Fort Boyard
14.40 Quoi de neuf Bunny ?
15.50 Quoi de neuf Bunny ?
17.35 C'est toujours pas sorcier
18.35 Une saison au zoo
19.25 Culturebox l'émission

- 10.40** Twist
11.15 Le jardin d'Eden
11.45 La renaissance des amazones marocaines
12.30 Un flic
14.25 Des vignes et des hommes
14.55 Indochine sauvage
17.05 Le peintre Emil Nolde : des ombres aux tableaux
18.00 Jacques Brel à Knokke-le-Zoute, 1963
18.45 Arte journal
19.10 Vox pop
19.40 Karambolage
19.55 Phantom Thread
22.00 Daniel Day-Lewis : l'héritier
- C 8**
- 08.00** Envie d'agir
08.10 Le mag qui fait du bien
09.15 Les animaux de la 8
12.40 Animaux à adopter
18.23 M comme Maison
20.05 Le ruffian
22.00 L'essentiel chez Labro



OCS MAX 19.40

ATOMIC BLONDE

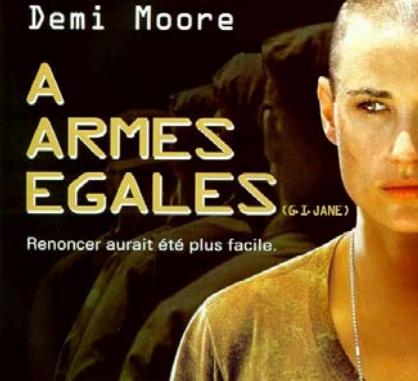
Film d'action - Etats-Unis -

Allemagne - Suède - Hongrie - 2017
Avec Charlize Theron, James McAvoy, Sofia Boutella, John Goodman

A Berlin, en novembre 1989, l'espion James Gascogne est tué par Youri Bakhtin, du KGB. A Londres, Lorraine Broughton, agent du MI-6, est chargée de se rendre à Berlin pour retrouver Bakhtin, désormais en possession d'une liste ultra-secrète d'agents. Sous l'identité d'Elizabeth Loyd, elle doit entrer en contact avec David Percival, un agent stationné à Berlin Est. A son arrivée, Lorraine est prise en charge par un chauffeur. Mais il s'agit d'un piège dont elle se sort de façon expéditive. Elle rencontre ensuite l'excentrique agent Percival.

RTL 9 19.55

A ARMES ÉGALES



Film d'action - Etats-Unis - Grande-Bretagne - 1997

Avec Demi Moore, Viggo Mortensen, Anne Bancroft, Jason Beghe, Kevin Gage
Une réputation pèse sur l'armée américaine. L'accession des femmes à des postes supérieurs au sein de la hiérarchie militaire étant devenu un sujet de polémique, Lillian DeHaven, scénariste, propose de tenter d'incorporer pour la première fois une femme au sein des Navy SEALs, un commando de marines à l'entraînement très rigoureux. Le lieutenant Jordan O'Neill est sélectionné. Elle va devoir faire ses preuves.

CINE + FRISSE 19.50

HURRICANE



Film catastrophe - Grande-Bretagne - Etats-Unis - 2018

Avec Toby Kebbell, Maggie Grace, Ryan Kwanten, Ralph Ineson

En 1992, l'ouragan Andrew frappe Gulfport, dans l'Alabama. Will et Breeze Rutledge survivent par miracle après avoir assisté, impuissants, à la mort de leur père, pris dans les éléments déchaînés. De nos jours, alors que la tempête tropicale Tammy s'approche de l'Alabama et de la Floride, Will, désormais employé par le centre de météorologie nationale de Silver Spring, se rend à Gulfport pour examiner la situation. Au même moment, Casey Corbyn, qui travaille pour le Trésor public, s'apprécie également de la tempête à venir.

TF1

TÉLÉVISION

20.05 Venom



Film fantastique - Etats-Unis - Chine - 2018

Avec Tom Hardy, Michelle Williams, Riz Ahmed, Jenny Slate, Scott Haze
Une navette spatiale du projet Life, mené par le très riche scientifique Carlton Drake s'écrase en Asie du Sud Est, libérant des formes de vies extraterrestres contaminant la population locale. Certains spécimens, néanmoins, sont rapportés à San Francisco, dans les locaux de la société de Drake. C'est dans cette même ville qu'Eddie Brock, journaliste rétif à toute forme d'autorité, se livre à une interview sans concession de Drake.

M6

20.05 Zone interdite



Présenté par Florence de Soultrait
La France croule sous ses déchets. Plus de 320 millions de tonnes sont générées chaque année, dont 40 millions par les seuls ménages. Certains centres de tri détourneraient la loi. Chaque année, 80 000 tonnes de déchets du bâtiment seraient jetées frauduleusement en pleine nature. Des propriétaires de terrain gagnent plusieurs dizaines de milliers d'euros chaque mois en acceptant de recevoir des tonnes de gravats de chantier.

CANAL+

20.05 Rugby : Top 14



- Lyon / Toulouse
Quatre victoires, en quatre journées : les Toulousains champions de France et d'Europe en titre, dominent pour l'heure les joutes nationales. Thomas Ramos, Antoine Dupont et les Haut-Garonnais commencent à diffuser de la crainte chez leurs adversaires. Les succès obtenus contre La Rochelle, Toulon, le Stade Français, et Clermont témoignent de la force collective qui se dégage chez les stadiques. Jordan Taufua et les Lyonnais vont essayer de trouver la bonne tactique ce soir pour enrayer la machine toulousaine.

PLANÈTE +



- 08.20** Dragon Ball Z
08.54 American Pickers, la brocante made in U.S.A.
12.53 Hunting Hitler : les dossiers déclassifiés
14.29 Ingénieurs de l'Antiquité
16.17 Singapour, ville sauvage
19.04 American Pickers, la brocante made in U.S.A.
19.55 Les présidents et Dieu
21.50 Hunting Hitler : les dossiers déclassifiés
- TFX**
- 08.20** Dragon Ball Z
08.10 HDM : L'hebdo de la musique
09.10 Génération Top 50
11.10 L'étrange Noël de Lauren
12.40 L'escapade de Noël
14.25 Mon beau sapin
16.00 Un Noël tout en fleurs
17.50 Noël à Paris
20.05 Love addict

DÉTENTE

Bélier 21-03 au 20-04

Bélier 21-03 au 20-04
Vous allez pouvoir constater que c'est la grande forme pour vous. Vous pourrez facilement vous sortir d'une ornière et reverser la situation grâce à votre seule volonté.

Taureau 21-04 au 21-05
Vous allez devoir sortir pour voir du monde afin de vous distraire un peu. L'aventure peu banale vous agréablement.

Gémeaux 22-05 au 21-06
Vous ne pouvez que constater que c'est la grande force de vos. Vous allez pouvoir tirer des bénéfices de vos situations délicates grâce à votre lucidité et à votre capacité.

Cancer 22-06 au 22-07
Si vous envisagez de faire des achats importants ou de grosses dépenses, n'hésitez pas à demander l'avis de quelqu'un en qui vous avez confiance.

Lion 23-07 au 23-08
On vous fera une observation très gentille qui vous plaira. Cela permet à vos amis d'évoluer favorablement vers une personne dont vous n'onnez pas l'intérêt qu'elle te.

Vierge 24-08 au 23-09
Vous allez pouvoir vaincre aisément un obstacle. Surtout qu'on vous aidera à surmonter cette difficulté passagère. La vie n'a pas finit de vous faire profitez-en.

Balance 24-09 au 23-10
Vous avez besoin d'air
pur, il convient de mieux
vivre. Le grand air aurait un
efficacité sur votre moral.
Une longue promenade en
profondément et votre
esprit tournera au beau fixe.

Scorpion 24-10 au 22-11
Vous allez devoir prendre une difficile décision à la fois avancée et alléchante qui sera faite. Même si cela vous paraît irrésistible, un temps de réflexion suffira à vous décider à répondre aux avances.

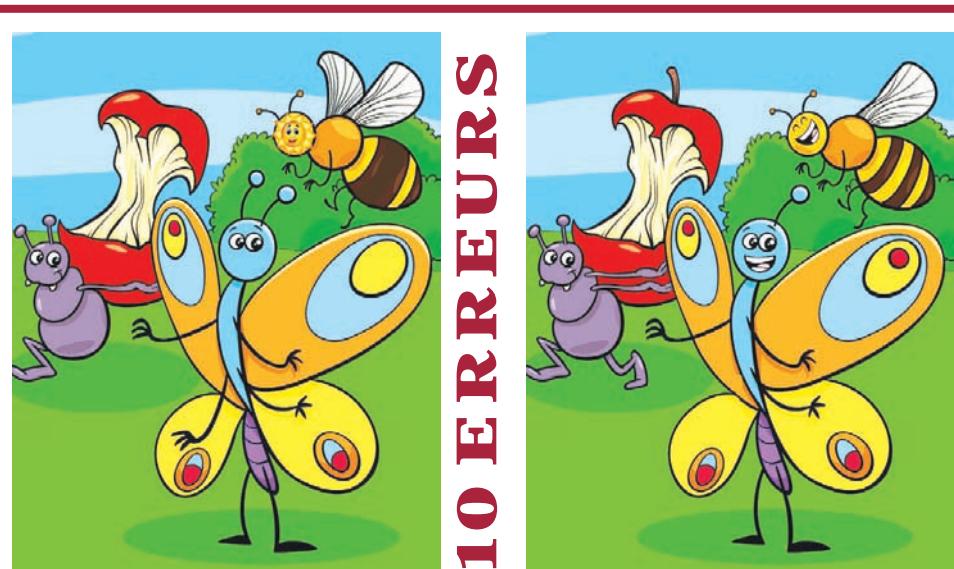
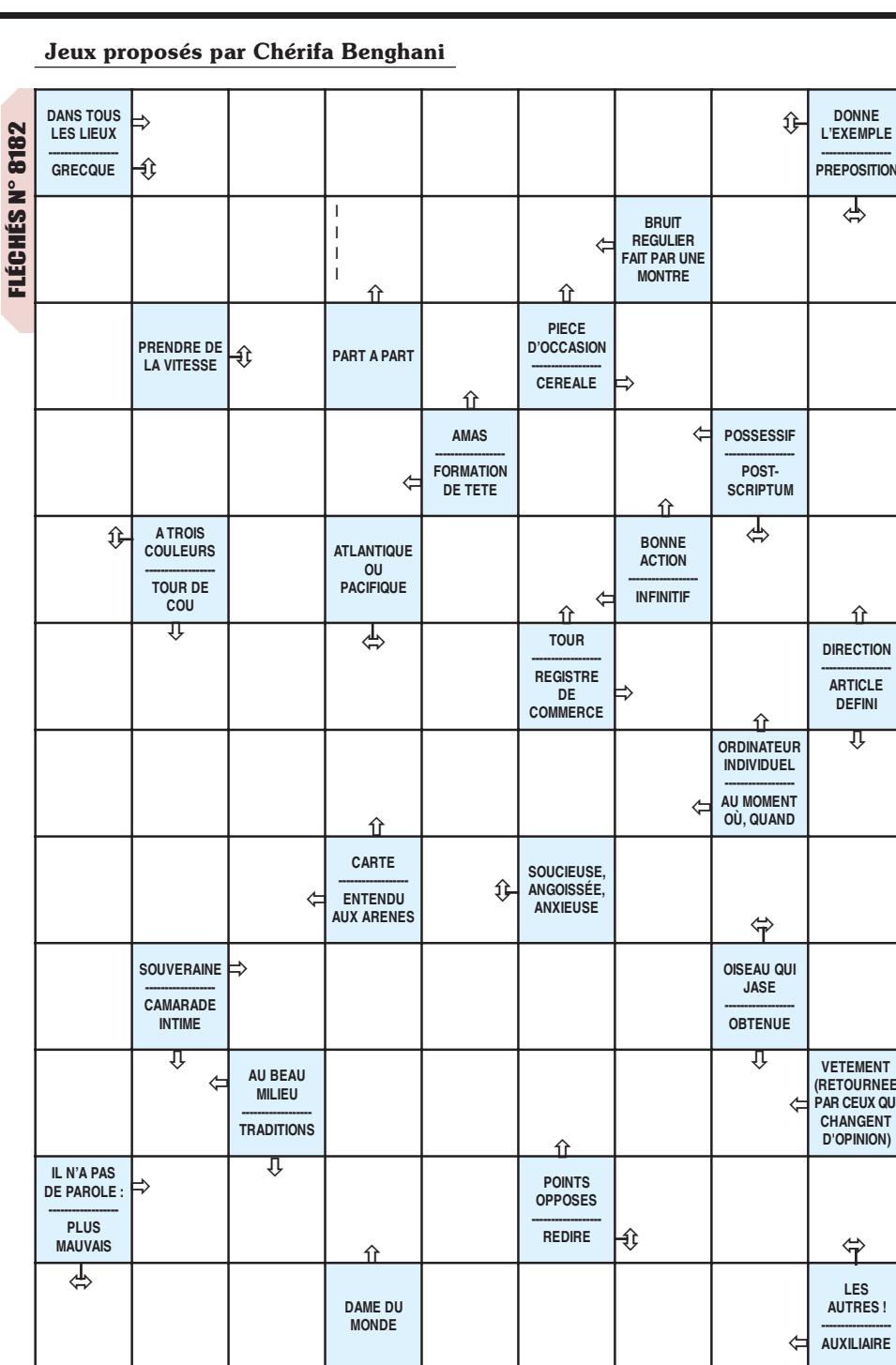
Sagittaire 23-11 au 21-12
Vos relations intimes avec
les autres vont pouvoir
aller pour vous conduire à
une grande compréhension.

Capricorne 22-12 au 20-01
Vous cherchez à montrer un exemple dans une affaire que vous pensez extrêmement rentable. Mais votre réussite rapide va porter à de nombreuses personnes intéressées par votre

dacieux.
Verseau 21-01 au 18-02
Le doute risque de s'ins-
tiller entre vous et une per-
sonne qui vous est chère. Votre
patience vous fait perdre patience
et vous aurez la chance d'avoir
une gentillesse de ceux

Poissons 19-02 au 20-03
Un manque de communication pourrait conduire à des erreurs. Gardez confiance dans les affaires d'argent pour-

vous sourire maintenant.



INNOVATORS

■ LES SOLUTIONS

R E V E T E M E E

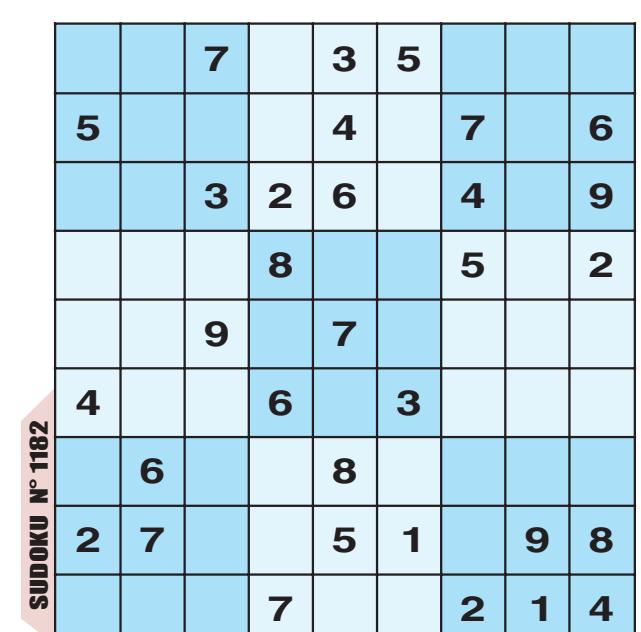
SUDOKU N°1181								
6	7	9	4	1	3	2	8	5
4	8	5	7	2	9	6	1	3
1	2	3	5	6	8	9	4	7
3	4	8	6	9	5	1	7	2
7	5	1	8	4	2	3	6	9
9	6	2	3	7	1	4	5	8
8	3	6	9	5	4	7	2	1
5	1	7	2	3	6	8	9	4
2	9	4	1	8	7	5	3	6

FOUILLIS N° 8181

PAQUEBOT (Pas - Queue - Beau)						
CODÉS N° 8181						
1	N	2	T	3	O	4
7	S	8	A	9	L	10
13	V	14	M	15	G	16
19	20			21	P	22
25	26				F	23
						24

ESRÉS N° 2121

CODES N° 8181					
1	N	2	T	3	O
7	S	8	A	9	L
13	V	14	M	15	G
19	20			21	P
25	26				F
					E
					I
					R
					D
					C
					18
					24



Une société chinoise n'exploitera plus le phosphate pillé du Sahara occidental



La société chinoise spécialisée dans le phosphate "Molybdenum" a annoncé, dans un message adressé à l'Observatoire Western Sahara Resource Watch (WSRW), avoir renoncé de manière définitive à l'acquisition de roches de phosphate pillées du Sahara occidental occupé.

En 2020, l'Observatoire a suivi les camions ayant transporté les roches de phosphate à partir du port de Santos (Brésil) à une zone industrielle fermée, a précisé le WSRW dans communiqué publié sur son site électronique.

Selon les informations recueillies par l'Observatoire à partir du site en question, d'autres importateurs impliqués dans le commerce de phosphate provenant du Sahara occidental avaient été identifiés, dont la première est la société brésilienne relevant de la société chinoise "Molybdenum" qui a refusé de donner des informations aux médias locaux après avoir reconnu l'ilégalité de son activité.

La société chinoise a annoncé aux investisseurs qu'elle cessera toute importation de phosphate provenant du Sahara occidental à l'avenir par ses sociétés en Chine et au Brésil, a noté le communiqué du WSRW.

Manifestation antigouvernement à Khartoum



Sans doute à cause de la pandémie, la rentrée scolaire s'opère au ralenti non sans provoquer une irritation généralisée chez les parents d'élèves, incommodés par la formule de la double vacation que les écoles publiques ont adoptée. La plupart se plaignent d'un emploi du temps scolaire trop aéré que les jours fériés en nombre diabétique rendent encore plus léger.

Pour parer aux méfaits de l'épidémie, il était logique que les gestionnaires de l'éducation écolière se conforment à des règles de prudence pour que la scolarité des enfants se fasse dans des conditions acceptables et il était évident que la protection du personnel éducatif constituait une priorité des attentions étant entendu que le corona ne ciblait que les personnes adultes. Cette priorisation était cependant une distortion dans une logique qui veut

Le Quotidien D'ORAN Edition Nationale d'Information

Nigeria: reddition de plus de 13.000 éléments de Boko Haram



Plus de 13.000 éléments du groupe terroriste Boko Haram se sont rendus aux forces de l'ordre au cours des deux dernières semaines au Nigeria, a indiqué le ministère nigérian de la Défense, Bernard Onyoko.

Il a expliqué que les opérations ont poussé plus de 13243 terroristes et leurs familles à se rendre aux forces de l'ordre.

Il a souligné que l'armée a

tre des éléments de Boko Haram, selon le porte-parole adjoint du ministère nigérian de la Défense, Bernard Onyoko.

saisi de nombreuses armes et munitions appartenant aux membres du groupe.

Depuis 2009, les violences de Boko Haram ont fait plus de 30 000 victimes et trois millions de déplacés, selon le Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires.

EDITORIAL

Par Abdou BENABBOU

PANDÉMIE, ÉCOLE PRIVÉE ET ÉCOLE PUBLIQUE

que les personnes les plus vulnérables face au virus sont celles auxquelles il est exigé une présence régulière permanente. Si le mouvement des enfants est réglé par vacations perçues aléatoires par les parents, pour leur part les enseignants sont tenus d'être présents.

Mais l'anomalie est encore plus flagrante entre les écoles publiques et privées. Dans les unes et les autres, le rythme de la scolarité des écoliers n'a pas la même cadence. Dans le secteur privé, les élèves suivent des cours quotidiens réguliers et le système de la vacation est un lointain inconnu.

Les carences actuelles du système éducatif avec ses lois du nombre et de la comptabilité politique incitent de plus en plus nombreux parents à faire le sacrifice de leurs frais financiers élémentaires pour que leurs enfants puissent suivre des cours supplémentaires payants.

Ce déséquilibre éducatif est en passe de produire un enseignement à deux vitesses pénalisant les familles ne disposant pas de ressources suffisantes pour inscrire leurs enfants dans des établissements privés. L'inégalité ainsi installée prépare les enfants des nantis à être mieux armés face aux examens de fin d'année et par prolongement face aux défis de leurs vies futures. L'égalité des chances pour les générations en croissance est bousculée et, pervertie, elle risque de constituer un terreau pour une profonde injustice sociale par le fossé aujourd'hui creusé entre le riche et le pauvre.

Deux navires de guerre russe et américain frôlent l'incident en mer du Japon



Deux navires de guerre russe et américain ont frôlé l'incident vendredi en mer du Japon, lorsque la Russie a accusé l'US Navy de s'être approchée de trop près de ses eaux territoriales, ce que Washington a démenti. Vers 17H00 (08H00 GMT), le destroyer américain USS Chafee, qui opérait en mer du Japon depuis plusieurs jours, "s'est approché des eaux territoriales de la Fédération de Russie et a tenté de franchir la frontière", a affirmé dans un communiqué le ministère russe de la Défense.

"Le navire anti-sous-marins Amiral Tribouts, qui se trouvait dans la zone, a lancé un avertissement au navire étranger concernant ces actes inadmissibles", ajoute le communiqué de Moscou. "L'USS Chafee, convaincu de la détermination de l'équipage russe à empêcher une violation des frontières nationales, a fait demi-tour à 17H50, alors qu'il se trouvait à moins de 60 mètres" de l'Amiral Tribouts, assure le ministère russe de la Défense. La marine russe a également notifié au navire américain qu'il se trouvait dans une zone "fermée à la navigation en raison de tirs d'artillerie dans le cadre des manœuvres conjointes russes-chinoises Joint Sea 2021", ajoute le communiqué.

Député britannique tué: acte terroriste selon la police



La police britannique a qualifié de terroriste le meurtre du député conservateur David Amess, mortellement poignardé vendredi, un drame qui ravive au Royaume-Uni des questions sur la sécurité des élus. Le parlementaire de 69 ans, membre du parti conservateur de Boris Johnson et ardent brexitier, a été poignardé à plusieurs reprises peu après midi (11H00 GMT). L'attaque s'est déroulée dans l'église méthodiste dans laquelle il recevait ses administrés pendant une permanence parlementaire à Leigh-on-Sea, à environ 60 km à l'est de Londres.

Un homme de 25 ans a été immédiatement arrêté sur place, soupçonné de meurtre.

Plusieurs médias britanniques ont rapporté que cet homme serait un ressortissant britannique d'origine somalienne. "Les premiers éléments de l'enquête ont révélé une motivation potentielle liée à l'extrémisme islamiste", a annoncé la police métropolitaine dans un communiqué, dans la nuit de vendredi à samedi, quelques heures après que l'enquête a été confiée à la direction antiterroriste.